



Berne, le 17 mai 2013

Rapport du Conseil fédéral relatif au postulat Rickli 10.3693 du 27 septembre 2010; coûts de l'exécution des peines en Suisse

1. Le postulat

Le 17 décembre 2010, le Conseil national a accepté le postulat suivant de la conseillère nationale Natalie Rickli.

10.3693

Postulat Rickli

Coûts de l'exécution des peines en Suisse

Texte du postulat du 27 septembre 2010

Le Conseil fédéral est chargé de présenter un rapport sur le coût de l'exécution des peines en Suisse dans lequel il répondra notamment aux questions soulevées dans l'interpellation 10.3562. A cet effet, il demandera aux cantons, par la voie d'un questionnaire, de répondre aux questions précitées et à d'autres, s'il le juge utile.

Développement

La réponse du Conseil fédéral à l'interpellation 10.3562 est insatisfaisante et donne à penser qu'il n'est pas en mesure de déterminer les coûts de l'exécution des peines en Suisse. Ceci est d'autant moins compréhensible sachant le rôle actif que joue la Confédération en vertu de l'article 123 alinéa 3 de la Constitution fédérale en matière d'exécution des peines et des mesures. La Confédération garantit en effet l'application uniforme des dispositions et des principes du droit régissant l'exécution des peines et des mesures et verse par ailleurs des contributions, par exemple pour la construction d'établissements pénitentiaires pour adultes ou pour des institutions où sont exécutées des mesures éducatives. Elle octroie en outre des contributions pour le développement et l'expérimentation de nouvelles méthodes et démarches et pour le Centre suisse de formation du personnel chargé de l'exécution des peines. Ces cinq dernières années, la Confédération a versé à ce titre 441,5 millions de francs auxquels il faut ajouter les dépenses bien plus élevées supportées par les cantons dans ce domaine.

Même s'il apparaît que la Confédération a versé près d'un demi-milliard de francs ces dernières années pour l'exécution des peines et des mesures, on ne dispose apparemment pas d'un aperçu général de l'ensemble des coûts. Or vu les sommes investies, le contribuable a droit à une certaine transparence en la matière, ce d'autant plus que la criminalité augmentant les coûts de l'exécution des peines suivront le même mouvement. De même, on n'est

guère informé sur les coûts des mesures thérapeutiques en institution prononcées en vertu de l'article 59 du Code pénal et des autres traitements psychiatriques et psychologiques, pas plus qu'on ne sait précisément qui supporte les coûts et dans quelle mesure.

Le rapport demandé devra répondre à toutes ces questions.

Avis du Conseil fédéral

En vertu de l'article 123 de la Constitution fédérale, la législation en matière de droit pénal relève de la compétence de la Confédération. L'exécution des peines et des mesures, en revanche, est du ressort des cantons, sauf disposition contraire de la loi. Compte tenu de ce partage des compétences, la Confédération ne dispose pas des bases légales qui lui permettraient de fournir directement des informations à l'auteur du postulat sur les sommes déboursées par les cantons pour l'exécution des peines et des mesures. Aucun relevé n'ayant jusqu'ici été effectué à l'échelle nationale, il est fort probable qu'il existe un intérêt général à connaître le détail de ces coûts.

Afin d'être à même de répondre aux questions posées par l'auteur de l'interpellation 10.3562, la Confédération devra planifier et mener une étude spécifique en collaboration avec les cantons. Notons qu'il en coûtera une somme de travail importante. Par ailleurs, le résultat manquera vraisemblablement de cohérence, notamment parce que tous les cantons ne disposent pas de comptabilités analytiques comparables.

Proposition du Conseil fédéral

Le Conseil fédéral propose d'accepter le postulat.

Le Département fédéral de justice et police (DFJP) a chargé l'Office fédéral de la justice (OFJ) d'élaborer le rapport visant à répondre à ce postulat.

2. L'interpellation 10.3562

Le 18 juin 2010, la CN Natalie Rickli a déposé une interpellation dans laquelle elle invite le Conseil fédéral à répondre à huit questions sur le coût de l'exécution des peines en Suisse.

Texte déposé

1. Le Conseil fédéral connaît-il l'évolution des coûts de l'exécution des peines en Suisse ?
2. Quel a été le montant annuel de ces coûts au cours des cinq dernières années ?
3. Quelle part de financement la Confédération assume-t-elle ? Verse-t-elle uniquement des subventions à la construction ou participe-t-elle à d'autres frais ?
4. Quel est le montant des frais déboursés dans l'ensemble de la Suisse pour les personnes qui font l'objet d'une mesure thérapeutique institutionnelle en vertu de l'article 59 du Code pénal ? Qui supporte ces frais ?
5. A quel montant s'élèvent les frais engagés pour les autres soins thérapeutiques, psychiatriques et psychologiques et qui les finance ?
6. Qui paie les frais de médicaments et de remise de drogue et à quel montant s'élèvent-ils ?
7. Quelle est la contribution financière des personnes qui font l'objet d'une mesure thérapeutique institutionnelle ? Doivent-elles financer elles-mêmes leurs primes d'assurance-maladie ? Doivent-elles payer elles-mêmes la redevance radio et télévision ?
8. Dispose-t-on de chiffres sur les recettes que procure aux établissements pénitentiaires le travail des prisonniers (travail manuel, travail agricole, etc.) et sur la rémunération qu'ils perçoivent ?

Développement

La hausse de la criminalité entraîne une augmentation des coûts de l'exécution des peines. Comme cette dernière relève de la compétence des cantons et est régie notamment par des concordats, les frais générés par les personnes incarcérées dans les prisons et autres établissements pénitentiaires en Suisse sont peu transparents.

Depuis la révision de la partie générale du Code pénal, on observe par ailleurs un recul sensible du nombre d'internements et une augmentation substantielle des mesures thérapeutiques institutionnelles ordonnées en vertu de l'article 59 du Code pénal. Tous les deux ans, l'autorité compétente doit examiner si l'internement peut être remplacé par une mesure thérapeutique institutionnelle au sens de l'article 59 du Code pénal. Les traitements psychiatriques et psychologiques prodigués au titre de cette mesure génèrent des frais élevés.

Réponse du Conseil fédéral du 1er septembre 2010

En vertu de l'article 123 de la Constitution (Cst.), la législation en matière de droit pénal relève de la compétence de la Confédération. L'exécution des peines et des mesures en revanche est du ressort des cantons, sauf disposition contraire de la loi. Concrètement, cela signifie que les cantons sont tenus d'exécuter les jugements rendus par leurs tribunaux et qu'ils doivent mettre à disposition et exploiter les établissements nécessaires à cet effet. Ils peuvent régler dans des conventions la construction, l'exploitation et l'utilisation en commun des établissements (concordats sur l'exécution des peines et des mesures). Les cantons sont par ailleurs tenus d'assumer les frais d'exécution des peines et des mesures, auxquels participent également, dans une proportion convenable, les personnes condamnées (art. 380 CP).

Compte tenu de ce partage des compétences, la Confédération n'a pas à tenir de comptabilité sur les dépenses consacrées par les cantons à l'exécution des peines et des mesures et n'effectue donc pas de relevé à l'échelle nationale. Or, le Conseil fédéral devrait pouvoir s'appuyer sur des données spécifiques, collectées auprès de l'ensemble des cantons, pour répondre aux questions de l'interpellation.

En vertu de l'art. 123, al. 3, Cst., la Confédération joue un rôle actif dans l'exécution des peines et des mesures, en subventionnant par exemple la construction d'établissements destinés aux adultes, aux jeunes adultes, aux adolescents ou aux enfants, ou en octroyant des subventions d'exploitation aux établissements d'éducation pour mineurs. La Confédération subventionne par ailleurs le développement et l'expérimentation de nouvelles méthodes et conceptions (sous la forme de projets pilotes) et participe aux frais du Centre suisse de formation pour le personnel pénitentiaire. Les conditions régissant concrètement l'octroi de ces subventions sont fixées dans la loi fédérale sur les prestations de la Confédération dans le domaine de l'exécution des peines et des mesures (RS 341).

Voici les montants versés par la Confédération ces cinq dernières années au titre de subventions à l'exécution des peines et des mesures (millions de francs) :

	2005	2006	2007	2008	2009
Subv. à la construction	16,2	15,5	17,0	17,2	17,3
Subv. à l'exploitation	69,2	72,7	75,1	65,8	70,3
Projets pilotes	0,1	0,4	0,6	1,2	1,0
Centre de formation				0,9	1,0
Total	85,5	88,6	92,7	85,1	89,6

3. Méthodologie

Afin de mieux organiser les réponses aux différentes questions, nous présenterons dans le chapitre suivant les compétences en matière d'exécution des peines et des mesures et les structures existant dans ce domaine en Suisse.

Pour répondre aux huit questions, nous nous sommes appuyés, d'une part, sur la statistique des finances publiques et des assurances sociales (statistique financière) élaborée par l'Administration fédérale des finances (AFF). D'autre part, nous avons mené une enquête approfondie auprès de tous les cantons. Préalablement à cette enquête, une discussion a eu lieu avec les membres du comité directeur de la Conférence des chefs des services pénitentiaires cantonaux. Dans leurs réponses, de nombreux cantons ont fait savoir qu'ils ne disposaient pas de données spécifiques en rapport avec les questions posées. Leurs réponses sont donc parfois sommaires. Pour nous aider à répondre à certaines questions, nous nous sommes référés aux réglementations prévues par les trois concordats sur l'exécution des peines et des mesures.

Dans ce rapport, nous avons essayé de proposer, pour chaque question, une synthèse des informations recueillies auprès des cantons. Les données détaillées figurent dans les tableaux en annexe.

4. L'exécution des peines et des mesures en Suisse

4.1. *Compétences de la Confédération et des cantons*

En vertu de l'art. 123 de la Constitution (Cst.), la législation en matière de droit pénal et de procédure pénale relève de la compétence de la Confédération. L'organisation judiciaire et l'administration de la justice et l'exécution des peines et des mesures en matière de droit pénal sont du ressort des cantons, sauf disposition contraire de la loi. « Aux termes de l'art. 123 Cst., modifié le 12 mars 2000, tant la mise en œuvre de l'exécution des peines et des mesures que la législation qui s'y rapporte relèvent des cantons. Toutefois la Confédération reste habilitée à intervenir dans ces compétences cantonales par voie législative».¹

4.2. *Obligations et compétences de la Confédération*

Conformément à l'art. 49, al. 2, Cst. en relation avec l'art. 186, al. 4, Cst., le Conseil fédéral est tenu de veiller au respect des normes fédérales et des conventions intercantionales.

En vertu de l'art. 123, al. 1 et 3, Cst., la Confédération peut légiférer sur l'exécution des peines et des mesures et jouer un rôle actif en octroyant par exemple des subventions pour la construction d'établissements d'exécution destinés aux adultes, aux jeunes adultes, aux

¹ BAECHTOLD, P. 66.

enfants et aux adolescents ainsi que des subventions pour l'exploitation de maisons d'éducation pour mineurs. Elle peut en outre encourager la préparation des bases nécessaires à l'engagement de réformes dans ce domaine en cofinçant des projets pilotes (loi fédérale du 5 octobre 1984 sur les prestations de la Confédération dans le domaine de l'exécution des peines et des mesures; RS 341).

4.3. *Obligations et compétences des cantons*

Le principe découlant de l'art. 123, al. 2, Cst., selon lequel l'exécution des peines et des mesures incombe aux cantons, a deux conséquences connexes: premièrement, il appartient aux cantons de faire exécuter les jugements rendus par leurs tribunaux. Deuxièmement, ils sont tenus de construire et d'administrer les établissements de détention et peuvent conclure entre eux des accords concernant la construction, l'exploitation et l'utilisation conjointe (concordats sur l'exécution des peines et des mesures). Le code pénal (CP; RS 311.0) contient trois dispositions qui traitent explicitement de ces tâches confiées aux cantons (art. 372, al. 1, 377 et 378 CP).

4.4. *Concordats sur l'exécution des peines et des mesures*

Conformément à l'art. 378, al. 1, CP, les cantons peuvent conclure des accords sur la création et l'exploitation conjointes d'établissements d'exécution des peines et des mesures ou s'assurer le droit d'utiliser des établissements d'autres cantons. Si tous les cantons devaient appliquer de leur côté les prescriptions fédérales relatives à la construction d'établissements pour chacune des catégories de détenus, ils devraient construire et exploiter un nombre important d'institutions. Même les grands cantons ne sauraient se le permettre. C'est la raison pour laquelle les cantons se sont constitués en trois concordats régionaux entre 1956 et 1963. Ces conventions intercantionales ont été mises sur pied dans le but d'harmoniser le droit au moyen de directives et de recommandations. Les réglementations prévues par les trois concordats ne sont toutefois pas élaborées de manière uniforme.

Ces concordats règlent non seulement la répartition des tâches entre les cantons membres en matière de planification, de construction et d'exploitation des établissements d'exécution des peines et des mesures mais aussi l'utilisation de ces établissements et l'indemnisation des frais de séjour. Ils créent les conditions cadres favorables à une exécution qui soit conforme aux droits fondamentaux, efficace et la moins coûteuse possible et essaient d'harmoniser l'exécution au moyen de directives communes.

4.5. *« Neunerausschuss »*

La Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP) a pour but d'assurer la collaboration entre les cantons ainsi qu'entre les cantons et la Confédération ou d'autres organisations importantes dans les domaines de la justice et de la police. La Commission pour l'exécution des peines et les établissements de détention (dite « *Neunerausschuss* »), qui est une commission permanente de la CCDJP, se consacre à toutes les questions d'importance intercantonale dans le domaine de l'exécution des peines et des mesures et en particulier:

- à la planification des établissements;
- à la coordination entre les concordats de l'occupation des établissements de détention;
- à l'harmonisation nécessaire de l'exécution des peines dans la mesure où c'est utile, nécessaire en raison d'accords internationaux ou souhaité par la majorité des cantons;
- aux projets législatifs et aux projets de la Confédération sur lesquels elle élabore des prises de position ou des rapports;
- aux accords internationaux (par ex. concernant le transfert des prévenus, la conven-

- tion européenne des droits de l'Homme, etc.) ;
- à la formation du personnel chargé de l'exécution des peines et des mesures et
- à l'accompagnement des essais d'importance internationale.

Elle entretient des contacts réguliers avec les autorités fédérales, en particulier l'OFJ, l'Office fédéral de la statistique (OFS) et l'Office fédéral de la santé publique, pour des échanges de vues.

4.6. *Etablissements d'exécution des peines et des mesures*

Le CP prescrit aux cantons les deux types d'établissements pénitentiaires qu'ils doivent instaurer: des établissements fermés et des établissements ouverts (art. 76 CP). Le droit fédéral n'exige pas que ces deux types d'établissements soient exploités indépendamment l'un de l'autre. Un établissement fermé peut disposer d'une section ouverte et un établissement ouvert d'une section fermée.

Les lieux d'exécution des mesures thérapeutiques doivent être séparés des lieux d'exécution des peines (art. 58, al. 2, CP).

Les cantons ont la possibilité de construire ou d'exploiter en commun des établissements de détention. Ils peuvent également confier à des institutions privées l'exécution des peines sous forme de semi-détention ou de travail externe et l'exécution des mesures thérapeutiques (art. 379 CP).

S'ils le souhaitent, les cantons peuvent également aménager des sections distinctes pour certains groupes de détenus comme les femmes, les personnes de classes d'âge déterminées, les personnes purgeant de très longues ou de très courtes peines ou les condamnés qui exigent une prise en charge particulière (art. 377, al. 2, CP). A noter qu'il existe une stricte séparation entre détenus de sexe masculin et féminin bien qu'aucune disposition légale ne le prévoie expressément.

4.7. *Etablissements fermés*

Un placement dans un établissement fermé ou une section fermée d'un établissement présume l'existence d'un danger de fuite ou une crainte que le condamné ne commette de nouvelles infractions. Le critère déterminant réside dans le degré de sécurité auquel doit être soumis le détenu. Les établissements fermés doivent garantir, par des moyens architecturaux, techniques et organisationnels et par l'engagement de personnel, que les détenus ne puissent pas se soustraire à l'exécution de la peine par une évasion ou la commission de nouvelles infractions.

4.8. *Etablissements ouverts*

S'il n'y a pas lieu de craindre que le détenu ne s'évade ou ne commette de nouvelles infractions, il est placé dans un établissement ouvert. De simples mesures propres à le dissuader de l'évasion et d'autres procédures garantissant un contrôle des présences suffisent.

4.9. *Données statistiques*

Il existe en Suisse 109 établissements (état au 30 octobre 2012) réservés à l'exécution des peines et des mesures de droit pénal. La plupart d'entre eux sont destinés à la détention avant jugement, à la semi-détention et à l'exécution de courtes peines. Une trentaine d'institutions de dimensions moyennes à grandes servent à l'exécution des peines et des mesures de longue durée. La majorité des établissements ont une capacité d'accueil de moins de 100 places. Seuls quatre établissements peuvent prendre en charge plus de 200 personnes.

4.10. Etablissements concordataires

	Ostschweizer Konkordat (ZH, GL, TG, SG, SH, AR, AI, GR)	Konkordat der Nordwest- und Innerschweiz (BE, SO, BL, BS, AG, LU, ZG, SZ, UR, NW, OW)	Concordat latin (FR, NE, JU, VD, VS, GE, TI)
Geschlossener Vollzug / exécution en milieu fermé	JVA Pöschwies ZH JVA Realta GR STA Sennhof GR	IKS Bostadel, ZG/BS JVA Lenzburg AG Anstalten Thorberg BE HU Grosshof LU Anstalten Hindelbank BE (Frauen)	STA EPO/Orbe VD STA Bellevue NE La Tuilière Lonay VD La Stampa TI La Brenaz GE
Offener Vollzug / exécution en milieu ouvert	Saxerriet SG JVA Realta GR STA Gmünden AR	STA Schöngrün SO STA Wauwilermoos LU Anstalten Witzwil BE STA Zug	STA Bellechasse FR STA Crêtelongue VS Le Stampino TI
Massnahmenvollzug / exécution des mesures	MZ Bitzi SG MZ Uitikon ZH MZ Kalchrain TG	TZ „Im Schache“ SO MZ St.Johannsen BE MZ Arxhof BL	MZ Pramont VS La Pâquerette GE

En 2012, les 109 établissements pénitentiaires que compte la Suisse avaient une capacité d'accueil de 6'978 places au total. Selon la statistique pénitentiaire², ils prenaient en charge 6'599 détenus au jour de référence (5 septembre 2012). 50,3 % de ces détenus n'étaient pas condamnés (2 051 se trouvaient en détention avant jugement, 669 en exécution anticipée de la peine, 427 en détention en vue d'une expulsion ou d'une extradition et 172 dans une autre forme de détention). Les femmes représentaient 4,9 % des détenus. Le taux d'occupation s'élevait à 94,6 %.

5. Réponse aux questions

5.1. Question 1: Le Conseil fédéral connaît-il l'évolution des coûts de l'exécution des peines en Suisse ?

En vertu de la législation en vigueur, la construction et l'exploitation des établissements d'exécution des peines et des mesures incombent uniquement aux cantons. Ce sont ces derniers qui inscrivent les ressources nécessaires au budget et qui les justifient dans leurs comptes. La Confédération n'est pas tenue de procéder elle-même à des relevés spécifiques concernant le coût de l'exécution des peines.

L'AFF élabore la statistique des finances publiques et des assurances sociales (statistique financière). Le service de la Statistique financière a pour tâche de présenter de manière transparente la situation du secteur public suisse en matière de recettes, de finances et de patrimoine. Cette statistique révèle certains indicateurs budgétaires sur la privation de liberté dans son ensemble. Cette dernière comprend les offices cantonaux d'exécution des peines et des mesures, les services de probation, les établissements de détention avant jugement et les prisons de district, les établissements d'exécution des peines et des mesures et les établissements psychiatriques. La reprise du plan comptable MCH2³ et de sa classification fonctionnelle, qui est intervenue dans le cadre de la réforme de la statistique financière, a conduit à une rupture dans la série à partir de l'exercice 2008. Sur la base des données transmises par les cantons, la Confédération inscrit depuis cette année-là les subventions versées pour l'exploitation des établissements d'éducation sous la rubrique « protection de la jeunesse » et non plus sous « administration pénitentiaire ». Pour que les dépenses enregistrées à partir de 2008 par la Confédération dans ce domaine soient comparables à celles en-

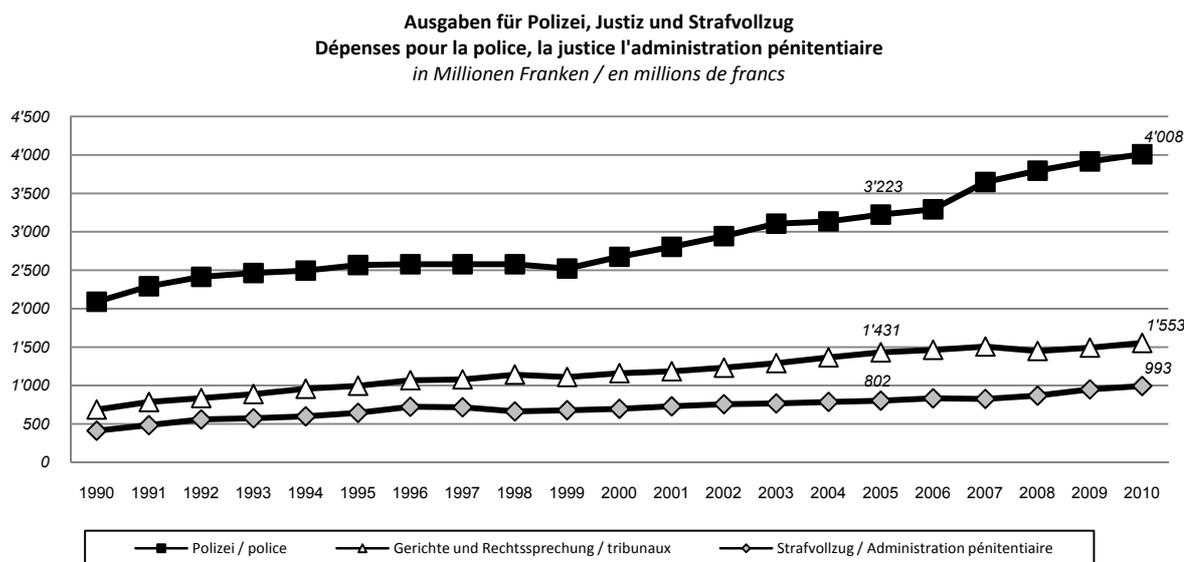
² OFS, Statistiques de la privation de liberté, 2012.

³ Modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes MCH2.

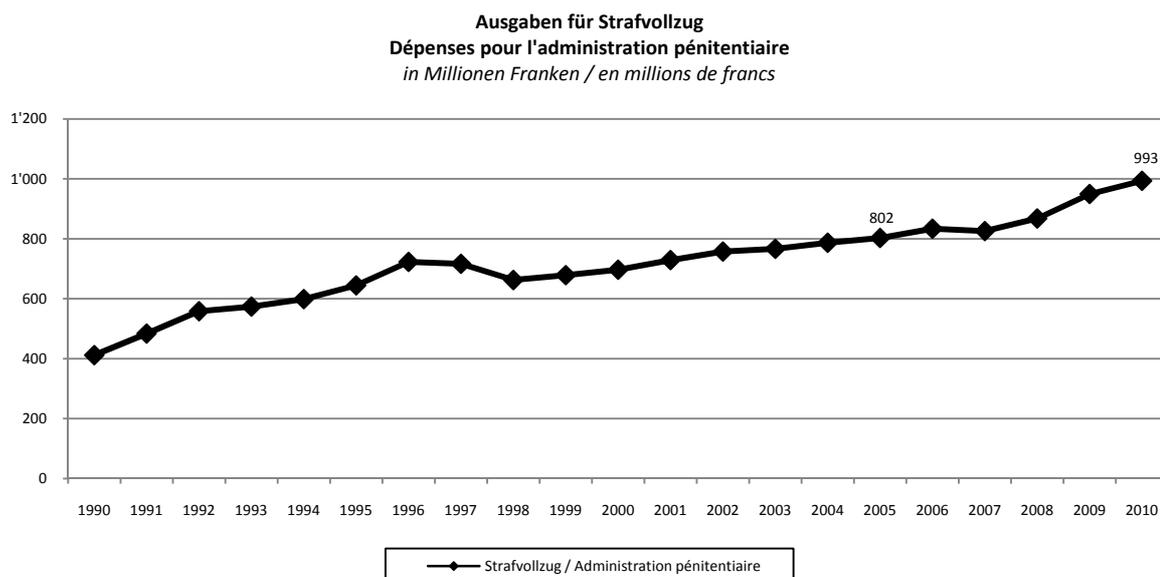
registrées auparavant, il faut cumuler les dépenses inscrites sous les rubriques « administration pénitentiaire » et « protection de la jeunesse ».

5.2. Question 2: Quel a été le montant annuel de ces coûts au cours des cinq dernières années ?

Les dépenses consolidées de la Confédération, des cantons et des communes s'élevaient à 138,4 milliards de francs en 2005 et à 147,1 milliards de francs en 2010, ce qui représente une hausse de 6,3 %. Neuf milliards de francs, soit 6,1 % des dépenses totales, ont été consacrés à la sécurité publique (qui comprend les services de police, les tribunaux, le service du feu, la recherche et le développement (R-D) concernant l'ordre et la sécurité publics, l'ordre et la sécurité publics non classés ailleurs (n.c.a.) et l'administration pénitentiaire).

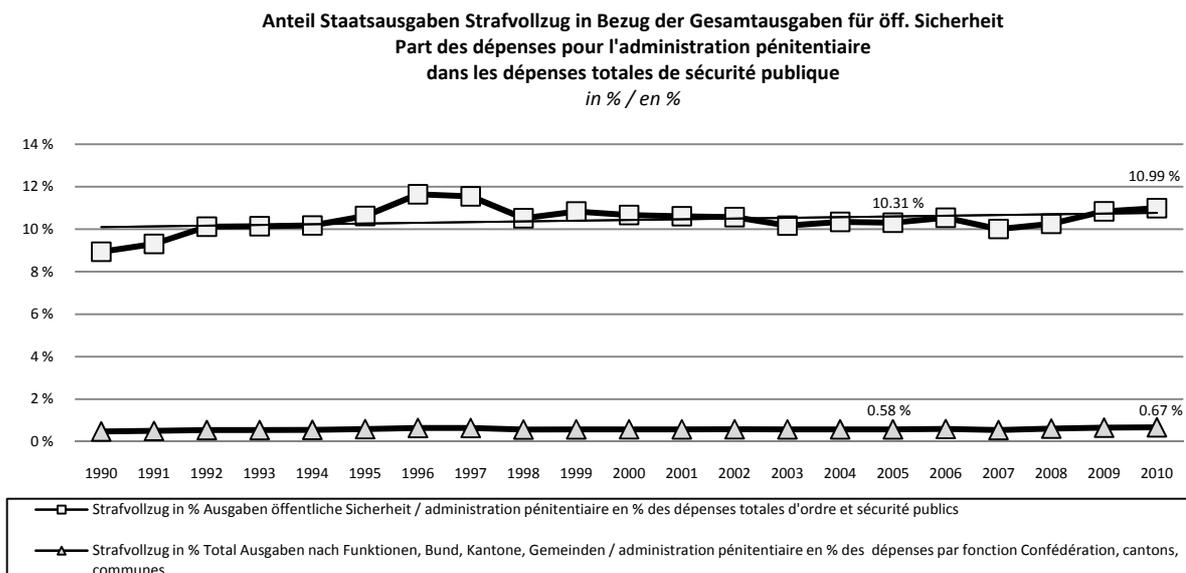


993 millions de francs, soit 10,99 % des dépenses de sécurité publique (0,67 % des dépenses totales) ont été alloués à l'administration pénitentiaire en 2010 contre 802 millions en 2005, ce qui représente une hausse de 191 millions de francs (+ 24 %).



La part des dépenses pour l'administration pénitentiaire dans les dépenses totales de sécurité publique a, elle aussi, augmenté, passant de 10,3 % à 10,99 %.

Comme la participation des communes aux frais de l'exécution des peines est relativement faible, on ne s'appuiera pour la suite que sur les données non consolidées des cantons et de la Confédération.



La privation de liberté génère surtout des dépenses courantes, dont notamment les charges de personnel. Selon la statistique des finances publiques, 95 % des dépenses étaient, selon les données disponibles, constituées par des dépenses courantes en 2007, dont 49,4 % de charges de personnel. Il est probable que différents projets de modernisation et travaux réalisés au sein des établissements aient été comptabilisés dans ces dépenses courantes car les dépenses d'investissement, qui représentent 50 millions de francs par an, sont relativement peu importantes.

Pour calculer les dépenses par détenu et par jour, il faut prendre en compte plusieurs paramètres, dont certains reposent sur des estimations. Le principal paramètre est l'estimation des dépenses totales engagées par les offices cantonaux d'exécution des peines et des mesures, les services d'aide au recouvrement, les services de probation et les services chargés des sanctions non privatives de liberté. Ces dépenses doivent être déduites de celles faites pour la privation de liberté, ce qui nous donne vraisemblablement pour 2010: 993 millions moins 288 millions. On obtient ainsi 705 millions de francs, qu'il faut diviser par 6'200 détenus.

Comme les places réservées à la détention avant jugement génèrent moins de coûts en raison d'un taux d'encadrement moins élevé et d'une offre réduite, il faut procéder à un calcul au prorata pour les différents types de places. Pour 6'200 détenus (et 6'660 places), les dépenses non pondérées s'élèvent à 310 francs par jour et par détenu. Si l'on pondère, une place en détention avant jugement coûtait 234 francs par détenu et par jour en 2010 contre 390 francs pour une place en détention ordinaire. Au cours des cinq dernières années, les coûts dans le domaine de la détention avant jugement ont augmenté de 34 francs alors qu'ils ont baissé de 58 francs dans celui de la détention ordinaire.⁴

5.3. Question 3: Quelle part de financement la Confédération assume-t-elle ? Verse-t-elle uniquement des subventions à la construction ou participe-t-elle à d'autres frais ?

Les bases légales régissant les contributions de la Confédération dans le domaine de l'exécution des peines et des mesures sont contenues dans la loi fédérale du 5 octobre 1984 (RS 341) sur les prestations de la Confédération dans le domaine de l'exécution des peines

⁴ AFF, Finances publiques en Suisse; http://www.efv.admin.ch/f/dokumentation/finanzstatistik/db/gfs_teilsektoren_aggregate.php#

et des mesures et dans l'ordonnance s'y rapportant (RS 341.1). Outre des subventions de construction, la Confédération verse des contributions pour l'exploitation des établissements d'éducation. Elle subventionne également le développement et l'expérimentation de nouvelles méthodes et conceptions en finançant des projets pilotes. Depuis l'entrée en vigueur de la réforme de la péréquation et de la répartition des tâches, elle octroie en outre des subventions au Centre suisse de formation pour le personnel pénitentiaire pour ses coûts d'exploitation.

Le versement des subventions fédérales est soumis à plusieurs conditions. Les subventions de construction permettent à la Confédération de financer certains projets en particulier. Grâce à ces subventions, elle peut imposer des standards minimaux et exiger des conditions architecturales qui lui permettent de faire respecter le droit supérieur et la jurisprudence. Une subvention de construction ne peut par exemple être accordée que si une planification cantonale ou intercantonale atteste que l'établissement répond à un besoin, si l'établissement est ouvert aux détenus de différents cantons et si le mode de gestion de l'établissement garantit que le but de ce dernier sera atteint. Une ordonnance du DFJP (RS 341.14) fixe les surfaces donnant droit à une subvention et les prix de secteur pour les différents types d'établissements. Le montant de la contribution fédérale équivaut à 35 % des frais de construction reconnus.

Pour être reconnues comme établissements d'éducation et donc obtenir des subventions d'exploitation, ces institutions doivent remplir un certain nombre de conditions qui sont définies dans la loi fédérale et l'ordonnance. L'établissement doit par exemple disposer de sept places au minimum, être ouvert aux pensionnaires de différents cantons, avoir un plan adéquat et une organisation adaptée. Par ailleurs, les trois quarts au moins des personnes chargées de tâches éducatives doivent avoir une formation reconnue; le taux d'encadrement doit être adapté aux besoins des pensionnaires et la prise en charge doit être garantie 24 heures sur 24 tout au long de l'année. La subvention d'exploitation s'élève à 30 % au plus des frais reconnus afférents au personnel chargé de l'éducation.

Les subventions de construction et d'exploitation sont calculées sur la base de forfaits.

La Confédération peut aussi subventionner la réalisation et l'évaluation de projets pilotes, le but étant ici de développer et d'expérimenter de nouvelles méthodes et conceptions applicables à l'exécution des peines et des mesures et à l'aide à la jeunesse en milieu institutionnel. L'évaluation systématique des résultats obtenus doit fournir des enseignements fondés pour déterminer la direction à prendre à l'avenir. Des projets pilotes peuvent bénéficier d'une subvention s'ils sont innovants, pertinents et reproductibles dans d'autres établissements ou dans d'autres cantons. La contribution de la Confédération s'élève au maximum à 80 % des frais reconnus afférents au projet.

Les subventions au Centre suisse de formation pour le personnel pénitentiaire sont versées sous la forme de subventions directes dans les limites des crédits ouverts.

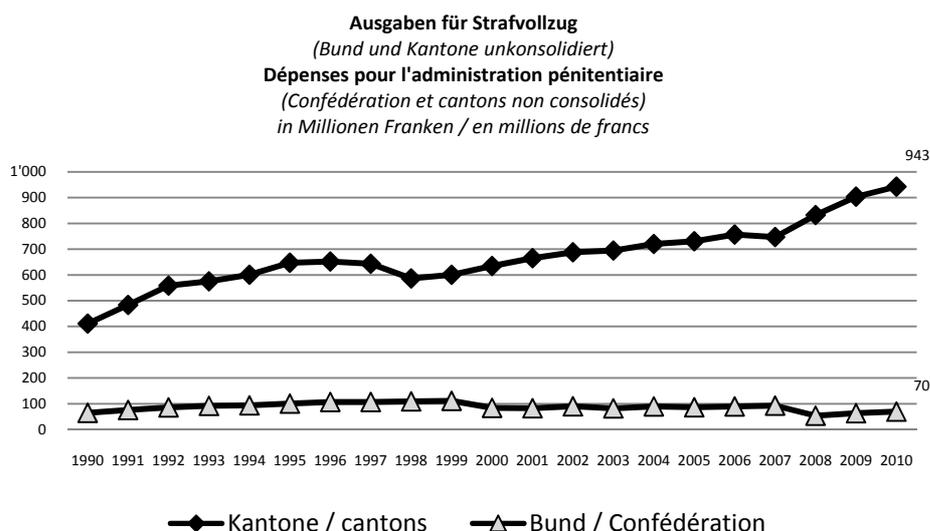
Entre 2007 et 2011, les montants suivants ont été versés:

	2007	2008	2009	2010	2011
Baubeiträge / Subventions de construction	17.000	17.255	17.349	17.776	17.592
Betriebsbeiträge an Erziehungseinrichtungen / Subventions d'exploitation aux institutions d'éducation	75.192	65.852	70.303	71.361	70.688
Modellversuche / Projets pilotes	0.562	1.279	0.988	1.467	1.450
Ausbildungszentrum / Centre de formation	---	0.891	1.027	1.139	1.286
TOTAL	92.754	88.277	89.667	91.743	91.016

Montants en millions de francs

En 2010, les subventions fédérales non consolidées représentaient environ 70 millions de francs.

Alors que les chiffres indiqués au para. 5.2 concernent les dépenses consolidées de la Confédération, des cantons et des communes, le graphique suivant se fonde sur le montant non consolidé des dépenses de la Confédération et des cantons.⁵ Les dépenses des communes étant relativement peu importantes, on n'en a pas tenu compte dans les considérations sur la répartition des tâches.



5.4. Question 4: Quel est le montant des frais déboursés dans l'ensemble de la Suisse pour les personnes qui font l'objet d'une mesure thérapeutique institutionnelle en vertu de l'article 59 du Code pénal ? Qui supporte ces frais ?

Les mesures institutionnelles prononcées en vertu de l'art. 59 CP sont exécutées dans des établissements proposant différentes conditions de détention et offres de soins. Ces établissements ne recourent par ailleurs pas aux mêmes dispositifs et mesures de sécurité. Le traitement s'effectue dans un établissement fermé tant qu'il y a lieu de craindre que la personne condamnée ne s'enfuit ou ne commette de nouvelles infractions. Il peut s'agir d'une unité suffisamment sécurisée d'une clinique psychiatrique ou d'un établissement d'exécution des mesures mais aussi d'un établissement pénitentiaire fermé dans la mesure où le traitement

⁵ Les dépenses non consolidées de deux budgets peuvent être plus élevées que les dépenses consolidées. Comme il est difficile de répartir correctement le montant consolidé entre la Confédération et les cantons, on travaille ici avec le montant non consolidé pour se faire une idée.

thérapeutique nécessaire est garanti.

Les mesures institutionnelles sont par conséquent exécutées dans des établissements d'exécution des peines et mesures ou dans des établissements sanitaires. Ces deux types d'établissements ont des structures de coûts et de tarifs très différentes. Force est de constater que les établissements sanitaires peuvent accueillir de moins en moins de délinquants sexuels et violents dangereux dans un environnement suffisamment sécurisé. Plusieurs établissements fermés ont par conséquent mis en place des unités spéciales réservées à ce type de pensionnaires. A titre d'exemples, on peut citer l'unité de psychiatrie légale de l'établissement d'exécution des peines et des mesures de Pöschwies (24 places), l'unité thérapeutique de l'établissement pénitentiaire de Thorberg (24 places) et le groupe de vie « thérapie » de Hindelbank (17 places).

Dans le cadre de l'examen des internements ordonnés selon l'ancien droit, une enquête a été réalisée par l'OFJ auprès de tous les cantons afin de connaître le nombre de mesures institutionnelles prononcées en vertu de l'art. 59 CP en 2010 et 2011 (jour de référence: 30 juin). L'entrée en vigueur de la nouvelle partie générale du CP a entraîné une augmentation considérable de ce type de mesures.

Mesures thérapeutiques institutionnelles prononcées en vertu de l'art. 59 CP et en vertu des art. 59 et 60 CP :

	2010	2011
Art. 59	366	507
Art. 59 + Art. 60 conjointement	68	54
Total	434	561

L'enquête a révélé que 20 cantons étaient en mesure de fournir des indications sur le coût de l'exécution des mesures prononcées en vertu de l'art. 59 CP. Les cantons d'Appenzell Rhodes-Intérieures, de Neuchâtel, d'Obwald, du Tessin, de Vaud et du Valais ne disposent d'aucune information à ce sujet. Les cantons de Bâle-Campagne et de Genève possèdent uniquement des documents relatifs aux coûts de l'exécution des mesures dans les établissements sanitaires. Par ailleurs, il y a lieu de noter que nombre d'informations transmises par les cantons ne sont guère spécifiques. Aucune distinction ne peut par exemple être faite entre les différentes formes d'exécution. Le canton d'Argovie dispose d'extrapolations qui reposent sur une analyse détaillée de décomptes des frais de l'exécution des peines et des mesures datant de 2008 et de 2010. Quant au canton de Berne, il présente uniquement les coûts pour l'établissement pénitentiaire de Thorberg et pour le centre d'exécution des mesures de Saint Jean.

Les chiffres fournis sont de plus entachés d'une certaine imprécision. Selon la méthode comptable utilisée par le canton, les frais d'amortissement et d'infrastructure ne sont pas toujours pris en compte. Il peut également y avoir des différences dans la comptabilisation des placements intracantonaux et extracantonaux.

On constate une hausse considérable des coûts entre 2007 et 2011, hausse qui est directement liée à l'augmentation du nombre de mesures institutionnelles.

Total Betriebskosten Vollzugseinrichtungen Total des frais de fonctionnement des établissements d'exécution				
2007	2008	2009	2010	2011
CHF 29'323'747.20	CHF 36'904'472.75	CHF 45'168'098.80	CHF 44'722'052.75	CHF 50'293'370.45

Total Betriebskosten Einrichtungen des Gesundheitswesens Total des frais de fonctionnement des établissements sanitaires				
2007	2008	2009	2010	2011
CHF 12'272'998.00	CHF 20'573'444.00	CHF 21'143'726.30	CHF 29'230'324.00	CHF 34'713'486.40

Total Betriebskosten beide Einrichtungen Total des frais de fonctionnement des deux types d'établissements				
2007	2008	2009	2010	2011
CHF 44'894'745.20	CHF 61'425'916.75	CHF 70'960'825.10	CHF 79'068'376.75	CHF 93'174'927.70

Remarque: comme les cantons de GE et de SG n'ont fourni que des coûts globaux pour les deux types d'établissements, la somme des montants inscrits dans les deux premiers tableaux ne correspond pas au montant inscrit dans le troisième tableau.

La durée des mesures joue également un rôle important dans le coût total. La loi prévoit qu'un traitement institutionnel prononcé en vertu de l'art. 59 CP ne peut en général excéder cinq ans. Toutefois, le juge peut, à la requête de l'autorité d'exécution, ordonner la prolongation de la mesure de cinq ans au plus à chaque fois. Au vu du peu de temps qui s'est écoulé depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle partie générale du CP (1^{er} janvier 2007), on ne dispose pour l'heure d'aucune donnée statistique concernant la durée des mesures.

Pour chiffrer le coût de l'exécution des mesures prononcées en vertu de l'art. 59 CP, on peut également se référer aux frais de pension (frais journaliers) dans les centres d'exécution des mesures et les unités thérapeutiques des établissements fermés que les concordats ont fixés pour l'année 2012 :

	Ostschweizer Konkordat <i>(ZH, GL, TG, SG, SH, AR, AI, GR)</i>	Konkordat der Nordwest- und Innerschweiz <i>(BE, SO, BL, BS, AG, LU, ZG, SZ, UR, NW, OW)</i>	Concordat latin <i>(FR, NE, JU, VD, VS, GE, TI)</i>
Behandlungsvollzug geschlossen / traitements en milieu fermé	JVA Pöschwies 406.-	generell 308.-	
Therapeutische Spezialabteilung / section spéciale thérapeutique	JVA Pöschwies 618.-	generell 501.- Therapieabt. Thorberg 575.- Hindelbank WTH 575.-	La Pâquerette 254.-
Massnahmenzentrum / centre d'exécution des mesures	MZ Bitzi SG offen 373.- MZ Bitzi geschl. 483.-	TZ "Im Schache" 635.- MZ St. Johannsen 553.-	
Psychiatrische Klinik / clinique psychiatrique	Psychiatriezentrum Rheinau (div. sécurité) 1'239.-		

Conclusion: dans la mesure où les données sont incomplètes, il n'est pas possible de chiffrer précisément le montant des frais déboursés dans l'ensemble de la Suisse pour les personnes faisant l'objet d'une mesure thérapeutique institutionnelle au sens de l'art. 59 CP.

5.5. Question 5: A quel montant s'élèvent les frais engagés pour les autres soins thérapeutiques, psychiatriques et psychologiques et qui les finance ?

Le droit des sanctions prévoit, outre des mesures thérapeutiques institutionnelles pour le traitement des troubles mentaux (art. 59 CP), des mesures pour le traitement de la toxicomanie et de l'alcoolisme (art. 60 CP) et des mesures pour les jeunes adultes (art. 61 CP). Les mesures psychiatriques et psychologiques de même que les mesures pour le traitement des addictions peuvent être exécutées en ambulatoire. Le juge peut soit ordonner une mesure ambulatoire sans suspendre l'exécution de la peine privative de liberté exécutoire, auquel cas la mesure ambulatoire est exécutée dans le cadre de la privation de liberté dans un établissement pénitentiaire, soit suspendre la peine privative de liberté au profit d'une mesure ambulatoire. Le condamné reste alors dans son lieu de résidence habituel tout en se sou-

mettant à un traitement ambulatoire pendant la durée de la mesure (art. 63, al. 2, CP).

Les résultats de l'enquête auprès des cantons ont révélé que seuls cinq cantons dissociaient les coûts des soins psychiatriques de ceux des autres soins thérapeutiques: Bâle-Ville, Soleure (établissement pénitentiaire de Schöngrün et centre d'exécution des mesures Im Schache), Schwyz, le Tessin (traitements psychiatriques uniquement) et Zoug (établissement pénitentiaire de Bostadel, office cantonal d'exécution des peines et des mesures). Les coûts indiqués concernent par exemple les contributions qui ne sont pas prises en charge par les caisses-maladie (Schwyz), le coût des soins psychiatriques de base ou le coût des traitements ambulatoires externes (Zurich).

Quatorze cantons ne peuvent fournir aucun chiffre concernant le coût des autres soins psychothérapeutiques (Appenzell Rhodes-Intérieures, Bâle-Campagne, Genève, Glaris, Jura, Neuchâtel, Nidwald, Obwald, Saint-Gall, Schaffhouse, Thurgovie, Uri, Vaud, Valais). Par conséquent, les données livrées par les cantons ne permettent pas de se faire une idée globale pertinente des coûts générés. Il faudrait pour cela un examen très détaillé avec un suivi de chaque cas.

Les tableaux ci-dessous montrent les dépenses pour les soins psychiatriques et les soins psychologiques et thérapeutiques des cantons d'Argovie, d'Appenzell Rhodes-Extérieures, de Fribourg, du Jura et de Lucerne.

Kosten der psychiatrischen Behandlungen Coûts pour les soins psychiatriques				
2007	2008	2009	2010	2011
CHF 298'586.00	CHF 1'613'420.00	CHF 1'950'590.00	CHF 1'983'433.00	CHF 574'669.00

Kosten der weiteren psychologisch-therapeutischen Behandlungen Coûts pour les autres soins thérapeutiques et psychologiques				
2007	2008	2009	2010	2011
CHF 928'752.00	CHF 1'855'806.00	CHF 2'080'664.00	CHF 1'896'038.00	CHF 2'215'292.80

Kosten der psychiatrischen Behandlungen und der weiteren psychologisch-therapeutischen Behandlungen Coûts pour les soins psychiatriques et les autres soins thérapeutiques et psychologiques				
2007	2008	2009	2010	2011
CHF 1'872'094.00	CHF 4'199'928.00	CHF 4'632'602.00	CHF 4'715'110.00	CHF 3'778'306.80

Remarque: Comme les cantons d'AG, d'AR, de FR, du JU et de LU n'ont fourni que les coûts globaux, la somme des coûts inscrits dans les deux premiers tableaux ne correspond pas au montant indiqué dans le troisième tableau.

5.6. Question 6: Qui paie les frais de médicaments et de remise de drogue et à quel montant s'élèvent-ils ?

Voici ce que prévoit le concordat sur l'exécution des peines et des mesures de la Suisse orientale dans sa feuille d'information « Gesundheitskosten im Straf- und Massnahmenvollzug » du 24 octobre 2008⁶ (traduction; voir annexe 18) :

« Les établissements d'exécution des peines et des mesures doivent garantir la prise en charge médicale des personnes placées mais aussi veiller au maintien et, si possible, à l'amélioration de leur santé physique et mentale. Cette obligation découle du principe du devoir d'assistance spécial (principe de prise en charge) qui est inscrit à l'art. 75, al. 1, CP. En vertu de ce principe, toutes les prestations médicales doivent correspondre à celles fournies à l'extérieur (principe d'équivalence). Les soins médicaux et psychiatriques, la remise de médicaments et les séjours en clinique ou à l'hôpital ne sont prescrits que s'ils sont jugés nécessaires et urgents. Les soins médicaux de base de l'assurance obligatoire conformé-

⁶ Ostschweizer Strafvollzugskonkordat, Gesundheitskosten im Straf- und Massnahmenvollzug, feuille d'information adoptée lors de la conférence du 24 octobre 2008.

ment à la loi fédérale sur l'assurance-maladie (RS 832.10; LAMal) font partie du minimum vital absolu et doivent être garantis dans tous les cas.

Pour garantir cette prise en charge médicale, les établissements d'exécution doivent donc mettre à disposition le personnel médical et les infrastructures nécessaires ou veiller à ce qu'on puisse faire venir une assistance médicale de l'extérieur ou à ce que celle-ci soit disponible à l'extérieur de l'établissement.»

Voici ce que dit la feuille d'information à propos de la prise en charge des frais:

« En vertu de l'art. 380, al. 1, CP, les frais d'exécution des peines et des mesures sont à la charge des cantons. Selon l'art. 13 du concordat, le canton de l'autorité de placement rembourse au canton de l'autorité d'exécution les frais d'exécution et les frais d'admission et de libération. La Commission d'exécution des peines fixe le montant de l'indemnité et détermine quelles prestations sont couvertes par cette indemnité.

Sont couverts par l'indemnité les frais

- que génèrent à l'établissement la mise à disposition des ressources médicales et de l'infrastructure nécessaire à la prise en charge médicale (par ex. infirmerie, pharmacie) ;*
- qui sont déboursés pour le transport des patients lorsque l'établissement ne dispose pas d'un service médical et qu'il faut recourir à une assistance médicale à l'extérieur (cabinet médical à proximité, service de consultation psychiatrique, etc.) ;*
- qui sont occasionnés par les visites médicales que doivent passer tous les nouveaux arrivants (examens médicaux d'entrée) ;*
- qui sont engendrés par l'assurance-accidents des personnes placées ou les conséquences des accidents survenus pendant l'exécution de la sanction. »*

A propos de l'assurance-maladie et de l'assurance-accidents, nous nous référons également à la feuille d'information du concordat de la Suisse orientale, qui est représentative de l'ensemble des concordats:

« Selon l'art. 3, al. 1, LAMal et l'art. 1, al. 1, de l'ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal; RS 832.102), les personnes domiciliées en Suisse au sens des art. 23 à 26 du code civil (CC) sont tenues de s'assurer pour les soins en cas de maladie. Cette obligation de s'assurer vaut également pour les personnes qui exécutent une peine ou une mesure. Les cantons veillent à son respect et l'autorité désignée par le canton affilié d'office toute personne tenue de s'assurer qui n'a pas donné suite à cette obligation en temps utile (art. 6 LAMal). Les primes de l'assurance-maladie obligatoire ne sont pas considérées comme prestations d'aide sociale ou d'assistance (art. 3, al. 2, let. b, de la loi fédérale en matière d'assistance [LAS]; para. B.4.1 des normes CSIAS). L'art. 24 CC garantit qu'il existe toujours un domicile civil (par opposition au domicile d'assistance).

Personnes tenues de s'assurer

L'établissement d'exécution veille à ce que les personnes qu'il prend en charge soient assurées pour les soins en cas de maladie conformément à la loi: à leur arrivée, il cherche à savoir si ces dernières sont couvertes en cas de maladie et communique le nom des personnes soumises à l'obligation de s'assurer qui ne le sont pas à la commune de domicile ou à l'autorité cantonale chargée du contrôle du respect de l'obligation de s'assurer. Il informe l'autorité de placement de ses investigations.

Si, malgré le rappel, l'assuré n'a pas payé les primes ou les participations aux coûts dues et qu'une réquisition de continuer la poursuite a été déposée dans le cadre de la procédure d'exécution forcée, l'assureur suspend la prise en charge des coûts des prestations jusqu'à ce que les primes ou les participations aux coûts, les intérêts moratoires et les frais de pour-

suite dus soient payés intégralement (art. 64a, al. 2, LAMal). En pareils cas, la commune de domicile – ou, le cas échéant, une autorité cantonale – doit prendre à sa charge les primes et les participations aux coûts qui ne peuvent pas être récupérées afin de mettre fin à la suspension de la prise en charge. Dès le paiement intégral des primes, des participations aux coûts, des intérêts moratoires et des frais de poursuite dus, l'assureur prend à sa charge (a posteriori) les prestations fournies pendant la durée de la suspension (art. 64a, al. 3, LAMal). S'il n'existe, en vertu du droit cantonal, aucune obligation de payer les primes et les participations aux coûts dues et que l'on renonce au paiement de ces arriérés, la commune de domicile doit, en tant qu'autorité compétente en matière d'aide sociale, prendre en charge les frais de traitement.

L'établissement d'exécution règle la question du financement préalablement à la fourniture des prestations médicales, à l'exception de celles relevant de la médecine d'urgence. Si le financement par le biais de la caisse-maladie n'est pas clair ou est incertain, il demande une garantie de prise en charge des frais à l'autorité compétente en matière d'aide sociale. A la demande de cette dernière, il lui communique le montant dont dispose la personne placée sur son compte ouvert et sur son compte bloqué en lui indiquant l'usage auquel la rémunération est destinée. Si le financement n'est toujours pas assuré ou qu'une garantie de prise en charge n'est pas accordée alors qu'un traitement médical est jugé nécessaire par le service médical ou les médecins appelés à intervenir, une garantie de prise en charge est demandée à l'autorité de placement. Le traitement ne peut débuter qu'une fois la question du financement réglée. En cas de prestations relevant de la médecine d'urgence, l'établissement d'exécution informe l'organisme qui supporte les coûts dans le plus bref délai possible.

Si la personne placée ou un membre de sa famille paye les primes d'assurance-maladie, le service médical ou les médecins appelés à intervenir facturent directement leurs prestations à la caisse-maladie. La personne placée doit payer elle-même la quote-part de l'assuré. Si elle n'est pas en mesure de le faire, une demande de prise en charge doit être adressée à l'autorité compétente en matière d'aide sociale car les frais de santé qui ne sont pas couverts par l'assurance-maladie obligatoire, les quotes-parts et les franchises font partie du minimum vital au sens absolu (cf. para. B.4.1 des normes CSIAS).

Lorsqu'une autorité paye les primes d'assurance-maladie, le service médical ou les médecins appelés à intervenir lui facturent leurs prestations. Cette autorité s'occupe de se faire rembourser par la caisse-maladie.

Jusqu'à ce que la couverture d'assurance soit mise en place ou rétablie, l'établissement d'exécution prend en charge les prestations médicales à titre provisionnel. Ce n'est qu'une fois établi qu'il n'y a pas d'organisme extérieur auquel imputer les coûts qu'une demande de prise en charge peut être adressée à l'autorité de placement.

Personnes non tenues de s'assurer

L'établissement d'exécution des peines et des mesures communique à l'autorité de placement le nom des personnes n'ayant pas de domicile ni de caisse-maladie. L'autorité de placement doit décider si elle affine elle-même la personne placée, si elle prend directement en charge les prestations médicales ou si elle transmet ces dernières pour paiement à une autre unité d'imputation au sein du canton.

L'établissement d'exécution demande à l'autorité de placement une garantie de prise en charge préalablement à toute prestation médicale, mis à part pour les prestations d'urgence. Il l'informe de ces dernières dans le plus bref délai possible. Lorsque les personnes ne sont pas tenues de s'assurer, les établissements d'exécution, le service médical et les médecins appelés à intervenir facturent périodiquement leurs prestations à l'autorité de placement. Compte tenu de la charge administrative que représente la refacturation, cette dernière est laissée à la libre appréciation de l'établissement d'exécution en cas de petits montants.»

Il convient de noter, concernant l'enquête auprès des cantons, que ces derniers n'ont pas non plus pu fournir d'indication détaillée et spécifique concernant le coût des médicaments. On n'est donc pas en mesure de chiffrer le coût total de ces derniers. Dans la mesure où l'essentiel des coûts est pris en charge par les caisses-maladie ou l'assurance-accidents, les cantons n'ont pas accès à ces données. Les cantons qui ont fourni des chiffres lors de l'enquête ont fait savoir qu'il s'agissait généralement des coûts liés à la couverture des besoins fondamentaux et aux soins de première nécessité dans les cas d'urgences médicales. Par ailleurs, ces chiffres prennent en compte les coûts qui ne sont pas pris en charge par les caisses-maladie et par exemple les coûts des examens réalisés dans le cadre de l'exécution des peines (visites médicales d'entrée, dépistages de drogue, etc.). Le canton de Zurich est le seul canton à demander une participation forfaitaire aux frais médicaux de 5 francs aux détenus condamnés qui séjournent dans les établissements pénitentiaires situés sur son territoire.

Dans le tableau de synthèse, il y a lieu de constater que seuls dix cantons ont pu fournir des informations sur le coût des médicaments (Berne, Bâle-Ville, Fribourg, Grisons, Lucerne [seulement 2010], Schaffhouse, Soleure, Schwyz, Tessin, Zoug).

Frais de remise de drogue

De nombreux détenus qui se trouvent en détention avant jugement ou qui purgent une peine privative de liberté sont des toxicomanes ou l'ont été par le passé.

Dans tous les établissements d'exécution des peines et des mesures de Suisse, la possession, le commerce et la consommation de drogues et d'alcool sont interdits et entraînent, le cas échéant, des sanctions disciplinaires. La plupart des établissements proposent des programmes thérapeutiques visant l'abstinence. Aux mesures ordinaires de prévention, de traitement de la dépendance et de répression qui s'inscrivent dans la politique générale en matière de drogue viennent s'ajouter en milieu carcéral des mesures visant à « limiter les dégâts » (mesures visant à éviter les effets négatifs de la consommation de drogue). Une enquête de l'Université de Fribourg réalisée en 2006⁷ révèle que 65 % des établissements suisses d'exécution des peines et des mesures accueillent des détenus bénéficiant d'un traitement de substitution aux opioïdes (méthadone, buprénorphine) ou d'un traitement avec prescription d'héroïne. 7,7 % en moyenne des détenus sont concernés, ce taux pouvant varier de 0 à 40 % selon l'établissement.

Schöngrün (SO) et Realta (GR) sont les deux seuls établissements d'exécution dans lesquels de la drogue est distribuée. Cette distribution est soumise à des règles clairement définies. L'Office d'exécution des peines du canton des Grisons a défini par écrit pour l'établissement de Realta la finalité et les objectifs du traitement avec prescription d'héroïne, le groupe-cible, les conditions d'admission, les examens préalables, la mise en réseau et les coûts⁸ (voir annexe 17).

⁷ RICHTER, HOSTETTLER

⁸ Amt für Justizvollzug Graubünden, Justizvollzugsanstalt Realta, Heroingestützte Behandlung (HeGeBe)

Les deux établissements qui pratiquent la distribution contrôlée de drogue enregistrent les frais suivants:

	Kosten für Drogenabgabe Frais pour la remise de drogue				
	2007	2008	2009	2010	2011
Schöngrün	CHF 30'000	CHF 30'000	CHF 30'000	CHF 30'000	CHF 30'000
Realta	CHF 12'000	CHF 10'000	CHF 21'000	CHF 2'000	CHF 10'000

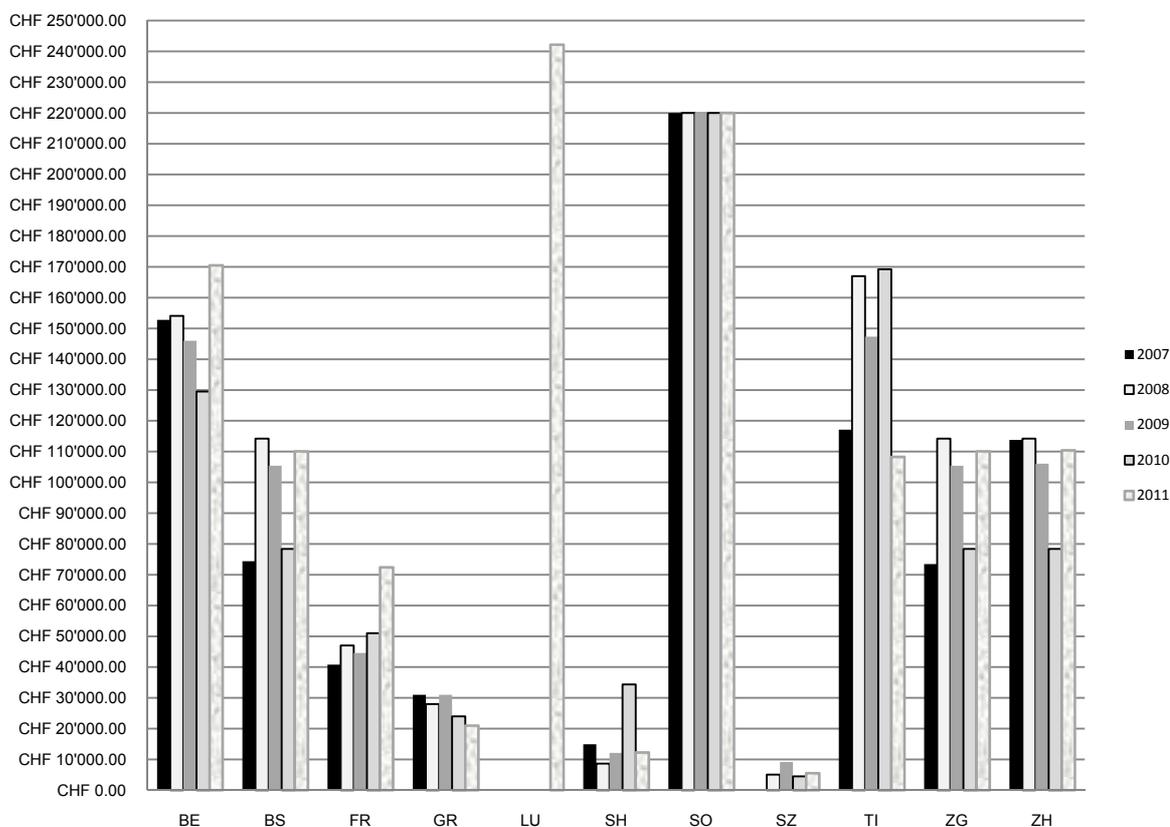
Coûts de la substance uniquement (les frais de personnel et les autres charges de biens et de services ne sont pas pris en compte)

Seuls trois cantons ont déclaré lors de l'enquête avoir des frais de remise de méthadone, à savoir Berne (établissements de Thorberg), Fribourg et le Tessin.

Frais de remise de médicaments

La plupart des cantons ont fait savoir lors de l'enquête que les frais de remise de médicaments ne faisaient pas l'objet d'un relevé statistique. En règle générale, ces frais sont supportés par les caisses-maladie. Les cantons ont la plupart du temps indiqué les frais qui ne sont pas pris en charge par ces dernières. Il s'agit par exemple des frais liés à une pharmacie de première nécessité (antidouleurs, médicaments contre le rhume, pansements, etc.). Le tableau 11 offre un aperçu des frais de remise de médicaments engagés par les douze cantons ayant pu fournir des données spécifiques. Ces données ne sont cependant pas comparables (honoraires du médecin inclus ou non, montants bruts, estimations) et sont donc peu révélatrices.

Kosten für Abgabe von Medikamenten und Drogen
Frais de remise de médicaments et de drogue
in Franken / en francs



5.7. *Question 7a: Quelle est la contribution financière des personnes qui font l'objet d'une mesure thérapeutique institutionnelle ? Doivent-elles financer elles-mêmes leurs primes d'assurance-maladie ?*

Comme nous l'avons déjà mentionné, les frais d'exécution des peines et des mesures sont à la charge des cantons, conformément à l'art. 380, al. 1, CP. En vertu de l'art. 380, al. 2, let. a à c, CP, le condamné peut être astreint à participer aux frais de l'exécution dans une mesure appropriée: par compensation de ceux-ci avec les prestations de travail dans l'établissement d'exécution des peines et des mesures (let. a) ; proportionnellement à son revenu et à sa fortune s'il refuse d'exécuter le travail qui lui est attribué (let. b) ; par imputation d'une partie du gain qu'il réalise par une activité dans le cadre de la semi-détention, du travail externe ou du travail et logement externe (let. c).

En vertu de l'art. 83 CP, le détenu reçoit pour son travail une rémunération en rapport avec ses prestations et adaptée aux circonstances. Il a également droit à une indemnité lorsqu'il participe à des cours de formation et de perfectionnement que le plan d'exécution prévoit à la place d'un travail. Pendant l'exécution de sa peine, le détenu ne peut disposer librement que d'une partie de sa rémunération. L'autre partie constitue un fonds de réserve dont il disposera à sa libération. La rémunération ne peut être ni saisie, ni séquestrée, ni tomber dans une masse en faillite (art. 83, al. 2, CP). Ces dispositions valent aussi par analogie pour les personnes condamnées à une mesure.

« La proportion dans laquelle la rémunération est répartie en une somme à libre disposition et en un fonds de réserve n'est en revanche pas définie par le droit fédéral. La majorité des cantons répartissent 50 % de la rémunération dans chacune des deux « tirelires ». Certains autres ne versent en revanche que 30 % du montant dans le fonds de réserve. Exceptionnellement, le détenu peut être autorisé à entamer son fonds de réserve à des fins particulières (par exemple, pour l'achat d'un ordinateur ou pour des obligations d'entretien envers sa famille) ». ⁹

De par son calcul et son montant, la rémunération ne correspond en rien à une véritable rétribution. Elle oscille en moyenne entre 25 et 35 francs par journée de travail. La différence entre ce que rapporte le travail réalisé et la rémunération reçue par le détenu correspond à la participation appropriée de ce dernier aux frais d'exécution au sens où l'entend l'art. 380, al. 2, let. a, CP.

Les primes d'assurance-maladie ne constituent pas des frais d'exécution. Lorsque les détenus n'ont pas les moyens de les payer, elles sont prises en charge par les autorités compétentes en matière d'assistance. C'est généralement le canton de placement qui intervient dans le cas des détenus n'ayant pas de domicile fixe en Suisse.

5.8. *Question 7b: Doivent-elles payer elles-mêmes la redevance radio et télévision ?*

En principe, tout détenu est tenu de payer individuellement la redevance pour la réception à titre privé de programmes de radio et de télévision ¹⁰. L'établissement pénitentiaire doit de surcroît s'acquitter de la redevance pour la réception à titre professionnel de ces programmes dans les salles de repos ¹¹. Dans près de deux tiers des cantons, les établissements perçoivent une taxe pour la télévision auprès des détenus. En moyenne, celle-ci se monte à CHF 0 fr. 89 par jour pour un détenu. La taxe moyenne la plus basse est constatée dans le canton du Tessin (228 francs/an, soit environ 0 fr. 62 par jour pour un détenu), tandis que la plus élevée est constatée dans le canton de Schaffhouse (1 fr. 50 par jour pour un dé-

⁹ BAECHTOLD, P.173.

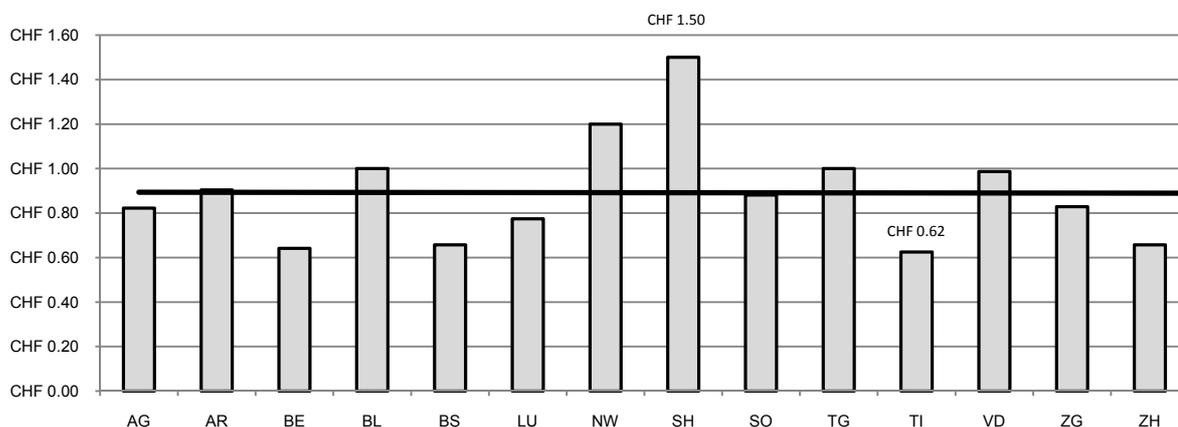
¹⁰ La redevance pour la réception à titre privée de la radio et de la télévision s'élève respectivement à 14 fr.10 et à 24 fr. 45 par mois, TVA comprise.

¹¹ La redevance pour la réception à titre professionnel de la radio et de la télévision s'élève respectivement à 18 fr. 65 et à 32 fr. 40 par mois, TVA comprise.

tenu). Ce montant comprend en principe la location de l'appareil, la réception des programmes de radio et de télévision, voire dans certains cas l'accès à un ordinateur. Certains établissements n'autorisent pas la possession d'un téléviseur privé.

Chaque établissement applique son propre système; dès lors quelques établissements bernois et lucernois perçoivent une taxe inférieure de l'ordre de 0 fr. 55 par jour. A certaines conditions spécifiques (réception de la télévision via un ordinateur ou dès le 13^e mois de détention), d'autres établissements accordent une diminution de la taxe ordinaire.

Durchschnittliche TV-Empfangsgebühren in den Kantonen pro Tag und Insasse
Redevance radio et télévision (moyenne) dans les cantons par jour et par détenu
in Franken / en francs



* Pour les cantons de BE, LU, SO et ZG, nous avons pris la moyenne cantonale (voir annexe 13).

Dans le tiers des cantons, la redevance radio et télévision n'est pas facturée directement aux détenus. Ces établissements perçoivent en principe une taxe pour la location de l'appareil.

5.9. Question 8: Dispose-t-on de chiffres sur les recettes que procure aux établissements pénitentiaires le travail des prisonniers (travail manuel, travail agricole, etc.) et sur la rémunération qu'ils perçoivent ?

Recettes procurées par le travail des prisonniers

Etant donné l'importance fondamentale du travail pour l'intégration sociale, celui-ci constitue en Suisse l'un des piliers de l'exécution des peines. Le CP prescrit que le détenu est astreint au travail. Ce travail doit correspondre, autant que possible, à ses aptitudes, à sa formation et à ses intérêts (art. 81, al. 1, CP).

Les établissements d'exécution de longues peines disposent généralement d'ateliers modernes qui permettent entre autres d'accomplir un apprentissage ou une formation professionnelle élémentaire. Des postes sont proposés dans les domaines suivants: travaux généraux de nettoyage et d'entretien, cuisine, bibliothèque, ateliers tels que menuiserie, peinture, métallurgie, imprimerie, etc. Plusieurs établissements – pour la plupart de grande taille – possèdent en outre un domaine agricole. Beaucoup sont dotés d'une exploitation horticole. Des programmes spéciaux sont également proposés pour les détenus ayant une faible capacité de rendement.

A propos des tâches et de l'importance du travail confié aux détenus, voici ce qu'a déclaré le canton de Saint Gall (*traduction*): « La maximisation du profit ne doit pas être le but premier du travail des prisonniers. Il est plutôt question de soutenir ces derniers dans le développement de leurs compétences sociales et professionnelles afin qu'ils mettent toutes les chances de leur côté pour ne plus commettre d'infractions à leur sortie. Par ailleurs, lorsqu'on regarde les chiffres, il faut tenir compte du type d'établissement dont il s'agit. Dans un centre d'exécution des mesures qui prend en charge de nombreux détenus souffrant de

troubles mentaux et ayant donc souvent une capacité de rendement (plus) faible, il est plus question d'accompagnement socioprofessionnel, d'occupation, de structuration de la journée que d'un travail orienté sur la performance censé produire des bénéfices. »

Dans le tableau ci-dessous figurent en règle générale les recettes brutes procurées par le travail des prisonniers aux établissements pénitentiaires. Mis à part pour les cantons de Schaffhouse et de Schwyz, les prestations des détenus dans les domaines de l'économie domestique et de l'entretien des bâtiments ne sont pas incluses dans ces recettes. Si l'on cumule tous les chiffres fournis, on arrive à un total de 54,8 millions de francs de recettes.

Kantone / cantons	Bruttoertrag / recettes brutes 2007-2010
AG	fr. 5'300'000.00
AI	*
AR	fr. 1'000'000.00
BE	fr. 1'000'000.00
	<i>Anstalten Thorberg</i>
	fr. 1'000'000.00
	<i>Anstalten Witzwil</i>
	fr. 4'250'000.00
	<i>Anstalten Hindelbank</i>
	fr. 932'000.00
	<i>Massnahmenzentrum St. Johansen</i>
	fr. 2'100'000.00
BL	*
BS	fr. 3'351'157.00
FR	fr. 446'806.00
GE	fr. 35'000.00
GL	***
GR	fr. 3'456'000.00
JU	fr. 0.00
LU	fr. 4'715'000.00
NE	**
NW	fr. 98'000.00
OW	*
SG	fr. 6'836'000.00
SH	fr. 86'319.00
SO	fr. 80'000.00
	<i>Untersuchungsgefängnisse Solothurn/Olten</i>
	fr. 220'000.00
	<i>Im Schache</i>
	fr. 1'700'000.00
	<i>Schöngrün</i>
SZ	fr. 20'000.00
TG	fr. 146'000.00
TI	fr. 135'761.30
UR	*
VD	fr. 4'172'157.00
VS	fr. 800'000.00
ZG	fr. 3'351'157.00
	<i>Strafanstalt Bostadel</i>
	fr. 160'000.00
	<i>Strafanstalt Zug</i>
ZH	fr. 10'400'000.00
Total	fr. 54'791'357.30

* keine Vollzugseinrichtungen / pas d'établissement d'exécution, ** keine Antwort / données non communiquées, *** nicht nachweisbar / pas chiffrable

Rémunération

Le CP règle le versement d'une partie de la rémunération due pour le travail accompli. Selon l'art. 83, al. 1, CP, le détenu reçoit pour son travail une rémunération en rapport avec ses prestations et adaptée aux circonstances. « Cela signifie qu'une prestation de travail fournie devra toujours être rémunérée et que le montant de cette rémunération sera fonction de la prestation fournie. Le montant de la rémunération devra en outre être adapté aux circonstances. La seule signification que l'on puisse dès lors donner à cette exigence est que, lors de la fixation de la rémunération, il ne s'agira pas uniquement de prendre en compte la plus-value réalisée, mais également des éléments que le détenu ne peut pas influencer, comme par exemple l'aménagement et l'équipement des places de travail ainsi que la productivité

effective du détenu. »¹².

Ce sont les cantons qui sont chargés de fixer la rémunération. Les concordats sur l'exécution des peines et des mesures ont publié des directives en la matière.

	Ostschweizer Konkordat (ZH, GL, TG, SG, SH, AR, AI, GR)	Konkordat der Nordwest- und Innerschweiz (BE, SO, BL, BS, AG, LU, ZG, SZ, UR, NW, OW)	Concordat latin (FR, NE, JU, VD, VS, GE, TI)
Montant maximal	35.-	35.-	33.- (min. 8.- frais, logement, etc.)
Montant moyen	28.-	28.-	

D'après les informations recueillies auprès des cantons, 20 millions de francs par an en moyenne ont été versés aux détenus entre 2007 et 2010 à titre de rémunération (voir annexe 16).

Kantone / cantons	Ausgerichtete Arbeitsentgelte / Recettes brutes 2007-2010	
AG	fr. 900'000.00	
AI	*	
AR	fr. 300'000.00	
BE	Anstalten Thorberg	fr. 1'050'000.00
	Anstalten Witzwil	fr. 1'082'500.00
	Anstalten Hindelbank	fr. 639'000.00
	Massnahmenzentrum St. Johannsen	fr. 420'000.00
BL	fr. 330'000.00	
BS	fr. 748'014.00	
FR	fr. 1'346'543.00	
GE	fr. 543'000.00	
GL	***	
GR	fr. 668'000.00	
JU	fr. 8'200.00	
LU	fr. 850'000.00	
NE	**	
NW	fr. 69'000.00	
OW	*	
SG	***	
SH	fr. 70'322.00	
SO	Untersuchungsgefängnisse Solothurn/Olten	fr. 110'000.00
	Im Schache	fr. 210'000.00
	Schöngrün	fr. 430'000.00
SZ	fr. 9'000.00	
TG	fr. 181'000.00	
TI	fr. 1'015'063.75	
UR	*	
VD	fr. 2'592'419.00	
VS	fr. 500'000.00	
ZG	Strafanstalt Bostadel	fr. 748'014.00
	Strafanstalt Zug	fr. 130'000.00
ZH	fr. 5'000'000.00	
Total	fr. 19'950'075.75	

* keine Vollzugseinrichtungen / pas d'établissement d'exécution, ** keine Antwort / données non communiquées, *** nicht nachweisbar / pas chiffrable

¹² BAECHTOLD, P. 172.

6. Bibliographie

BAECHTOLD, Andrea: *Exécution des peines. L'exécution des peines et mesures concernant les adultes en Suisse*. Stämpfli Editions SA Berne, 2008

RICHTER, Martina, HOSTETTLER, Ueli, Dokumentation der Datenbank Infektionskrankheiten im Freiheitsentzug (Standards, Empfehlungen, Best Practices), Universität de Fribourg, 2006

AFF, OFS, Finances publiques en Suisse, 1990-2007

OFS, Portail Statistique suisse, privation de liberté, exécution des sanctions, consulté le 30 novembre 2012

OFS, publication Privation de liberté et détention préventive, 1991-2002, Actualités OFS, novembre 2002

Concordat sur l'exécution des peines et des mesures de la Suisse centrale et du Nord-Ouest:

<http://www.prison.ch/de/justizvollzug-schweiz/who-is-who/konkordate/nordwest-und-innerschweiz/konkordat.html>

Concordat sur l'exécution des peines et des mesures de la Suisse orientale:

http://www.justizvollzug.zh.ch/internet/justiz_inneres/juv/de/ueber_uns/organisation/osk.html

Concordat sur l'exécution des peines et des mesures dans les cantons latins:

<http://www.cldjp.ch/>

7. Annexes

Annexe 1: Dépenses par fonction, Confédération, cantons, communes

Annexe 2: Dépenses par fonction, Confédération

Annexe 3: Dépenses par fonction, cantons

Annexe 4: Questionnaire adressé aux cantons, Frais de fonctionnement (bruts) pour les détenus (selon l'art. 59 CP, mesures institutionnelles dans des établissements d'exécution)

Annexe 5: Questionnaire adressé aux cantons, Frais de fonctionnement (bruts) pour les détenus (selon l'art. 59 CP, mesures institutionnelles dans des établissements sanitaires)

Annexe 6: Questionnaire adressé aux cantons, frais de fonctionnement (bruts) pour les détenus (selon l'art. 59 CP, mesures institutionnelles dans des établissements d'exécution et dans des établissements sanitaires)

Annexe 7: Questionnaire adressé aux cantons, Coûts des soins psychiatriques

Annexe 8: Questionnaire adressé aux cantons, Coûts des autres soins thérapeutiques et psychologiques

Annexe 9: Questionnaire adressé aux cantons, Coûts des soins psychiatriques et des autres soins thérapeutiques et psychologiques

Annexe 10: Questionnaire adressé aux cantons, Coûts de la remise de drogue

Annexe 11: Questionnaire adressé aux cantons, Coûts de la remise de médicaments

Annexe 12: Questionnaire adressé aux cantons, Coûts de remise de drogue ou de médicaments

Annexe 13: Questionnaire adressé aux cantons, Les détenus doivent-ils payer eux-mêmes la redevance radio et télévision ?

Annexe 14: Questionnaire adressé aux cantons, Montant annuel brut moyen des recettes procurées par le travail des détenus aux établissements pénitentiaires (2007 à 2010)

Annexe 15: Questionnaire adressé aux cantons, Les prestations des détenus dans les domaines de l'entretien du bâtiment et de l'économie domestique sont-elles incluses dans le montant des recettes brutes ? Si oui, quel est leur pourcentage dans le calcul de ce montant ?

Annexe 16: Questionnaire adressé aux cantons, Quel est, pour votre Canton, le montant annuel brut moyen (2007 à 2010) de la rémunération des détenus ?

Annexe 17: Amt für Justizvollzug Graubünden, Justizvollzugsanstalt Realta, Heroingestützte Behandlung (HeGeBe)

Annexe 18: Ostschweizer Strafvollzugskonkordat, Gesundheitskosten im Straf- und Massnahmenvollzug, Merkblatt verabschiedet an der Konkordatskonferenz vom 24. Oktober 2008

Annexe 1 : Dépenses par fonction, Confédération, cantons, communes

CHF 1'000

Code	Désignation	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
703.1	Services de police	2'942'626	3'104'241	3'134'126	3'222'703	3'291'497	3'645'835	3'793'798	3'914'342	4'007'897
703.1	Services de police	2'942'626	3'104'241	3'134'126	3'222'703	3'291'497	3'645'835	3'793'798	3'914'342	4'007'897
703.2	Service du feu	548'170	561'156	560'474	564'705	585'894	605'160	676'949	694'892	686'591
703.2	Service du feu	548'170	561'156	560'474	564'705	585'894	605'160	676'949	694'892	686'591
703.3	Tribunaux	1'230'923	1'290'049	1'365'111	1'430'546	1'462'853	1'505'919	1'447'582	1'491'544	1'553'157
703.3	Tribunaux	1'230'923	1'290'049	1'365'111	1'430'546	1'462'853	1'505'919	1'447'582	1'491'544	1'553'157
703.4	Administration pénitentiaire	757'224	766'544	786'671	802'497	833'471	825'711	867'771	949'301	993'342
703.4	Administration pénitentiaire	757'224	766'544	786'671	802'497	833'471	825'711	867'771	949'301	993'342
703.5	R-D concernant l'ordre et la sécurité publics	-	-	-	-	-	-	27	-	1'467
703.5	R-D concernant l'ordre et la sécurité publics	-	-	-	-	-	-	27	-	1'467
703.6	Ordre et sécurité publics n.c.a	1'685'602	1'815'706	1'757'803	1'763'701	1'734'473	1'665'814	1'676'464	1'705'313	1'792'823
703.6	Ordre et sécurité publics n.c.a	1'685'602	1'815'706	1'757'803	1'763'701	1'734'473	1'665'814	1'676'464	1'705'313	1'792'823
703	Ordre et sécurité publics	7'164'545	7'537'697	7'604'186	7'784'152	7'908'188	8'248'438	8'462'590	8'755'392	9'035'277
	Dépenses totales par fonction, Confédération, cantons, communes	130'185'593	133'288'157	136'070'153	138'428'266	139'844'719	151'512'066	141'539'831	144'253'802	147'183'961

http://www.efv.admin.ch/f/dokumentation/finanzstatistik/db/gfs_teilsektoren_aggregate.php

Annexe 2 : Dépenses par fonction, Confédération

CHF 1'000

Code	Désignation	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
703.1	Services de police	231'474	253'559	261'456	249'172	276'320	504'541	572'525	599'751	600'193	662'684
703.1	Services de police	231'474	253'559	261'456	249'172	276'320	504'541	572'525	599'751	600'193	662'684
703.3	Tribunaux	104'493	111'705	120'478	123'446	141'653	131'947	140'995	147'006	163'937	148'917
703.3	Tribunaux	104'493	111'705	120'478	123'446	141'653	131'947	140'995	147'006	163'937	148'917
703.4	Administration pénitentiaire	90'226	82'543	89'916	86'603	89'625	92'892	53'877	63'576	69'753	91'019
703.4	Administration pénitentiaire	90'226	82'543	89'916	86'603	89'625	92'892	53'877	63'576	69'753	91'019
703.5	R-D concernant l'ordre et la sécurité publics	–	–	–	–	–	–	27	–	1'467	–
703.5	R-D concernant l'ordre et la sécurité publics	–	–	–	–	–	–	27	–	1'467	–
703.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	283'615	312'215	272'886	236'432	226'081	136'529	82'504	83'932	95'473	107'781
703.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	283'615	312'215	272'886	236'432	226'081	136'529	82'504	83'932	95'473	107'781
703	Ordre et sécurité publics	709'809	760'023	744'737	695'654	733'678	865'909	849'927	894'265	930'822	1'010'401
	<i>Dépenses totales par fonction, Confédération</i>	<i>49'054'603</i>	<i>49'364'543</i>	<i>50'732'194</i>	<i>51'169'873</i>	<i>51'862'104</i>	<i>60'042'082</i>	<i>57'382'028</i>	<i>58'070'438</i>	<i>59'367'607</i>	<i>62'993'100</i>

http://www.efv.admin.ch/f/dokumentation/finanzstatistik/db/gfs_teilsektoren_aggregate.php

Annexe 3 : Dépenses par fonction, cantons

CHF 1'000 Die Zahlen sind um Transfers zwischen den öffentlichen Haushalten bereinigt/
Chiffres après suppression des transferts entre les unités d'administration publique.

Code	Désignation	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
703.1	Services de police	2'104'377	2'212'858	2'214'165	2'251'219	2'290'057	2'385'769	2'517'362	2'613'587	2'667'467	2'796'076
703.1	Services de police	2'104'377	2'212'858	2'214'165	2'251'219	2'290'057	2'385'769	2'517'362	2'613'587	2'667'467	2'796'076
703.2	Service du feu	67'439	69'274	62'828	64'590	71'426	78'097	71'402	70'604	66'649	74'505
703.2	Service du feu	67'439	69'274	62'828	64'590	71'426	78'097	71'402	70'604	66'649	74'505
703.3	Tribunaux	1'082'748	1'133'214	1'197'214	1'258'008	1'274'385	1'326'575	1'272'201	1'308'506	1'348'530	1'582'358
703.3	Tribunaux	1'082'748	1'133'214	1'197'214	1'258'008	1'274'385	1'326'575	1'272'201	1'308'506	1'348'530	1'582'358
703.4	Administration pénitentiaire	687'956	694'707	720'130	730'934	756'714	747'257	832'351	903'995	942'780	1'038'169
703.4	Administration pénitentiaire	687'956	694'707	720'130	730'934	756'714	747'257	832'351	903'995	942'780	1'038'169
703.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	930'294	969'790	928'716	952'633	925'299	935'707	945'106	961'897	1'011'142	1'051'804
703.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	930'294	969'790	928'716	952'633	925'299	935'707	945'106	961'897	1'011'142	1'051'804
703	Ordre et sécurité publics	4'872'813	5'079'843	5'123'053	5'257'384	5'317'880	5'473'406	5'638'422	5'858'589	6'036'569	6'542'913
	<i>Dépenses totales par fonction, cantons</i>	65'413'599	67'386'388	68'356'652	69'723'256	70'760'793	74'132'534	71'766'178	72'821'875	74'691'211	79'539'674

http://www.efv.admin.ch/f/dokumentation/finanzstatistik/db/gfs_teilsektoren_aggregate.php

Anhang 4: Betriebskosten (brutto) für Insassen (nach Art. 59 StGB, stationäre Massnahmen in Vollzugseinrichtungen)

Annexe 4: Frais de fonctionnement (bruts) pour les détenus (selon l'art. 59 CP, mesures institutionnelles dans des établissements d'exécution)

Kantone / cantons		Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Wer trägt die Kosten / qui prend en charge les coûts			Bemerkungen / Commentaires
		2007	2008	2009	2010	2011	Justizvollzug / Exécution des peines	Gesundheit / Santé	Anderer / Autre	
AG		1'410'000.00	1'250'000.00	1'740'000.00	2'480'000.00	3'310'000.00	100%			Bei den Beträgen handelt es sich um Hochrechnungen, die auf einer zu einem früheren Zeitpunkt vorgenommenen Detailanalyse der Kostenzusammensetzung im Straf- und Massnahmenvollzug der Jahre 2008 und 2010 basieren (der finanzielle Aufwand wird nun seit dem Jahr 2012 getrennt nach den verschiedenen Vollzugs- und Massnahmeformen verbucht und budgetiert). Die aufgeführten Beträge enthalten auch Nebenkosten wie Behandlungen, Therapien, Gutachten, Transportkosten und Sonstiges.
AI		*	*	*	*	*	*	*	*	
AR		**	200'000.00	160'000.00	234'000.00	268'000.00	100%			
BE	Anstalten Thorberg	318'000.00	959'000.00	1'675'000.00	2'650'000.00	3'552'000.00	70%		30% (Gemeinden/ Soz. Ämter)	
	Anstalten Witzwil	***	***	***	***	***	**	**	**	
	Anstalten Hindelbank	***	***	***	***	***	**	**	**	Die Kosten bei einer Massnahme nach Artikel 59 können sehr unterschiedlich sein, je nach Ort der Unterbringung. Im Normalfall in der Therapieabteilung, in Spezialfällen in der HSI, in seltenen Fällen auch im Normalvollzug. Damit der Aufwand ausgewiesen werden könnte, müsste der Aufwand pro Insassin und Wohngruppe gesplittet werden. Ein Nachweis ist aus buchungstechnischen Gründen nicht möglich.
	Massnahme nzenrum St. Johannsen	9'000'000.00	10'000'000.00	10'000'000.00	10'200'000.00	10'500'000.00	100%			Die Kosten bei einer Massnahme nach Artikel 59 sind sehr unterschiedlich und sind abhängig vom Ort der Unterbringung sowie von der Progressionsstufe, in welcher sich der Insasse befindet. Ein genauer Nachweis ist aus buchungstechnischen Gründen nicht möglich. Wir haben eine grobe Schätzung vorgenommen. Bei ca. 2/3 unserer Insassen wurde eine Massnahme nach Artikel 59 StGB verordnet.
BL		*	*	*	*	*	*	*	*	hat keine eigene Forensik und auch keine eigentlichen Vollzugseinrichtungen. Diese Kosten müssten in den von den jeweiligen Anstaltskantonen gemeldeten Zahlen enthalten sein. Die Kosten der Zwischenplatzierungen (warten auf Vollzugsplätze) in den Bezirksgefängnissen sind hier nicht enthalten. Bei Platzierungen in der Kantonalen Psychiatrischen Klinik wird ein Teil der Kosten direkt bei der Krankenkasse geltend gemacht. Wie hoch dieser ist, entzieht sich unserer Kenntnis, da nur der von der Justiz zu tragende Teil an die Sicherheitsdirektion BL verrechnet wird.
BS		1'211'250.00	1'776'062.00	8'071'079.00	3'161'543.00	3'705'090.00	100%			
FR		336'343.00	694'887.00	781'197.00	1'113'048.00	1'373'625.00	100%			Les personnes qui bénéficient de l'AI participent aux coûts des frais de pension et pour certaines institutions médicalisées, la caisse maladie participe aux frais.

Kantone / cantons	Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Wer trägt die Kosten / qui prend en charge les coûts			Bemerkungen / Commentaires
	2007	2008	2009	2010	2011	Justizvollzug / Exécution des peines	Gesundheit / Santé	Andere / Autre	
GE	**	**	**	**	***	Exécution des peines			Pas d'éléments chiffrés avant 2011. certains placements sont pris en charge par la LaMal de la personne sous mesure pénale à condition que la personne dispose d'une assurance maladie (résident en Suisse) et que le rapport médical du médecin traitant envoyé régulièrement au médecin conseil de la caisse maladie justifie encore l'hospitalisation sous l'angle médical et pas uniquement sous l'angle pénal.
GL	147'453.00	161'040.00	160'600.00	121'220.00	136'145.00	100%			
GR	517'000.00	512'000.00	373'000.00	254'000.00	119'000.00			54.9% (Gemeinden) 32.4% (Amtsvormundschaft), 12.7% (Selbstzahler)	
JU	70'116.50	73'730.00	67'205.00	60'461.50	63'677.20	72%		28% (communes)	
LU	3'204'142	42'745	49'865	32'286	138'303	Justizvollzug		bis 2007 : Gemeinden Kt. LU	Aufgeführt sind die Ausgaben abzüglich Rückforderungen für die gesamten Massnahmenvollzüge (Separierung der MV nach Art. 59 StGB nicht möglich). Eine Unterscheidung zwischen MV-Kosten in Vollzugseinrichtungen und Einrichtungen des Gesundheitswesens erfolgte nicht. Bis zum Jahr 2007 bezahlten die Gemeinden im Kt. Luzern einen Grossteil der MV-Kosten; ab 2008 entfiel diese Kostenbeteiligung, seither gehen die Kosten vollständig zu Lasten der Kantons. Die Kosten fallen fast ausschliesslich durch Unterbringung in anderen Kantonen oder in Institutionen an, welche nicht dem Kanton gehören. In den beiden Gefängnissen werden keine Massnahmen nach Artikel 59 StGB angeboten, d.h. es befinden sich nur Gefangene im Time-Out, in Wartepositionen zu diesem Regime, oder zur Vorbereitung auf AEX und WAEX. Die Kosten haben sich innert fünf Jahren verdoppelt und nehmen weiterhin rasant zu.
NE	**	**	**	**	**	**	**	**	
NW	140'000.00	210'000.00	310'000.00	280'000.00	280'000.00	100%			
OW	*	*	*	*	*	*	*	*	Der Kanton Obwalden führt nur ein kleines Gefängnis, in welchem es keinen Massnahmenvollzug gibt.
SG	***	***	***	***	***	Justizvollzug		Krankenkasse	Wir können aufgrund unserer Buchhaltung ohne Auswertung der Einzelrechnungen nicht unterscheiden zwischen den Kosten in Vollzugseinrichtungen und den Kosten in Kliniken/Spitälern. Die Kosten umfassen die Bruttoausgaben der Einweisungsbehörde (Kostgelder) für die Unterbringung von Personen in einer Massnahme nach Artikel 59 StGB (die Aufwendungen für den Betrieb des Massnahmenzentrums Bitzi sind in den Zahlen nicht enthalten). Der Justizvollzug trägt die Vollzugskosten, soweit medizinische Leistungen nicht durch die Krankenkassen gedeckt werden. Teilweise rechnen die Einrichtungen den Krankenkassenanteil direkt ab, teilweise müssen solche Beteiligungen von der Vollzugsbehörde zurückgefordert werden. Ausserdem müssen sich die verurteilten Personen nach Massgabe von Artikel. 380 Absatz 2 StGB (vor allem bei einer externen Arbeit) an den Vollzugskosten beteiligen; die Vollzugseinrichtungen ziehen solche Beiträge bei der Rechnungsstellung ab, so dass sie in den oben erwähnten Zahlen nicht enthalten sind.
SH	335'980.70	451'201.75	196'258.80	294'158.25	253'458.25			Kant. Sozialamt	

Kantone / cantons		Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Wer trägt die Kosten / qui prend en charge les coûts			Bemerkungen / Commentaires
		2007	2008	2009	2010	2011	Justizvollzug / Exécution des peines	Gesundheit / Santé	Andere / Autre	
SO	Unter- suchungsge- fängnisse Solothurn / Olten	***	***	***	***	***	Justizvollzug			Die Kosten für Insassen im stationären Massnahmenvollzug werden nicht gesondert ermittelt. Die stationären Kosten in Einrichtungen des Gesundheitswesens konnten nicht ermittelt werden, da die Kantonale Psychiatrische Klinik diese Gruppe von Patienten nicht speziell bezeichnet.
	Im Schache	8'600'000.00	9'000'000.00	9'300'000.00	9'800'000.00	10'000'000.00	100%			Der Bruttoaufwand bei den Betriebskosten beinhaltet auch kantonsinterne Verrechnungen wie Overheadkosten, Informatik, Mietzinsen, Abschreibungen usw. Die internen Verrechnungen betragen im Durchschnitt Franken 1'000'000. Die Bruttokosten die durch Insassen nach Artikel 64 StGB verursacht werden, mit einem geschätzten Anteil von 10%, können beim Betriebsaufwand nicht gesondert aufgeführt werden. Die stationären Kosten in Einrichtungen des Gesundheitswesens konnten nicht ermittelt werden, da die Kantonale Psychiatrische Klinik diese Gruppe von Patienten nicht speziell bezeichnet.
	Schöngrün	*	*	*	*	*	*	*	*	Der Kanton Solothurn vollzieht im offenen Freiheitsentzug (Strafanstalt Schöngrün) keine stationären Massnahmen nach den Artikeln 59 StGB oder 64 StGB.
SZ		**	174'460.00	304'500.00	439'314.00	407'100.00	100%			Die Kosten des Jahres 2007 sind nicht mehr feststellbar, da das Amt für Justizvollzug erst seit 2008 besteht.
TG		**	**	**	74'005.00	315'550.00	Justizvollzug			Nach Möglichkeit versuchen wir, bei der Krankenkasse eine Teilrückerstattung einzuholen. Dies ist jedoch illusorisch bei Ausländern, die nicht dem KVG unterstellt sind und bei Verurteilten, bei denen im Gutachten spezifisch auf die deliktorientierte Therapie verwiesen wird.
TI		***	***	***	***	***	100%			Non disponiamo di dati dalle istituzioni sanitarie. Per le SC, il software di gestione dei detenuti non permette la distinzione dei costi per categorie particolari di detenuti e non disponiamo di una contabilità analitica per detenuto.
UR		460'032.00	543'752.00	454'377.00	434'377.00	577'488.00	100%			Das sind Massnahmeinstitutionen, wie das MZ Bitzi SG, TZ im Schache SO oder auch Erziehungsheime für Jugendliche.
VD		***	***	***	***	***	Autorité de placement	assurance maladie (LaMal)		impossible de distinguer les coûts effectifs des personnes condamnées à une mesure de celles condamnées à une peine privative de liberté,...
VS		***	***	***	***	***	100%			totalité des coûts pour des placements en mesures thérapeutiques institutionnelles. Les coûts selon l'article 59 ne sont pas chiffrables.
ZG	Strafanstalt Bostadel	*	*	*	*	*	*	*	*	Wir führen keine solchen Massnahmen durch.
	Strafanstalt Zug	**	**	**	**	**	**	**	**	
	Justiz- vollzug	383'430.00	455'595.00	525'017.00	693'640.00	1'293'934.00	100%			Der Kostenträger (Krankenkasse) wird durch den Justizvollzug fallbezogen abgeklärt. Verschiedentlich regelt die Einrichtung den Kostenvorteiler, dem Justizvollzug wird dann nur noch anteilsweise Rechnung gestellt.

Kantone / cantons	Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Wer trägt die Kosten / qui prend en charge les coûts			Bemerkungen / Commentaires
	2007	2008	2009	2010	2011	Justizvollzug / Exécution des peines	Gesundheit / Santé	Andere / Autre	
ZH	3'200'000.00	10'400'000.00	11'000'000.00	12'400'000.00	14'000'000.00	Justizvollzug		KK Franchise und- Selbstbehalt durch Insassen. Subsidiär durch Fürsorge	Eine prozentuale Differenzierung des Kostenträgers (Justizvollzug, Krankenkasse) ist nicht möglich, da die Unterbringung an verschiedenen Orten und zu verschiedenen Tarifen erfolgt.
Total	29'323'747.20	36'904'472.75	45'168'098.80	44'722'052.75	50'293'370.45				

* keine Vollzugseinrichtungen / pas d'établissement d'exécution

** keine Antwort / données non communiquées

*** nicht nachweisbar / pas chiffrable

Anhang 5: Betriebskosten (brutto) für Insassen (nach Art. 59 StGB, stationäre Massnahmen in Einrichtungen des Gesundheitswesens)

Annexe 5: Frais de fonctionnement (bruts) pour les détenus (selon l'art. 59 CP, mesures institutionnelles dans des établissements sanitaires)

Kantone / cantons		Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Wer trägt die Kosten / qui prend en charge les coûts			Bemerkungen / Commentaires
		2007	2008	2009	2010	2011	Justizvollzug / Exécution des peines	Gesundheit / Santé	Andere / Autre	
AG		1'250'000.00	1'110'000.00	1'550'000.00	2'200'000.00	2'930'000.00	Amt für Justizvollzug (Anteil v.a. Sicherheit u. Spezialbehandlung)			Bei den Beträgen handelt es sich um Hochrechnungen, die auf einer zu einem früheren Zeitpunkt vorgenommenen Detailanalyse der Kostenzusammensetzung im Straf- und Massnahmenvollzug der Jahre 2008 und 2010 basieren (der finanzielle Aufwand wird nun seit dem Jahr 2012 getrennt nach den verschiedenen Vollzugs- und Massnahmeformen verbucht und budgetiert). Die aufgeführten Beträge enthalten auch Nebenkosten wie Behandlungen, Therapien, Gutachten, Transportkosten und Sonstiges.
AI		*	*	*	*	*	*	*	*	
AR		**	**	**	**	**	**	**	**	
BE	Anstalten Thorberg	**	**	**	**	**	**	**	**	
	Anstalten Witzwil	***	***	***	***	***	**	**	**	
	Anstalten Hindelbank	***	***	***	***	***	**	**	**	Die Kosten bei einer Massnahme nach Artikel 59 können sehr unterschiedlich sein, je nach Ort der Unterbringung. Im Normalfall in der Therapieabteilung, in Spezialfällen in der HSI, in seltenen Fällen auch im Normalvollzug. Damit der Aufwand ausgewiesen werden könnte, müsste der Aufwand pro Insassin und Wohngruppe gesplittet werden. Ein Nachweis ist aus buchungstechnischen Gründen nicht möglich.
	Massnahmenzentrum St. Johannsen	**	**	**	**	**	**	**	**	Die Kosten bei einer Massnahme nach Artikel 59 sind sehr unterschiedlich und sind abhängig vom Ort der Unterbringung sowie von der Progressionsstufe, in welcher sich der Insasse befindet. Ein genauer Nachweis ist aus buchungstechnischen Gründen nicht möglich. Wir haben eine grobe Schätzung vorgenommen. Bei ca. 2/3 unserer Insassen wurde eine Massnahme nach Artikel. 59 StGB verordnet.
BL		375'000.00	423'000.00	380'000.00	431'000.00	357'000.00	100%			hat keine eigene Forensik und auch keine eigentlichen Vollzugseinrichtungen. Diese Kosten müssten in den von den jeweiligen Anstaltskantonen gemeldeten Zahlen enthalten sein. Die Kosten der Zwischenplatzierungen (warten auf Vollzugsplätze) in den Bezirksgefängnissen sind hier nicht enthalten. Bei Platzierungen in der Kantonalen Psychiatrischen Klinik wird ein Teil der Kosten direkt bei der Krankenkasse geltend gemacht. Wie hoch dieser ist, entzieht sich unserer Kenntnis, da nur der von der Justiz zu tragende Teil an die Sicherheitsdirektion BL verrechnet wird.
BS		2'545'409.00	4'552'692.00	547'234.00	5'809'220.00	7'157'912.00	100%			
FR		39'510.00	123'892.00	272'374.00	598'385.00	997'028.00	100%			les personnes qui bénéficient de l'AI participent aux coûts des frais de pension et pour certaines institutions médicalisées, la caisse maladie participe aux frais.

Kantone / cantons	Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Wer trägt die Kosten / qui prend en charge les coûts			Bemerkungen / Commentaires
	2007	2008	2009	2010	2011	Justizvollzug / Exécution des peines	Gesundheit / Santé	Andere / Autre	
GE	**	**	**	**	***	Exécution des peines		LaMal	Pas d'éléments chiffrés avant 2011. certains placement sont pris en charge par la LaMal de la personne sous mesure pénale à condition que la personne dispose d'une assurance maladie (résident en Suisse) et que le rapport médical du médecin traitant envoyé régulièrement au médecin conseil de la caisse maladie justifie encore l'hospitalisation sous l'angle médical et pas uniquement sous l'angle pénal.
GL	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00				
GR	120'000.00	119'000.00	436'000.00	934'000.00	1'344'000.00			79,8% (Gemeinden) 1% (Amtsvormundschaft), 0,3% (UR-Amt), 18,9% (Krankenkasse)	
JU	**	**	**	**	**	**	**	**	
LU	894'119	5'843'193	7'531'481	8'541'387	10'169'497	Justizvollzug	Gesundheit	Andere Kantone (bei Abtr.)	La séparation des frais selon l'article 59 CP n'est pas possible.
NE	**	**	**	**	**	**	**	**	
NW	**	**	55'000.00	460'000.00	480'000.00	82%		18% (Krankenkasse)	
OW	*	*	*	*	*	*	*	*	Der Kanton Obwalden führt nur ein kleines Gefängnis, in welchem es keinen Massnahmenvollzug gibt.
SG	***	***	***	***	***	Justizvollzug		Krankenkasse	Aufgeführt sind die Ausgaben abzüglich Rückforderungen für die gesamten Massnahmenvollzüge (Separierung der MV nach Art. 59 StGB nicht möglich). Eine Unterscheidung zwischen MV-Kosten in Vollzugseinrichtungen und Einrichtungen des Gesundheitswesens erfolgte nicht. Bis zum Jahr 2007 bezahlten die Gemeinden im Kt. Luzern einen Grossteil der MV-Kosten; ab 2008 entfiel diese Kostenbeteiligung, seither gehen die Kosten vollständig zu Lasten der Kantons. Die Kosten fallen fast ausschliesslich durch Unterbringung in anderen Kantonen oder in Institutionen an, welche nicht dem Kanton gehören. In den beiden Gefängnissen werden keine Massnahmen nach Artikel 59 StGB angeboten, d.h. es befinden sich nur Gefangene im Time-Out, in Wartepositionen zu diesem Regime, oder zur Vorbereitung auf AEX und WAEX. Die Kosten haben sich innert fünf Jahren verdoppelt und nehmen weiterhin rasant zu.
SH	107'449.00	67'031.00	152'350.30	339'503.00	519'748.40			Kant. Sozialamt	

Kantone / cantons		Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Wer trägt die Kosten / qui prend en charge les coûts			Bemerkungen / Commentaires
		2007	2008	2009	2010	2011	Justizvollzug / Exécution des peines	Gesundheit / Santé	Andere / Autre	
SO	Unter- suchungs- gefängnisse Solothurn / Olten	***	***	***	***	***	**	**	**	Die Kosten für Insassen im stationären Massnahmenvollzug werden nicht gesondert ermittelt. Die stationären Kosten in Einrichtungen des Gesundheitswesens konnten nicht ermittelt werden, da die Kantonale Psychiatrische Klinik diese Gruppe von Patienten nicht speziell bezeichnet.
	Im Schache	***	***	***	***	***		100%		Der Bruttoaufwand bei den Betriebskosten beinhaltet auch kantonsinterne Verrechnungen wie Overheadkosten, Informatik, Mietzinsen, Abschreibungen usw. Die internen Verrechnungen betragen im Durchschnitt Franken 1'000'000. Die Bruttokosten die durch Insassen nach Artikel 64 StGB verursacht werden, mit einem geschätzten Anteil von 10%, können beim Betriebsaufwand nicht gesondert aufgeführt werden. Die stationären Kosten in Einrichtungen des Gesundheitswesens konnten nicht ermittelt werden, da die Kantonale Psychiatrische Klinik diese Gruppe von Patienten nicht speziell bezeichnet.
	Schöngrün	*	*	*	*	*	*	*	*	Der Kanton Solothurn vollzieht im offenen Freiheitsentzug (Strafanstalt Schöngrün) keine stationären Massnahmen nach den Artikeln 59 oder 64 StGB.
SZ		**	534'636.00	401'950.00	361'200.00	377'428.00	75%	25%		Die Kosten des Jahres 2007 sind nicht feststellbar, da das Amt für Justizvollzug erst seit 2008 besteht.
TG		**	**	124'800.00	237'250.00	250'130.00	Justizvollzug			Nach Möglichkeit versuchen wir, bei der Krankenkasse eine Teilerstattung einzuholen. Dies ist jedoch illusorisch bei Ausländern, die nicht dem KVG unterstellt sind und bei Verurteilten, bei denen im Gutachten spezifisch auf die deliktorientierte Therapie verwiesen wird.
TI		***	***	***	***	***	100%			Non disponiamo di dati dalle istituzioni sanitarie. Per le SC, il software di gestione dei detenuti non permette la distinzione dei costi per categorie particolari di detenuti e non disponiamo di una contabilità analitica per detenuto.
UR		0.00	0.00	0.00	0.00	0.00				Das sind Massnahmeeinrichtungen, wie das MZ Bitzi SG, TZ im Schache SO oder auch Erziehungsheime für Jugendliche.
VD		***	***	***	***	***	autorité de placement	assurance maladie (LaMal)		impossible de distinguer les coûts effectifs des personnes condamnées à une mesure de celles condamnées à une peine privative de liberté,...
VS		***	***	***	***	***	***	***	***	totalité des coûts pour des placements en mesures thérapeutiques institutionnelles. Les coûts selon l'article 59 ne sont pas chiffrables.

Kantone / cantons		Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Wer trägt die Kosten / qui prend en charge les coûts			Bemerkungen / Commentaires
		2007	2008	2009	2010	2011	Justizvollzug / Exécution des peines	Gesundheit / Santé	Andere / Autre	
ZG	Strafanstalt Bostadel	*	*	*	*	*	*	*	*	Wir führen keine solchen Massnahmen durch.
	Strafanstalt Zug	**	**	**	**	**	**	**	**	
	Justizvollzug	41'511.00	0.00	192'537.00	18'379.00	130'743.00	100%	n. nachweisbar		Der Kostenträger (Krankenkasse) wird durch den JV fallbezogen abgeklärt. Verschiedentlich regelt die Einrichtung den Kostenverteiler, dem JV wird dann nur noch anteilsweise Rechnung gestellt.
ZH		6'900'000.00	7'800'000.00	9'500'000.00	9'300'000.00	10'000'000.00	Justizvollzug	Ab 2012 bezahlt die Gesundheitsdirektion Kt. ZH (GD) keinen Beitrag mehr an die Klinikkosten Rheinau	KK Franchise und- Selbstbehalt durch Insassen. Subsidiär durch Fürsorge	Eine prozentuale Differenzierung des Kostenträgers (Justizvollzug, Krankenkasse) ist nicht möglich, da die Unterbringung an verschiedenen Orten und zu verschiedenen Tarifen erfolgt.
Total		12'272'998.00	20'573'444.00	21'143'726.30	29'230'324.00	34'713'486.40				

* keine Vollzugseinrichtungen oder Einrichtungen des Gesundheitswesens / pas d'établissement sanitaire

** keine Antwort / données non communiquées

*** nicht nachweisbar / pas chiffrable

Anhang 6 : Betriebskosten (brutto) für Insassen (nach Art. 59 StGB, stationäre Massnahmen in Vollzugseinrichtungen und in Einrichtungen des Gesundheitswesens)

Annexe 6 : Frais de fonctionnement (bruts) pour les détenus (selon l'art. 59 CP, mesures institutionnelles dans des établissements d'exécution et dans des établissements sanitaires)

Kantone / cantons		Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Bemerkungen / Commentaires
		2007	2008	2009	2010	2011	
AG		2'660'000.00	2'360'000.00	3'290'000.00	4'680'000.00	6'240'000.00	Bei den Beträgen handelt es sich um Hochrechnungen, die auf einer zu einem früheren Zeitpunkt vorgenommenen Detailanalyse der Kostenzusammensetzung im Straf- und Massnahmenvollzug der Jahre 2008 und 2010 basieren (der finanzielle Aufwand wird nun seit dem Jahr 2012 getrennt nach den verschiedenen Vollzugs- und Massnahmeformen verbucht und budgetiert). Die aufgeführten Beträge enthalten auch Nebenkosten wie Behandlungen, Therapien, Gutachten, Transportkosten und Sonstiges.
AI		*	*	*	*	*	
AR		**	200'000.00	160'000.00	234'000.00	268'000.00	
BE	Anstalten Thorberg	318'000.00	959'000.00	1'675'000.00	2'650'000.00	3'552'000.00	
	Anstalten Witzwil	***	***	***	***	***	
	Anstalten Hindelbank	***	***	***	***	***	Die Kosten bei einer Massnahme nach Artikel 59 können sehr unterschiedlich sein, je nach Ort der Unterbringung. Im Normalfall in der Therapieabteilung, in Spezialfällen in der HSI, in seltenen Fällen auch im Normalvollzug. Damit der Aufwand ausgewiesen werden könnte, müsste der Aufwand pro Insassin und Wohngruppe gesplittet werden. Ein Nachweis ist aus buchungstechnischen Gründen nicht möglich.
	Massnahmenzentrum St. Johannsen	9'000'000.00	10'000'000.00	10'000'000.00	10'200'000.00	10'500'000.00	Die Kosten bei einer Massnahme nach Artikel 59 sind sehr unterschiedlich und sind abhängig vom Ort der Unterbringung sowie von der Progressionsstufe, in welcher sich der Insasse befindet. Ein genauer Nachweis ist aus buchungstechnischen Gründen nicht möglich. Wir haben eine grobe Schätzung vorgenommen. Bei ca. 2/3 unserer Insassen wurde eine Massnahme nach Artikel 59 StGB verordnet.
BL		375'000.00	423'000.00	380'000.00	431'000.00	357'000.00	hat keine eigene Forensik und auch keine eigentlichen Vollzugseinrichtungen. Diese Kosten müssten in den von den jeweiligen Anstaltskantonen gemeldeten Zahlen enthalten sein. Die Kosten der Zwischenplatzierungen (warten auf Vollzugsplätze) in den Bezirksgefängnissen sind hier nicht enthalten. Bei Platzierungen in der Kantonalen Psychiatrischen Klinik wird ein Teil der Kosten direkt bei der Krankenkasse geltend gemacht. Wie hoch dieser ist, entzieht sich unserer Kenntnis, da nur der von der Justiz zu tragende Teil an die Sicherheitsdirektion BL verrechnet wird.
BS		3'756'659.00	6'328'754.00	8'618'313.00	8'970'763.00	10'863'002.00	
FR		375'853.00	818'779.00	1'053'571.00	1'711'433.00	2'370'653.00	les personnes qui bénéficient de l'AI participent aux coûts des frais de pension et pour certaines institutions médicalisées, la caisse maladie participe aux frais.
GE		**	**	**	**	2'081'070.85	Pas d'éléments chiffrés avant 2011. certains placement sont pris en charge par la LaMal de la personne sous mesure pénale à condition que la personne dispose d'une assurance maladie (résident en Suisse) et que le rapport médical du médecin traitant envoyé régulièrement au médecin conseil de la caisse maladie justifie encore l'hospitalisation sous l'angle médical et pas uniquement sous l'angle pénal.
GL		147'453.00	161'040.00	160'600.00	121'220.00	136'145.00	
GR		637'000.00	631'000.00	809'000.00	1'188'000.00	1'463'000.00	
JU		70'116.50	73'730.00	67'205.00	60'461.50	63'677.20	
LU		4'098'261.00	5'885'938.00	7'581'346.00	8'573'673.00	10'307'800.00	Aufgeführt sind die Ausgaben abzüglich Rückforderungen für die gesamten Massnahmenvollzüge (Separierung der MV nach Art. 59 StGB nicht möglich). Eine Unterscheidung zwischen MV-Kosten in Vollzugseinrichtungen und Einrichtungen des Gesundheitswesens erfolgte nicht. Bis zum Jahr 2007 bezahlten die Gemeinden im Kt. Luzern einen Grossteil der MV-Kosten; ab 2008 entfiel diese Kostenbeteiligung, seither gehen die Kosten vollständig zu Lasten der Kantons. Die Kosten fallen fast ausschliesslich durch Unterbringung in anderen Kantonen oder in Institutionen an, welche nicht dem Kanton gehören. In den beiden Gefängnissen werden keine Massnahmen nach Artikel 59 StGB angeboten, d.h. es befinden sich nur Gefangene im Time-Out, in Wartepositionen zu diesem Regime, oder zur Vorbereitung auf AEX und WAEX. Die Kosten haben sich innert fünf Jahren verdoppelt und nehmen weiterhin rasant zu.

Kantone / cantons		Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Bemerkungen / Commentaires
		2007	2008	2009	2010	2011	
NE		**	**	**	**	**	
NW		140'000.00	210'000.00	365'000.00	740'000.00	760'000.00	
OW		*	*	*	*	*	Der Kanton Obwalden führt nur ein kleines Gefängnis, in welchem es keinen Massnahmenvollzug gibt.
SG		3'298'000.00	3'948'000.00	4'649'000.00	5'116'000.00	6'087'000.00	Wir können aufgrund unserer Buchhaltung ohne Auswertung der Einzelrechnungen nicht unterscheiden zwischen den Kosten in Vollzugseinrichtungen und den Kosten in Kliniken/Spitälern. Die Kosten umfassen die Bruttoausgaben der Einweisungsbehörde (Kostgelder) für die Unterbringung von Personen in einer Massnahme nach Artikel 59 StGB (die Aufwendungen für den Betrieb des Massnahmenzentrums Bitzi sind in den Zahlen nicht enthalten). Der Justizvollzug trägt die Vollzugskosten, soweit medizinische Leistungen nicht durch die Krankenkassen gedeckt werden. Teilweise rechnen die Einrichtungen den Krankenkassenanteil direkt ab, teilweise müssen solche Beteiligungen von der Vollzugsbehörde zurückgefordert werden. Ausserdem müssen sich die verurteilten Personen nach Massgabe von Artikel 380 Absatz 2 StGB (vor allem bei einer externen Arbeit) an den Vollzugskosten beteiligen; die Vollzugseinrichtungen ziehen solche Beiträge bei der Rechnungsstellung ab, so dass sie in den oben erwähnten Zahlen nicht enthalten sind.
SH		443'429.70	518'232.75	348'609.10	633'661.25	773'206.65	
SO	Unter-suchungs-gefängnisse Solothurn / Olten	***	***	***	***	***	Die Kosten für Insassen im stationären Massnahmenvollzug werden nicht gesondert ermittelt. Die stationären Kosten in Einrichtungen des Gesundheitswesens konnten nicht ermittelt werden, da die Kantonale Psychiatrische Klinik diese Gruppe von Patienten nicht speziell bezeichnet.
	Im Schache	8'600'000.00	9'000'000.00	9'300'000.00	9'800'000.00	10'000'000.00	Der Bruttoaufwand bei den Betriebskosten beinhaltet auch kantonsinterne Verrechnungen wie Overheadkosten, Informatik, Mietzinsen, Abschreibungen usw. Die internen Verrechnungen betragen im Durchschnitt Franken 1'000'000. Die Bruttokosten die durch Insassen nach Artikel 64 StGB verursacht werden, mit einem geschätzten Anteil von 10%, können beim Betriebsaufwand nicht gesondert aufgeführt werden. Die stationären Kosten in Einrichtungen des Gesundheitswesens konnten nicht ermittelt werden, da die Kantonale Psychiatrische Klinik diese Gruppe von Patienten nicht speziell bezeichnet.
	Schöngrün	*	*	*	*	*	Der Kanton Solothurn vollzieht im offenen Freiheitsentzug (Strafanstalt Schöngrün) keine stationären Massnahmen nach den Artikeln 59 oder 64 StGB.
SZ		**	709'096.00	706'450.00	800'514.00	784'528.00	Die Kosten des Jahres 2007 sind nicht mehr feststellbar, da das Amt für Justizvollzug erst seit 2008 besteht.
TG		**	**	124'800.00	311'255.00	565'680.00	Nach Möglichkeit versuchen wir, bei der Krankenkasse eine Teilerstattung einzuholen. Dies ist jedoch illusorisch bei Ausländern, die nicht dem KVG unterstellt sind und bei Verurteilten, bei denen im Gutachten spezifisch auf die deliktorientierte Therapie verwiesen wird.
TI		***	***	***	***	***	Non disponiamo di dati dalle istituzioni sanitarie. Per le SC, il software di gestione dei detenuti non permette la distinzione dei costi per categorie particolari di detenuti e non disponiamo di una contabilità analitica per detenuto.
UR		460'032.00	543'752.00	454'377.00	434'377.00	577'488.00	Das sind Massnahmeinstitutionen, wie das MZ Bitzi SG, TZ im Schache SO oder auch Erziehungsheime für Jugendliche.
VD		***	***	***	***	***	impossible de distinguer les coûts effectifs des personnes condamnées à une mesure de celles condamnées à une peine privative de liberté,...
VS		***	***	***	***	***	totalité des coûts pour des placements en mesures thérapeutiques institutionnelles. Les coûts selon l'article 59 ne sont pas chiffrables.

Kantone / cantons		Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Bemerkungen / Commentaires
		2007	2008	2009	2010	2011	
ZG	Strafanstalt Bostadel	*	*	*	*	*	Wir führen keine solchen Massnahmen durch.
	Strafanstalt Zug	**	**	**	**	**	
	Justizvollzug	414'941.00	455'595.00	717'554.00	712'019.00	1'424'677.00	Der Kostenträger (Krankenkasse) wird durch den JV fallbezogen abgeklärt. Verschiedentlich regelt die Einrichtung den Kostenverteiler, dem JV wird dann nur noch anteilsweise Rechnung gestellt.
ZH		10'100'000.00	18'200'000.00	20'500'000.00	21'700'000.00	24'000'000.00	Eine prozentuale Differenzierung des Kostenträgers (Justizvollzug, Krankenkasse) ist nicht möglich, da die Unterbringung an verschiedenen Orten und zu verschiedenen Tarifen erfolgt.
Total		44'894'745.20	61'425'916.75	70'960'825.10	79'068'376.75	93'174'927.70	

* keine Einrichtungen des Gesundheitswesens / pas d'établissement d'exécution ou d'établissement sanitaire

** keine Antwort / données non communiquées

*** nicht nachweisbar / pas chiffrable

Anhang 7 : Kosten der psychiatrischen Behandlungen

Annexe 7 : Coûts des soins psychiatriques

Kantone / cantons		Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Wer trägt die Kosten / qui prend en charge les coûts			Bemerkungen / Commentaires
		2007	2008	2009	2010	2011	Einweisungsbehörde / Autorité de placement	Gesundheit / Santé	Andere / Autre	
AG		***	***	***	***	***	**	**	**	Die Kosten für psychiatrische und psychologisch-therapeutische Behandlungen werden nicht separat ausgeschrieben. Lediglich die von den Krankenkassen und Klienten nicht gedeckten Kosten werden von der Justizvollzugsbehörde bezahlt. Der Aufwand bezieht sich auf die ambulanten Behandlungen (Behandlungen bei stationären Klienten sind in den Kostgeldrechnungen enthalten und werden nicht separat ausgewiesen). Ein Grossteil der therapeutischen, psychiatrischen und psychologischen Behandlungskosten wird den Patienten direkt durch die behandelnden Stellen in Rechnung gestellt (und über die Krankenkassen abgerechnet).
AI		*	*	*	*	*	*	*	*	
AR		***	***	***	***	***	Einweisungsbehörde			Die Zahlen gelten für beide Zeilen, die Kosten können nicht auf die beiden Kategorien aufgeschlüsselt werden.
BE	Anstalten Thorberg	***	***	***	***	***	**	**	**	Die Kosten können nicht in obige Kategorien unterteilt werden. Die Behandlungen werden von der Einweisungsbehörde vorfinanziert und wenn möglich bei den Krankenkassen zurückgefordert.
	Anstalten Witzwil	***	***	***	***	***	**	**	**	Rechnungen werden über Bern, Amt FB, abgewickelt. Die einweisenden Behörden bezahlen bei Therapien durch den Forensisch Psychiatrischen Dienst Bern ein erhöhtes Kostgeld, welches die Kosten des FPD deckt. Rückforderungen betr. Insassen aus dem Kanton Bern werden über Amt FB abgewickelt. Die Leistungen des FPD sind Krankenkassen anerkannt und werden zurückerstattet.
	Anstalten Hindelbank	***	***	***	***	***	**	**	**	Bei Insassinnen, welche eine Therapie des Forensisch Psychiatrischen Dienstes besuchen, wird ein erhöhtes Kostgeld verlangt. Die Kosten sind somit gedeckt. Je nachdem, ob es sich um eine störungs- oder deliktbezogene Therapie handelt, wird ein Teil der Kosten von der Krankenkasse zurück erstattet. Die Abwicklung der Rechnungen läuft über die Abteilung Straf- und Massnahmenvollzug. Bei den oben aufgeführten Zahlen, handelt es sich um den Aufwand, ohne Abzug von Rückerstattungen.
	Massnahmenzentrum St. Johannsen	***	***	***	***	***	100%			Die Frage ist unklar. Zu Kosten nach dem Vollzugsende können wir keine Angaben machen, sonst sind therapeutische Leistungen/psychiatrische/psychologische Behandlungen in den jeweiligen Kostgeldtarifen mit inbegriffen.
BL		***	***	***	***	***		Krankenkasse	Sozialhilfe	Vollzug, Gefängnisse: Ambulante Therapien sind grundsätzlich vom Verurteilten selber zu tragen. Ärztliche Kosten können via Krankenkasse abgerechnet werden. Zahlt diese nicht oder ist keine KK vorhanden (z.B. Illegale), übernimmt die Sozialhilfe gerichtlich angeordnete Behandlungskosten. Wir (Sicherheitsdirektion) sehen die meisten dieser Rechnungen nie. Arxhof: Teil des Gesamtkonzepts ist nicht einzeln nachweisbar.
BS		18'145.00	19'664.00	18'853.00	16'612.00	17'671.00		Krankenkasse		
FR		***	***	***	***	***	10%	90%		Les chiffres ci-dessus englobent les frais médicaux et les honoraires des médecins. Pour les Etablissements de Bellechasse sont comprises toutes les thérapies dispensées aux Etablissements de Bellechasse. C'est l'autorité de placement (SASPP) qui finance une partie de ces soins (notamment pour la part non-récupérable auprès de la caisse-maladie et pour les frais occasionnés par les personnes détenues sans caisse-maladie.

Kantone / cantons	Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Wer trägt die Kosten / qui prend en charge les coûts			Bemerkungen / Commentaires
	2007	2008	2009	2010	2011	Einweisungsbehörde / Autorité de placement	Gesundheit / Santé	Andere / Autre	
GE	***	***	***	***	***	Autorités de placement	caisse maladie		Nous sommes incapables de fournir un chiffre, car nous ne dissociions pas les frais médicaux somatiques des frais médicaux psychiatriques ou psychothérapeutiques. Certains frais médicaux sont parfois remboursables par les caisses maladies, pour autant que la personne dispose d'une assurance.
GL	***	***	***	***	***	**	**	**	
GR	***	***	***	***	***	100%			Keine Unterscheidung zwischen psychiatrischen Behandlungen und psychologisch-therapeutischen Behandlungen. Die Behandlungskosten werden durch die Krankenkassen übernommen, weshalb wir diesen Teil nicht beziffern können. Bei unseren oben aufgeführten Kosten handelt es sich um psychiatrische Gutachten/Expertisen etc.
JU	***	***	***	***	***	**	**	**	on ne peut pas distinguer les coûts pour les mesures psychiatriques et psychothérapeutiques
LU	***	***	***	***	***	Einweisungsbehörde	Krankenkasse		Die Kosten der weiteren therapeutischen, psychiatrischen und psychologischen Behandlungen werden von den Vollzugs- und Bewährungsdiensten nicht separat erfasst. Auch das Haft- und Untersuchungsgefängnis Grosshof kann diese Kosten nicht ausweisen, da sie grösstenteils von den Einweisungsbehörden, Sozialämtern, Krankenkassen, etc. getragen werden, und nur ein kleiner Teil durch den Grosshof übernommen werden muss. In der Strafanstalt Wauwilermoos werden die ambulanten Behandlungen von der Luzerner Psychiatrie wahrgenommen und den Insassen einzeln verrechnet. Dabei werden die Rechnungen entweder durch die Krankenkassen der Insassen abgerechnet oder den zuständigen Sozialämtern zur direkten Zahlung und zur Einreichung an die Krankenkassen weitergeleitet. Die Kosten für die stationären psychischen Behandlungen in Kliniken werden der einweisenden Behörde in Rechnung gestellt. Gleichenorts werden die Kosten für die psychologisch-therapeutischen Behandlungen über die Anstaltsrechnung den beauftragten, freischaffenden Psychologen gegen Rechnungsstellung direkt beglichen. Diese Kosten werden indirekt über ein höheres Kostgeld durch die einweisende Behörde abgegolten. Eine psychologisch-therapeutische Behandlung erfolgt nur durch eine gerichtliche Anordnung oder eine vorgängige Kostengutsprache der einweisenden Behörde.
NE	**	**	**	**	**	**	**	**	
NW	***	***	***	***	***		Krankenkasse		Die Behandlungen werden im Normalfall durch die KK übernommen. Bei allfälliger Kostenübertragung auf den Kanton wird wenn möglich Regress auf die Klientschaft genommen, sodass in diesem Bereich die Kosten für den Kanton (u.a. für Therapieberichte) gering gehalten werden können.
OW	*	*	*	*	*	*	*	*	Der Kanton Obwalden führt nur ein kleines Gefängnis in Sarnen, in welchem es keinen Massnahmenvollzug gibt. Entsprechend fallen im Gefängnis Sarnen keine weiteren therapeutischen, psychiatrischen und psychologischen Behandlungskosten an, weil es im Gefängnis in Sarnen gar keine derartigen Behandlungen gibt.
SG	***	***	***	***	***	**	**	**	Die Kosten werden nicht separat erfasst. Bei stationären Unterbringungen sind diese Kosten in den Kostgeldern enthalten. Bei ambulanten Behandlungen oder Behandlungen aufgrund von Weisungen gilt, dass die Kosten grundsätzlich von der verurteilten Person selber zu tragen sind. In besonderen Fällen können wir den Kanton an den Kosten beteiligen (wenn z.B. eine Krankenkasse eine bestimmte Behandlung nicht bezahlt und die verurteilte Person die Kosten nicht aus ihrem Arbeitserwerb finanzieren kann).
SH	***	***	***	***	***	**	**	**	Kosten nicht nachweisbar

Kantone / cantons		Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Wer trägt die Kosten / qui prend en charge les coûts			Bemerkungen / Commentaires
		2007	2008	2009	2010	2011	Einweisungsbehörde / Autorité de placement	Gesundheit / Santé	Andere / Au- tre	
SO	Untersuchungsgefängnisse Solothurn /Olten	36'000.00	36'000.00	36'000.00	36'000.00	36'000.00	Einweisungsbehörde			Für die Aufwendungen der Psychiatrie besteht eine Leistungsvereinbarung mit der Solothurner Spitäler AG. Die erbrachten Leistungen beschränken sich nicht nur auf direkte Leistungen am einzelnen Gefangenen sondern beinhalten auch Leistungen zu Gunsten der Institution. So zum Beispiel den interdisziplinären Austausch. Auch die Psychotherapeuten sind nebst den direkten Leistungen am Gefangenen in interdisziplinäre Teams eingebunden.
	Im Schache	190'000.00	190'000.00	190'000.00	190'000.00	190'000.00	Einweisungsbehörde			Für die Aufwendungen der Psychiatrie besteht eine Leistungsvereinbarung mit der Solothurner Spitäler AG. Die erbrachten Leistungen beschränken sich nicht nur auf direkte Leistungen am einzelnen Gefangenen sondern beinhalten auch Leistungen zu Gunsten der Institution. So zum Beispiel die Teilnahme an interdisziplinären Sitzungen usw. Die Zunahmen der Aufwendungen bei den psychologisch-therapeutischen Behandlungen sind auf den zusätzlichen Bedarf und die Einführung von Gruppentherapien zurückzuführen. Auch die Psychotherapeuten erbringen ihre Leistungen nicht nur direkt bei den Gefangenen, sondern sind in interdisziplinäre Teams eingebunden.
	Schöngrün	33'000.00	33'000.00	33'000.00	33'000.00	33'000.00	Einweisungsbehörde			Für die Aufwendungen der Psychiatrie besteht eine Leistungsvereinbarung mit der Solothurner Spitäler AG. Die erbrachten Leistungen beschränken sich nicht nur auf direkte Leistungen am einzelnen Gefangenen, sondern beinhalten auch Leistungen zu Gunsten der Institution. So zum Beispiel den interdisziplinären Austausch. Auch die Psychotherapeuten sind nebst den direkten Leistungen am Gefangenen in interdisziplinäre Teams eingebunden.
SZ		**	3'467.00	1'926.00	4'580.00	395.00	Einweisungsbehörde	Krankenkasse		Die Kosten des Jahres 2007 sind nicht feststellbar, da das Amt für Justizvollzug erst seit 2008 besteht. Bei diesen Kosten handelt sich um die Beträge, welche nicht von den Krankenkassen übernommen werden.
TG		***	***	***	***	***	**	**	**	Die Kosten lassen sich nicht ausfiltern, sie werden personenbezogen erfasst und nach Möglichkeit anderen Stellen (Krankenkasse) weiterbelastet.
TI		***	***	245'472.00	279'672.00	264'945.00	100%			Non disponiamo di dati dalle istituzioni sanitarie. Per le SC, il software di gestione dei detenuti non permette la distinzione dei costi per categorie particolari di detenuti e non disponiamo di una contabilità analitica per detenuto.
UR		***	***	***	***	***		Krankenkasse		Kosten nicht nachweisbar
VD		***	***	***	***	***	Autorités de placement (subsidiarement)	caisse maladie (prioritairement)		La convention passée avec le service médical de notre canton implique que les factures sont directement envoyées aux assurances maladie et que seul le solde nous est facturé. Notre méthode de comptabilisation ne permet pas de distinguer les frais inhérents aux soins psychiatriques et psychologiques des somatiques.
VS		***	***	***	***	***	**	**	**	coûts impossible à chiffrer
ZG	Strafanstalt Bostadel	18'145.00	19'664.00	18'853.00	16'612.00	17'671.00		Krankenkasse		Psychologischer Dienst / 200 Stellenprozent / Beträge inkl. Sozialleistungen
	Strafanstalt Zug	**	**	**	**	**				
	Justizvollzug	3'296.00	11'625.00	6'486.00	6'957.00	14'987.00	100%	n. nachweisbar	Verurteilter	Der Kostenträger (Krankenkasse) wird fallbezogen abgeklärt.

Kantone / cantons	Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Wer trägt die Kosten / qui prend en charge les coûts			Bemerkungen / Commentaires
	2007	2008	2009	2010	2011	Einweisungsbehörde / Autorité de placement	Gesundheit / Santé	Andere / Autre	
ZH	**	1'300'000.00	1'400'000.00	1'400'000.00	**	Einweisungsbehörde	Krankenkasse	Franchise, Selbstbehalt durch Insassen. Subsidiär durch Fürsorge	Kosten in der genannten pauschalen Art sind nicht nachweisbar. Wir können jedoch die Kosten der "Psychiatrischen Grundversorgung" und die Kosten der externen ambulanten Behandlungen (ohne Nachbehandlung 59er) aufführen. Die Kosten-Leistungs-Rechnung-Auswertungen des Jahres 2011 liegen noch nicht vor.
Total	298'586.00	1'613'420.00	1'950'590.00	1'983'433.00	574'669.00				

* keine Vollzugseinrichtungen / pas d'établissement d'exécution

** keine Antwort / données non communiquées

*** nicht nachweisbar / pas chiffrable

Anhang 8 : Kosten der weiteren psychologisch-therapeutischen Behandlungen
Annexe 8 : Coûts des autres soins thérapeutiques et psychologiques

Kantone / cantons	Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Wer trägt die Kosten / qui prend en charge les coûts			Bemerkungen / Commentaires
	2007	2008	2009	2010	2011	Einweisungs- behörde / Autorité de placement	Gesundheit / Santé	Andere / Autre	
AG	***	***	***	***	***	Einweisungsbe- hörde (subsidiär)	durch die Krankenkassen anerkannte Leistungen		Die Kosten für psychiatrische und psychologisch-therapeutische Behandlungen werden nicht separat ausgedrückt. Lediglich die von den Krankenkassen und Klienten nicht gedeckten Kosten werden von der Justizvollzugsbehörde bezahlt. Der Aufwand bezieht sich auf die ambulanten Behandlungen (Behandlungen bei stationären Klienten sind in den Kostgeldrechnungen enthalten und werden nicht separat ausgewiesen). Ein Grossteil der therapeutischen, psychiatrischen und psychologischen Behandlungskosten wird den Patienten direkt durch die behandelnden Stellen in Rechnung gestellt (und über die Krankenkassen abgerechnet).
AI	*	*	*	*	*	*	*	*	
AR	***	***	***	***	***	Einweisungsbe- hörde			Die Zahlen gelten für beide Zeilen, die Kosten können nicht auf die beiden Kategorien aufgeschlüsselt werden.
BE	Anstalten Thorberg	***	***	***	***	559'000.00	75%	25%	Die Kosten können nicht in obige Kategorien unterteilt werden. Die Behandlungen werden von der Einweisungsbehörde vorfinanziert und wenn möglich bei den Krankenkassen zurückgefordert.
	Anstalten Witzwil	***	***	***	***	191'000.00	75%	25%	Rechnungen werden über Bern, Amt FB, abgewickelt. Die einweisenden Behörden bezahlen bei Therapien durch den Forensisch Psychiatrischen Dienst Bern ein erhöhtes Kostgeld, welches die Kosten des FPD deckt. Rückforderungen betr. Insassen aus dem Kanton Bern werden über Amt FB abgewickelt. Die Leistungen des FPD sind Krankenkassen anerkannt und werden zurückerstattet.
	Anstalten Hindelbank	***	***	***	***	431'000.00	75%	25%	Bei Insassinnen, welche eine Therapie des Forensisch Psychiatrischen Dienstes besuchen, wird ein erhöhtes Kostgeld verlangt. Die Kosten sind somit gedeckt. Je nachdem, ob es sich um eine störungs- oder deliktbezogene Therapie handelt, wird ein Teil der Kosten von der Krankenkasse zurück erstattet. Die Abwicklung der Rechnungen läuft über die Abteilung Straf- und Massnahmenvollzug. Bei den oben aufgeführten Zahlen, handelt es sich um den Aufwand, ohne Abzug von Rückerstattungen.
	Massnahmen- zentrum St. Johannsen	***	***	***	***	***	100%		Die Frage ist unklar. Zu Kosten nach dem Vollzugsende können wir keine Angaben machen, sonst sind therapeutische Leistungen/psychiatrische/psychologische Behandlungen in den jeweiligen Kostgeldtarifen mit begriffen.
BL	***	***	***	***	***		Krankenkasse	grundsätzlich Verurteilte	Vollzug, Gefängnisse: Ambulante Therapien sind grundsätzlich vom Verurteilten selber zu tragen. Ärztliche Kosten können via Krankenkasse abgerechnet werden. Zahlt diese nicht oder ist keine KK vorhanden (z.B. Illegale), übernimmt die Sozialhilfe gerichtlich angeordnete Behandlungskosten. Wir (Sicherheitsdirektion) sehen die meisten dieser Rechnungen nie. Arxhof: Teil des Gesamtkonzepts ist nicht einzeln nachweisbar.
BS	302'585.00	304'878.00	307'171.00	309'465.00	314'378.40	Einweisungsbe- hörde			
FR	***	***	***	***	***	10%	90% (caisse maladie)		Les chiffres ci-dessus englobent les frais médicaux et les honoraires des médecins. Pour les EB sont comprises toutes les thérapies dispensées aux EB. C'est l'autorité de placement (SASPP) qui finance une partie de ces soins (notamment pour la part non-récupérable auprès de la caisse-maladie et pour les frais occasionnés par les personnes détenues sans caisse-maladie).

Kantone / cantons	Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Wer trägt die Kosten / qui prend en charge les coûts			Bemerkungen / Commentaires
	2007	2008	2009	2010	2011	Einweisungs- behörde / Autorité de placement	Gesundheit / Santé	Andere / Autre	
GE	***	***	***	***	***	autorités de placement	caisse maladie		Nous sommes incapables de fournir un chiffre, car nous ne dissociions pas les frais médicaux somatiques des frais médicaux psychiatriques ou psychothérapeutiques. Certains frais médicaux sont parfois remboursables par les caisses maladies, pour autant que la personne dispose d'une assurance.
GL	***	***	***	***	***	**	**	**	
GR	***	***	***	***	***	**	**	**	Keine Unterscheidung zwischen psychiatrischen Behandlungen und psychologisch-therapeutischen Behandlungen. Die Behandlungskosten werden durch die Krankenkassen übernommen, weshalb wir diesen Teil nicht beziffern können. Bei unseren oben aufgeführten Kosten handelt es sich um psychiatrische Gutachten/Expertisen etc.
JU	***	***	***	***	***	**	**	**	
LU	***	***	***	***	***	Einweisungsbe- hörde	Krankenkasse		Die Kosten der weiteren therapeutischen, psychiatrischen und psychologischen Behandlungen werden von den Vollzugs- und Bewährungsdiensten nicht separat erfasst. Auch das Haft- und Untersuchungsgefängnis Grosshof kann diese Kosten nicht ausweisen, da sie grösstenteils von den Einweisungsbehörden, Sozialämtern, Krankenkassen, etc. getragen werden, und nur ein kleiner Teil durch den Grosshof übernommen werden muss. In der Strafanstalt Wauwilermoos werden die ambulanten Behandlungen von der Luzerner Psychiatrie wahrgenommen und den Insassen einzeln verrechnet. Dabei werden die Rechnungen entweder durch die Krankenkassen der Insassen abgerechnet oder den zuständigen Sozialämtern zur direkten Zahlung und zur Einreichung an die Krankenkassen weitergeleitet. Die Kosten für die stationären psychischen Behandlungen in Kliniken werden der einweisenden Behörde in Rechnung gestellt. Gleichenorts werden die Kosten für die psychologisch-therapeutischen Behandlungen über die Anstaltsrechnung den beauftragten, freischaffenden Psychologen gegen Rechnungsstellung direkt beglichen. Diese Kosten werden indirekt über ein höheres Kostgeld durch die einweisende Behörde abgegolten. Eine psychologisch-therapeutische Behandlung erfolgt nur durch eine gerichtliche Anordnung oder eine vorgängige Kostengutsprache der einweisenden Behörde.
NE	**	**	**	**	**	**	**	**	
NW	***	***	***	***	***		Krankenkasse		Die Behandlungen werden im Normalfall durch die KK übernommen. Bei allfälliger Kostenübertragung auf den Kanton wird wenn möglich Regress auf die Klientschaft genommen, sodass in diesem Bereich die Kosten für den Kanton (u.a. für Therapieberichte) gering gehalten werden können.
OW	*	*	*	*	*	*	*	*	Der Kanton Obwalden führt nur ein kleines Gefängnis in Sarnen, in welchem es keinen Massnahmenvollzug gibt. Entsprechend fallen im Gefängnis Sarnen keine weiteren therapeutischen, psychiatrischen und psychologischen Behandlungskosten an, weil es im Gefängnis in Sarnen gar keine derartigen Behandlungen gibt.
SG	***	***	***	***	***	**	**	**	Die Kosten werden nicht separat erfasst. Bei stationären Unterbringungen sind diese Kosten in den Kostgeldern enthalten. Bei ambulanten Behandlungen oder Behandlungen aufgrund von Weisungen gilt, dass die Kosten grundsätzlich von der verurteilten Person selber zu tragen sind. In besonderen Fällen können wir den Kanton an den Kosten beteiligen (wenn z.B. eine Krankenkasse eine bestimmte Behandlung nicht bezahlt und die verurteilte Person die Kosten nicht aus ihrem Arbeiterwerb finanzieren kann).
SH	***	***	***	***	***	**	**	**	Kosten nicht nachweisbar

Kantone / cantons		Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Wer trägt die Kosten / qui prend en charge les coûts			Bemerkungen / Commentaires
		2007	2008	2009	2010	2011	Einweisungs- behörde / Autorité de placement	Gesundheit / Santé	Andere / Autre	
SO	Unter- suchungs- gefängnisse Solothurn / Olten	**	**	**	**	**	**	**	**	Für die Aufwendungen der Psychiatrie besteht eine Leistungsvereinbarung mit der Solothurner Spitäler AG. Die erbrachten Leistungen beschränken sich nicht nur auf direkte Leistungen am einzelnen Gefangenen sondern beinhalten auch Leistungen zu Gunsten der Institution. In den Untersuchungsgefängnissen stehen keine Psychotherapeuten zur Verfügung.
	Im Schache	206'000.00	236'000.00	251'000.00	256'000.00	292'000.00	Einweisungsbe- hörde			Für die Aufwendungen der Psychiatrie besteht eine Leistungsvereinbarung mit der Solothurner Spitäler AG. Die erbrachten Leistungen beschränken sich nicht nur auf direkte Leistungen am einzelnen Gefangenen sondern beinhalten auch Leistungen zu Gunsten der Institution. So zum Beispiel die Teilnahme an interdisziplinären Sitzungen usw. Die Zunahmen der Aufwendungen bei den psychologisch-therapeutischen Behandlungen sind auf den zusätzlichen Bedarf und die Einführung von Gruppentherapien zurückzuführen. Auch die Psychotherapeuten erbringen ihre Leistungen nicht nur direkt bei den Gefangenen sondern sind in interdisziplinäre Teams eingebunden.
	Schöngrün	88'000.00	88'000.00	85'000.00	88'000.00	90'000.00	Einweisungsbe- hörde			Für die Aufwendungen der Psychiatrie besteht eine Leistungsvereinbarung mit der Solothurner Spitäler AG. Die erbrachten Leistungen beschränken sich nicht nur auf direkte Leistungen am einzelnen Gefangenen sondern beinhalten auch Leistungen zu Gunsten der Institution. So zum Beispiel den interdisziplinären Austausch. Auch die Psychotherapeuten sind nebst den direkten Leistungen am Gefangenen in interdisziplinäre Teams eingebunden.
SZ		**	3'920.00	16'460.00	3'850.00	9'760.00	Einweisungsbe- hörde	Krankenkasse		Die Kosten des Jahres 2007 sind nicht feststellbar, da das Amt für Justizvollzug erst seit 2008 besteht. Bei diesen Kosten handelt sich um die Beträge, welche nicht von den Krankenkassen übernommen werden.
TG		***	***	***	***	***	**	**	**	Die Kosten lassen sich nicht ausfiltern, sie werden personenbezogen erfasst und nach Möglichkeit anderen Stellen (Krankenkasse) weiterbelastet.
TI		***	***	***	***	***	100%			Non disponiamo di dati dalle istituzioni sanitarie. Per le SC, il software di gestione dei detenuti non permette la distinzione dei costi per categorie particolari di detenuti e non disponiamo di una contabilità analitica per detenuto.
UR		***	***	***	***	***		Krankenkasse		Kosten nicht nachweisbar
VD		***	***	***	***	***	autorités de placement (subsidiareme nt)	caisse maladie (prioritairement)		La convention passée avec le service médical de notre canton implique que les factures sont directement envoyées aux assurances maladie et que seul le solde nous est facturé. Notre méthode de comptabilisation ne permet pas de distinguer les frais inhérents aux soins psychiatriques et psychologiques des somatiques.
VS		***	***	***	***	***	**	**	**	coûts impossible à chiffrer
ZG	Strafanstalt Bostadel	302'585.00	304'878.00	307'171.00	309'465.00	314'378.40	Einweisungsbe- hörde			Psychologischer Dienst / 200 Stellenprozent / Beträge inkl. Sozialleistungen
	Strafanstalt Zug	**	**	**	**	**				
	Justizvollzug	29'582.00	18'130.00	13'862.00	29'258.00	13'776.00	100%	n. nachweisbar	Verurteiler	Der Kostenträger (Krankenkasse) wird fallbezogen abgeklärt.

Kantone / cantons	Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Wer trägt die Kosten / qui prend en charge les coûts			Bemerkungen / Commentaires
	2007	2008	2009	2010	2011	Einweisungs- behörde / Autorité de placement	Gesundheit / Santé	Andere / Autre	
ZH	**	900'000.00	1'100'000.00	900'000.00	**	Einweisungsbe- hörde	Krankenkasse	Franchise, Selbstbehalt durch Insassen. Subsidiär durch Fürsorge	Kosten in der genannten pauschalen Art sind nicht nachweisbar. Wir können jedoch die Kosten der "Psychiatrischen Grundversorgung" und die Kosten der externen ambulanten Behandlungen (ohne Nachbehandlung 59er) aufführen. Die Kosten-Leistungs-Rechnung-Auswertungen des Jahres 2011 liegen noch nicht vor.
Total	928'752.00	1'855'806.00	2'080'664.00	1'896'038.00	2'215'292.80				

* keine Vollzugseinrichtungen / pas d'établissement d'exécution

** keine Antwort / données non communiquées

*** nicht nachweisbar / pas chiffrable

Anhang 9 : Kosten der psychiatrischen Behandlungen und der weiteren psychologisch-therapeutischen Behandlungen
Annexe 9 : Coûts des soins psychiatriques et des autres soins thérapeutiques et psychologiques

Kantone / cantons		Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Bemerkungen / Commentaires
		2007	2008	2009	2010	2011	
AG		100'000.00	90'000.00	85'000.00	160'000.00	100'000.00	Die Kosten für psychiatrische und psychologisch-therapeutische Behandlungen werden nicht separat ausgeschieden. Lediglich die von den Krankenkassen und Klienten nicht gedeckten Kosten werden von der Justizvollzugsbehörde bezahlt. Der Aufwand bezieht sich auf die ambulanten Behandlungen (Behandlungen bei stationären Klienten sind in den Kostgeldrechnungen enthalten und werden nicht separat ausgewiesen). Ein Grossteil der therapeutischen, psychiatrischen und psychologischen Behandlungskosten wird den Patienten direkt durch die behandelnden Stellen in Rechnung gestellt (und über die Krankenkassen abgerechnet).
AI		*	*	*	*	*	
AR		**	**	**	32'000.00	18'700.00	Die Zahlen gelten für beide Zeilen, die Kosten können nicht auf die beiden Kategorien aufgeschlüsselt werden.
BE	Anstalten Thorberg	**	**	**	**	559'000.00	Die Kosten können nicht in obige Kategorien unterteilt werden. Die Behandlungen werden von der Einweisungsbehörde vorfinanziert und wenn möglich bei den Krankenkassen zurückgefordert.
	Anstalten Witzwil	***	***	***	***	191'000.00	Rechnungen werden über Bern, Amt FB, abgewickelt. Die einweisenden Behörden bezahlen bei Therapien durch den Forensisch Psychiatrischen Dienst Bern ein erhöhtes Kostgeld, welches die Kosten des FPD deckt. Rückforderungen betr. Insassen aus dem Kanton Bern werden über Amt FB abgewickelt. Die Leistungen des FPD sind Krankenkassen anerkannt und werden zurückerstattet.
	Anstalten Hindelbank	***	***	***	***	431'000.00	Bei Insassinnen, welche eine Therapie des Forensisch Psychiatrischen Dienstes besuchen, wird ein erhöhtes Kostgeld verlangt. Die Kosten sind somit gedeckt. Je nachdem, ob es sich um eine störungs- oder deliktbezogene Therapie handelt, wird ein Teil der Kosten von der Krankenkasse zurück erstattet. Die Abwicklung der Rechnungen läuft über die Abteilung Straf- und Massnahmenvollzug. Bei den oben aufgeführten Zahlen, handelt es sich um den Aufwand, ohne Abzug von Rückerstattungen.
	Massnahmenzentrum St. Johannsen	***	***	***	***	***	Die Frage ist unklar. Zu Kosten nach dem Vollzugsende können wir keine Angaben machen, sonst sind therapeutische Leistungen/psychiatrische/psychologische Behandlungen in den jeweiligen Kostgeldtarifen mit inbegriffen.
BL		***	***	***	***	***	Vollzug, Gefängnisse: Ambulante Therapien sind grundsätzlich vom Verurteilten selber zu tragen. Ärztliche Kosten können via Krankenkasse abgerechnet werden. Zahlt diese nicht oder ist keine KK vorhanden (z.B. Illegale), übernimmt die Sozialhilfe gerichtlich angeordnete Behandlungskosten. Wir (Sicherheitsdirektion) sehen die meisten dieser Rechnungen nie. Arxhof: Teil des Gesamtkonzepts ist nicht einzeln nachweisbar.
BS		320'730.00	324'542.00	326'024.00	326'077.00	332'049.40	
FR		398'756.00	480'702.00	385'348.00	506'639.00	663'645.00	Les chiffres ci-dessus englobent les frais médicaux et les honoraires des médecins. Pour les EB sont comprises toutes les thérapies dispensées aux EB. C'est l'autorité de placement (SASPP) qui finance une partie de ces soins (notamment pour la part non-récupérable auprès de la caisse-maladie et pour les frais occasionnés par les personnes détenues sans caisse-maladie.
GE		***	***	***	***	***	Nous sommes incapables de fournir un chiffre, car nous ne dissociions pas les frais médicaux somatiques des frais médicaux psychiatriques ou psychothérapeutiques. Certains frais médicaux sont parfois remboursables par les caisses maladies, pour autant que la personne dispose d'une assurance.
GL		***	***	***	***	***	
GR		**	19'000.00	11'000.00	6'000.00	15'000.00	Keine Unterscheidung zwischen psychiatrischen Behandlungen und psychologisch-therapeutischen Behandlungen. Die Behandlungskosten werden durch die Krankenkassen übernommen, weshalb wir diesen Teil nicht beziffern können. Bei unseren oben aufgeführten Kosten handelt es sich um psychiatrische Gutachten/Expertisen etc.
JU		***	***	***	***	***	on ne peut pas distinguer les coûts pour les mesures psychiatriques et psychothérapeutiques

Kantone / cantons		Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Bemerkungen / Commentaires
		2007	2008	2009	2010	2011	
LU		146'000.00	141'000.00	120'000.00	131'000.00	191'000.00	Die Kosten der weiteren therapeutischen, psychiatrischen und psychologischen Behandlungen werden von den Vollzugs- und Bewährungsdiensten nicht separat erfasst. Auch das Haft- und Untersuchungsgefängnis Grosshof kann diese Kosten nicht ausweisen, da sie grösstenteils von den Einweisungsbehörden, Sozialämtern, Krankenkassen, etc. getragen werden, und nur ein kleiner Teil durch den Grosshof übernommen werden muss. In der Strafanstalt Wauwilermoos werden die ambulanten Behandlungen von der Luzerner Psychiatrie wahrgenommen und den Insassen einzeln verrechnet. Dabei werden die Rechnungen entweder durch die Krankenkassen der Insassen abgerechnet oder den zuständigen Sozialämtern zur direkten Zahlung und zur Einreichung an die Krankenkassen weitergeleitet. Die Kosten für die stationären psychischen Behandlungen in Kliniken werden der einweisenden Behörde in Rechnung gestellt. Gleichenorts werden die Kosten für die psychologisch-therapeutischen Behandlungen über die Anstaltsrechnung den beauftragten, freischaffenden Psychologen gegen Rechnungsstellung direkt beglichen. Diese Kosten werden indirekt über ein höheres Kostgeld durch die einweisende Behörde abgegolten. Eine psychologisch-therapeutische Behandlung erfolgt nur durch eine gerichtliche Anordnung oder eine vorgängige Kostengutsprache der einweisenden Behörde.
NE		**	**	**	**	**	
NW		***	***	***	***	***	Die Behandlungen werden im Normalfall durch die KK übernommen. Bei allfälliger Kostenübertragung auf den Kanton wird wenn möglich Regress auf die Klientschaft genommen, sodass in diesem Bereich die Kosten für den Kanton (u.a. für Therapieberichte) gering gehalten werden können
OW		*	*	*	*	*	Der Kanton Obwalden führt nur ein kleines Gefängnis in Sarnen, in welchem es keinen Massnahmenvollzug gibt. Entsprechend fallen im Gefängnis Sarnen keine weiteren therapeutischen, psychiatrischen und psychologischen Behandlungskosten an, weil es im Gefängnis in Sarnen gar keine derartigen Behandlungen gibt.
SG		***	***	***	***	***	Die Kosten werden nicht separat erfasst. Bei stationären Unterbringungen sind diese Kosten in den Kostgeldern enthalten. Bei ambulanten Behandlungen oder Behandlungen aufgrund von Weisungen gilt, dass die Kosten grundsätzlich von der verurteilten Person selber zu tragen sind. In besonderen Fällen können wir den Kanton an den Kosten beteiligen (wenn z.B. eine Krankenkasse eine bestimmte Behandlung nicht bezahlt und die verurteilte Person die Kosten nicht aus ihrem Arbeitserwerb finanzieren kann).
SH		***	***	***	***	***	Kosten nicht nachweisbar
SO	Untersuchungsgefängnisse Solothurn / Olten	36'000.00	36'000.00	36'000.00	36'000.00	36'000.00	Für die Aufwendungen der Psychiatrie besteht eine Leistungsvereinbarung mit der Solothurner Spitäler AG. Die erbrachten Leistungen beschränken sich nicht nur auf direkte Leistungen am einzelnen Gefangenen sondern beinhalten auch Leistungen zu Gunsten der Institution. In den Untersuchungsgefängnissen stehen keine Psychotherapeuten zur Verfügung.
	Im Schache	396'000.00	426'000.00	441'000.00	446'000.00	482'000.00	Für die Aufwendungen der Psychiatrie besteht eine Leistungsvereinbarung mit der Solothurner Spitäler AG. Die erbrachten Leistungen beschränken sich nicht nur auf direkte Leistungen am einzelnen Gefangenen sondern beinhalten auch Leistungen zu Gunsten der Institution. So zum Beispiel die Teilnahme an interdisziplinären Sitzungen usw. Die Zunahmen der Aufwendungen bei den Psychologisch-therapeutischen Behandlungen sind auf den zusätzlichen Bedarf und die Einführung von Gruppentherapien zurückzuführen. Auch die Psychotherapeuten erbringen ihre Leistungen nicht nur direkt bei den Gefangenen, sondern sind in interdisziplinäre Teams eingebunden.
	Schöngrün	121'000.00	121'000.00	118'000.00	121'000.00	123'000.00	Für die Aufwendungen der Psychiatrie besteht eine Leistungsvereinbarung mit der Solothurner Spitäler AG. Die erbrachten Leistungen beschränken sich nicht nur auf direkte Leistungen am einzelnen Gefangenen sondern beinhalten auch Leistungen zu Gunsten der Institution. So zum Beispiel den interdisziplinären Austausch. Auch die Psychotherapeuten sind nebst den direkten Leistungen am Gefangenen in interdisziplinäre Teams eingebunden.
SZ		**	7'387.00	18'386.00	8'430.00	10'155.00	Die Kosten des Jahres 2007 sind nicht feststellbar, da das Amt für Justizvollzug erst seit 2008 besteht. Bei diesen Kosten handelt sich um die Beträge, welche nicht von den Krankenkassen übernommen werden.
TG		***	***	***	***	***	Die Kosten lassen sich nicht ausfiltern, sie werden personenbezogen erfasst und nach Möglichkeit anderen Stellen (Krankenkasse) weiterbelastet.
TI		***	***	245'472.00	279'672.00	264'945.00	Non disponiamo di dati dalle istituzioni sanitarie. Per le SC, il software di gestione dei detenuti non permette la distinzione dei costi per categorie particolari di detenuti e non disponiamo di una contabilità analitica per detenuto. La cifra corrisponde alla remunerazione per gli interventi dei medici psichiatri incaricati. (2009:245472.-, 2010:279672.-, 2011:264945.-)
UR		***	***	***	***	***	Kosten nicht nachweisbar

Kantone / cantons		Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Bemerkungen / Commentaires
		2007	2008	2009	2010	2011	
VD		***	***	***	***	***	La convention passée avec le service médical de notre canton implique que les factures sont directement envoyées aux assurances maladie et que seul le solde nous est facturé. Notre méthode de comptabilisation ne permet pas de distinguer les frais inhérents aux soins psychiatriques et psychologiques des somatiques.
VS		***	***	***	***	***	coûts impossible à chiffrer
ZG	Strafanstalt Bostadel	320'730.00	324'542.00	326'024.00	326'077.00	332'049.40	Psychologischer Dienst / 200 Stellenprozent / Beträge inkl. Sozialleistungen
	Strafanstalt Zug	**	**	**	**	**	
	Justizvollzug	32'878.00	29'755.00	20'348.00	36'215.00	28'763.00	Der Kostenträger (Krankenkasse) wird fallbezogen abgeklärt.
ZH		**	2'200'000.00	2'500'000.00	2'300'000.00	**	Kosten in der genannten pauschalen Art sind nicht nachweisbar. Wir können jedoch die Kosten der "Psychiatrischen Grundversorgung" und die Kosten der externen ambulanten Behandlungen (ohne Nachbehandlung 59er) aufführen. Die Kosten-Leistungs-Rechnung-Auswertungen des Jahres 2011 liegen noch nicht vor.
Total		1'872'094.00	4'199'928.00	4'632'602.00	4'715'110.00	3'778'306.80	

* keine Vollzugseinrichtungen / pas d'établissement d'exécution

** keine Antwort / données non communiquées

*** nicht nachweisbar / pas chiffrable

Anhang 10 : Kosten für Drogenabgabe

Annexe 10 : Coûts de la remise de drogue

Kantone / cantons		Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Wer trägt die Kosten / qui prend en charge les coûts			Bemerkungen / Commentaires
		2007	2008	2009	2010	2011	Einweisungs- behörde / Autorité de placement	Gesundheit / Santé	Andere / Autre	
AG		*	*	*	*	*	*	*	*	In der Justizvollzugsanstalt Lenzburg wird keine Drogenabgabe vorgenommen.
AI		*	*	*	*	*	*	*	*	keine Vollzugseinrichtungen
AR		*	*	*	*	*	*	*	*	
BE	Anstalten Thorberg	400.00	2'900.00	3'900.00	1'800.00	2'500.00	100%			Thornberg : nur Methadonabgabe
	Anstalten Witzwil	**	**	**	**	**	**	**	**	
	Anstalten Hindelbank	**	**	**	**	**	100%			Im Aufwand sind alle Kosten für Medikamente und Methadon enthalten, eine Unterscheidung ist nicht möglich. Da das Methadon als normales Medikament eingekauft wird. Für eine Auswertung müsste anfangs Jahr definiert werden, was für Ergebnisse Ende Jahr ausgewertet werden, damit die Kontierung (Trennung des Aufwandes) so gemacht werden könnte)
	Massnahmenzen- trum St. Johannsen	*	*	*	*	*	*	*	*	Drogen werden keine abgegeben.
BL		***	***	***	***	***		Kranken- kasse	Ev. Sozialhilfe	Rechnungen gehen nur teilweise über Anstalten/Vollzugsbehörden, oft aber direkt zwischen Krankenkasse/Patient/Arzt. Kein "controlling" darüber (braucht es auch nicht, bzw. nicht mehr als bei den anderen Patienten/Gesundheitskosten).
BS		*	*	*	*	*	*	*	*	
FR		**	**	**	1'569.00	5'481.00	autorités de placement			Depuis août 2010 ce sont les autorités de placement qui paient la méthadone et Frs. 20.- par jour de détention pour la remise.
GE		***	***	***	***	***	autorités de placement	caisse maladie		Nous sommes incapables de fournir un chiffre, car nous ne dissociions pas les frais médicaux somatiques des frais médicaux psychiatriques ou psychothérapeutiques. Certains frais médicaux sont parfois remboursables par les caisses maladies, pour autant que la personne dispose d'une assurance.
GL		***	***	***	***	***	**	**	**	
GR		12'000.00	10'000.00	21'000.00	2'000.00	10'000.00	44%	56%		Nur die Kosten der Substanzen aufgeführt, die Personalkosten sowie auch die übrigen Kosten (Sachaufwand etc.) für die Drogenabgabe (Heroingestützte Behandlung; HeGeBe) nicht. Der Kostenteiler setzt sich gemäss Aufteilung der Weiterverrechnung an die Einweisungsbehörde und die Krankenkassen zusammen.
JU		***	***	***	***	***	**	**	**	
LU		***	***	***	***	***	Einweisungsbe- hörde	Kranken- kasse (im ambulantem Bereich)		Die Kosten für Drogenabgaben werden nicht separat erfasst.

Kantone / cantons	Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Wer trägt die Kosten / qui prend en charge les coûts			Bemerkungen / Commentaires	
	2007	2008	2009	2010	2011	Einweisungs- behörde / Autorité de placement	Gesundheit / Santé	Andere / Autre		
NE	**	**	**	**	**	**	**	**		
NW	***	***	***	***	***	**	**	**	Wie in den Konkordatsrichtlinien festgelegt, werden diese Kosten in erster Linie durch die Krankenkasse übernommen.	
OW	*	*	*	*	*	*	*	*	In kleinem Gefängnis in Sarnen gibt es keine therapeutischen, psychiatrischen und psychologischen Behandlungen. Insassen, die intensiv ärztlich betreut werden müssen und regelmässig Medikamente und Drogen benötigen, kommen nicht in das Gefängnis Sarnen, weil hier dazu keine ausreichende ärztliche Betreuung gewährleistet ist.	
SG	***	***	***	***	***	**	**	**	Die Kosten werden nicht separat erfasst. Solche Kosten werden gewöhnlich von der Krankenkasse finanziert.	
SH	**	**	**	**	**	**	**	**		
SO	Untersuchungsge- fängnisse Solothurn / Olten	5'000.00	5'000.00	5'000.00	5'000.00	5'000.00		Kranken- kasse 100%	In den Untersuchungsgefängnissen werden ausschliesslich Methadonprogramme bei Gefangenen (im Durchschnitt ca. 3) fortgesetzt. Beim ermittelten Wert handelt es somit um die Aufwendungen für die Substanz Methadon. Die Krankenkassen vergüten den auch ausserhalb der Gefängnismauern üblichen Betrag. Beim eingesetzten Betrag handelt es sich um einen Durchschnittswert. Die Kosten für Medikamente werden für jeden Gefangenen bei seiner persönlichen Krankenkasse zurückgefordert.	
	Im Schache	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	*	*	*	Im Therapiezentrum "Im Schache" werden keine Substitutionsprogramme (Methadon, HeGeBe) durchgeführt.
	Schöngrün	120'000.00	120'000.00	120'000.00	120'000.00	120'000.00	80%	20%		In den Substitutionsprogrammen Methadon und HeGeBe (Heroin Gestützte Behandlung) befanden sich im Schnitt der letzten Jahre 10-15 Gefangene. Der Anteil der Gefangenen im HeGeBe ist seit 2007 stark zurückgegangen. Von denen durch das BAG ursprünglich 15 bewilligten Plätzen wurden in den letzten 5 Jahren im Schnitt nur noch 5 beansprucht. Beim Kostenverteiler handelt es sich um einen Erfahrungswert. Die Krankenkassen vergüten für beide Programme die gleiche Pauschale pro Insassen und Tag wie sie dies auch ausserhalb der Gefängnismauern tun. Es muss jedoch darauf hingewiesen werden, dass für diese Programme nicht nur reine Medikamentenkosten (Anteil ca. 30'000 Franken) entstehen, sondern auch Kosten für das Fachpersonal (365 Tage à ca. 4 Stunden pro Tag) das diese Substitutionen verabreicht. Diese Kosten werden in erster Linie durch ein erhöhtes Kostgeld finanziert.
SZ	*	*	*	*	*	*	*	*	Es werden keine Drogen abgegeben, nur Methadon. Diese Kosten sind bei den Medikamenten mit eingerechnet. Es handelt sich um die Kosten des Kantonsgefängnisses Schwyz, Biberbrugg.	
TG	***	***	***	***	***	**	**	**	Die Kosten lassen sich nicht ausfiltern, sie werden personenbezogen erfasst und nach Möglichkeit anderen Stellen (Krankenkasse) weiterbelastet.	
TI	67'972.00	83'898	81'682.00	69'523.00	43'277.00	100%			I dati riguardano solo le SC e non comprendono le istituzioni sanitarie. Nella voce "Remise de drogues" é indicata la spesa per l'acquisto di metadone; nella voce "Médicaments" tutto il resto.	
UR	***	***	***	***	***	**	**	**		

Kantone / cantons	Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Wer trägt die Kosten / qui prend en charge les coûts			Bemerkungen / Commentaires
	2007	2008	2009	2010	2011	Einweisungs- behörde / Autorité de placement	Gesundheit / Santé	Andere / Autre	
VD	***	***	***	***	***	autorités de placement (subsidiäre)	caisse maladie (prioritaire)		les coûts sont noyés dans les autres coûts médicaux et ne peuvent pas être identifiés spécifiquement dans notre comptabilité.
VS	***	***	***	***	***	**	**	**	La responsabilité pour le Valais incombe au Réseau Santé Valais par un contrat de prestation pour la médecine pénitentiaire. Pour les placements hors canton, les frais médicaux (médecins, hôpitaux, pharmacies, etc.) sont payés par les Etablissements pénitentiaires globalement pour l'exécution des peines et des mesures. Les coûts spécifiques ne sont donc pas identifiables.
ZG	Strafanstalt Bostadel	*	*	*	*	*	*	*	
	Strafanstalt Zug	300.00	0.00	700.00	0.00	350.00	Krankenkasse	Strafanstalt	Kosten je nach Verfügbarkeit der Krankenkasse.
	Justizvollzug	**	**	**	**	**	**	**	
ZH	***	***	***	***	***	***	***	***	Eine prozentuale Differenzierung des Kostenträgers (Justizvollzug, Krankenkasse) ist nicht möglich. Grundsätzlich werden die Medikamentenkosten durch die Krankenkasse getragen. Rein vollzugsbedingte Untersuchungen (z.B. Drogenscreenings mittels Urinproben als Vorbedingung für Vollzugslockerungen) durch die Einweisungsbehörde.
Total	205'672.00	221'798.00	232'282.00	199'892.00	186'608.00				

* keine Drogenabgabe / pas de remise de drogue

** keine Antwort / données non communiquées

*** nicht nachweisbar / pas chiffrable

Anhang 11 : Kosten für Abgabe von Medikamenten
Annexe 11 : Coûts de la remise de médicaments

Kantone / cantons	Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Wer trägt die Kosten / qui prend en charge les coûts			Bemerkungen / Commentaires	
	2007	2008	2009	2010	2011	Justizvollzug / Exécution des peines	Gesundheit / Santé	Andere / Autre		
AG	**	**	**	**	**			Insasse	Die Kosten für Medikamente hat der Gefangene zu bezahlen.	
AI	*	*	*	*	*	*	*	*	keine Vollzugseinrichtungen	
AR	**	**	**	**	**		Krankenkassen (in der Regel)		Medikamentenkosten werden in der Regel von den Krankenkassen getragen.	
BE	Anstalten Thorberg	41'000.00	36'000.00	14'200.00	29'500.00	66'900.00	100%		Thornberg : nur Methadonabgabe	
	Anstalten Witzwil	27'700.00	36'500.00	47'700.00	10'500.00	14'000.00	100%		Die oben erwähnten Medikamente decken den Grundbedarf und Notfall-Erstbehandlungen. Weitere Kosten werden über die Krankenkassen der Gefangenen abgerechnet. Selbstbehalte werden grösstenteils durch die Gefangenen selbst oder Sozialdienste bezahlt. Die Abgabe von Methadon ist Krankenkassen anerkannt und somit durch die KK gedeckt.	
	Anstalten Hindelbank	66'000.00	49'900.00	55'900.00	63'300.00	60'900.00	Einweisungsbe- hörden	Krankenkassen	Insasse oder Familienangehörige	Im Aufwand sind alle Kosten für Medikamente und Methadon enthalten, eine Unterscheidung ist nicht möglich. Da das Methadon als normales Medikament eingekauft wird. Für eine Auswertung müsste anfangs Jahr definiert werden, was für Ergebnisse Ende Jahr ausgewertet werden, damit die Kontierung (Trennung des Aufwandes) so gemacht werden könnte.
	Massnahmen- zentrum St. Johannsen	17'700.00	28'800.00	24'300.00	24'400.00	26'200.00	100%			Die Medikamente decken den Grundbedarf und Notfall-Erstbehandlungen. Weitere Kosten werden über die Krankenkassen der Insassen abgerechnet. Selbstbehalte werden meist durch die Insassen selbst oder durch die Sozialdienste bezahlt.
BL	***	***	***	***	***		Krankenkasse	Ev. Sozialhilfe	Rechnungen gehen nur teilweise über Anstalten/Vollzugsbehörden, oft aber direkt zwischen Krankenkasse/Patient/Arzt. Kein "controlling" darüber (braucht es auch nicht, bzw. nicht mehr als bei den anderen Patienten/Gesundheitskosten).	
BS	74'391.00	114'225.00	105'399.00	78'385.00	110'071.00		80%	20% (Strafanstalt Bostadel)		
FR	40'798.00	47'010.00	44'563.00	49'448.00	66'906.00	10%	90% (caisse maladie)		Depuis août 2010 ce sont les autorités de placement qui paient la méthadone Frs. 20.- par jour de détention pour la remise.	
GE	***	***	***	***	***	autorités de placement	caisse maladie		Nous sommes incapables de fournir un chiffre, car nous ne dissociions pas les frais médicaux somatiques des frais médicaux psychiatriques ou psychothérapeutiques. Certains frais médicaux sont parfois remboursables par les caisses maladies, pour autant que la personne dispose d'une assurance.	
GL	***	***	***	***	***	**	**	**		
GR	19'000.00	18'000.00	10'000.00	22'000.00	11'000.00			Justizvollzugs- anstalten	Bei den Medikamenten werden die Kosten fast allesamt durch die Krankenkassen direkt übernommen, weshalb dieser Betrag von uns nicht ermittelt werden kann. Bei den oben aufgeführten Medikamentenkosten handelt es sich um Produkte, welche in kleinen Mengen durch den Anstaltsarzt oder durch den Gesundheitsdienst abgegeben werden. Auch das Verbandsmaterial etc. ist in diesen Zahlen enthalten. Die Personalkosten für die Medikamentenabgabe sind (Arzt/Gesundheitsdienst) nicht enthalten. Da es sich um Einzeldosis Abgaben an die Insassen handelt, werden die Kosten vollumfänglich durch die Justizvollzugsanstalten übernommen.	

Kantone / cantons	Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Wer trägt die Kosten / qui prend en charge les coûts			Bemerkungen / Commentaires
	2007	2008	2009	2010	2011	Justizvollzug / Exécution des peines	Gesundheit / Santé	Andere / Autre	
JU	***	***	***	***	***	**	**	**	L'autorité de placement paie dans un premier temps les frais de médicaments, puis demande le remboursement auprès des caisses maladies.
LU	**	**	**	**	242'157.00	Einweisungsbe- hörde (wenn nicht durch KK gedeckt)	Krankenkasse	Verurteilter	Die Kosten für Medikamente (inklusive ärztlicher Leistung), welche nicht im Rahmen des Straf- und Massnahmenvollzugs anfallen, werden erst bei den Vollzugs- und Bewährungsdiensten erst seit 2011 separat erfasst. In den beiden Gefängnissen werden die Kosten direkt den einweisenden Behörden, Sozialämtern und Krankenkassen weiterverrechnet. Nur die nicht individuell verschriebenen Medikamente wie gängige Hausmittel, Schmerztabletten, Erkältungsmittel, etc. werden über die Anstaltsrechnungen bezahlt und nicht weitergegeben. Die Kosten dafür belaufen sich auf wenige tausend Franken pro Jahr.
NE	**	**	**	**	**	**	**	**	
NW	***	***	***	***	***	**	**	**	Wie in den Konkordatsrichtlinien festgelegt, werden diese Kosten in erster Linie durch die Krankenkasse übernommen. Bei Insassen in Untersuchungshaft, werden die Kosten für Medikamente und ärztliche Leistungen der einweisenden Behörde verrechnet. Für Insassen im Strafvollzug (inkl. vorzeitiger Straf- und Massnahmenvollzug) werden pro Tag und Insasse Fr. 6.-- zu Lasten der Institution verrechnet, d.h. es werden nur Arzt-(Medikamenten) Rechnungen im Betrage von über Fr. 180.-- pro Monat weiter verrechnet, sofern die Kosten nicht durch die Krankenkasse übernommen werden.
OW	*	*	*	*	*	*	*	*	In kleinem Gefängnis in Sarnen gibt es keine therapeutischen, psychiatrischen und psychologischen Behandlungen. Insassen, die intensiv ärztlich betreut werden müssen und regelmässig Medikamente und Drogen benötigen, kommen nicht in das Gefängnis Sarnen, weil hier dazu keine ausreichende ärztliche Betreuung gewährleistet ist.
SG	***	***	***	***	***	**	**	**	Die Kosten werden nicht separat erfasst. Solche Kosten werden gewöhnlich von der Krankenkasse finanziert. Wir haben die Kosten für medizinische Leistungen (eingeschlossen Arzthonorare) erfasst, die vom Justizvollzug getragen werden müssen. Diese betragen 2007 Fr. 230'166, 2008 Fr. 153'949, 2009 Fr. 181'215, 2010 Fr. 271'135 und 2011 Fr. 213'952.
SH	14'910.00	8'634.00	12'111.00	34'371.00	12'280.00			Gefängnis	
SO	Untersuchungsge- fängnisse Solethurn/Olten	45'000.00	45'000.00	45'000.00	45'000.00	45'000.00		Krankenkasse (sofern kostenpflichtig)	In den Untersuchungsgefängnissen werden ausschliesslich Methadonprogramme bei Gefangenen (im Durchschnitt ca. 3) fortgesetzt. Beim ermittelten Wert handelt es somit um die Aufwendungen für die Substanz Methadon. Die Krankenkassen vergüten den auch ausserhalb der Gefängnismauern üblichen Betrag. Beim eingesetzten Betrag handelt es sich um einen Durchschnittswert. Die Kosten für Medikamente werden für jeden Gefangenen bei seiner persönlichen Krankenkasse zurückgefordert.
	Im Schache	20'000.00	20'000.00	20'000.00	20'000.00	20'000.00	Einweisungsbe- hörde	Krankenkasse (sofern kostenpflichtig)	Bei den Aufwendungen für Medikamente handelt es sich um einen durchschnittlichen Erfahrungswert während den letzten Jahren. Die Kosten für die Medikamente werden für jeden Gefangenen bei seiner persönlichen Krankenkasse zurückgefordert.
	Schöngrün	30'000.00	30'000.00	30'000.00	30'000.00	30'000.00	10%	90% (sofern kostenpflichtig)	Bei den Aufwendungen für die Medikamente handelt es sich um einen durchschnittlichen Erfahrungswert während den letzten Jahren. Die Kosten für die kassenpflichtigen Medikamente werden für jeden Gefangenen bei seiner persönlichen Krankenkasse zurückgefordert.
SZ	**	5'100.00	9'187.00	4'495.00	5'557.00	100%			Diese Kosten für Methadon sind bei den Medikamenten mit eingerechnet. Es handelt sich um die Kosten des Kantonsgefängnisses Schwyz, Biberbrugg.

Kantone / cantons	Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Wer trägt die Kosten / qui prend en charge les coûts			Bemerkungen / Commentaires	
	2007	2008	2009	2010	2011	Justizvollzug / Exécution des peines	Gesundheit / Santé	Andere / Autre		
TG	***	***	***	***	***	**	**	**	Die Kosten lassen sich nicht ausfiltern, sie werden personenbezogen erfasst und nach Möglichkeit anderen Stellen (Krankenkasse) weiterbelastet.	
TI	49'152.00	83'080.00	65'667.00	99'719.00	65'006.00	100%			I dati riguardano solo le SC e non comprendono le istituzioni sanitarie. Nella voce "Remise de drogues" é indicata la spesa per l'acquisto di metadone; nella voce "Médicaments" tutto il resto.	
UR	***	***	***	***	***	**	**	**		
VD	***	***	***	***	***	autorités de placement (subsidaire)	caisse maladie (prioritaire)		les coûts sont noyés dans les autres coûts médicaux et ne peuvent pas être identifiés spécifiquement dans notre comptabilité.	
VS	***	***	***	***	***	**	**	**	La responsabilité pour le Valais incombe au Réseau Santé Valais par un contrat de prestation pour la médecine pénitentiaire. Pour les placements hors canton, les frais médicaux (médecins, hôpitaux, pharmacies, etc.) sont payés par les Etablissements pénitentiaires globalement pour l'exécution des peines et des mesures. Les coûts spécifiques ne sont donc pas identifiables.	
ZG	Strafanstalt Bostadel	74'391.00	114'225.00	105'399.00	78'385.00	110'071.00		80%	20% (Strafanstalt Bostadel)	
	Strafanstalt Zug	40'000.00	**	**	**	**		Krankenkasse	Strafanstalt	Kosten je nach Verfügbarkeit der Krankenkasse. Medikamente. Durchschnittswert.
	Justizvollzug	**	**	**	**	**	**	**	**	
ZH	330'000.00	330'000.00	330'000.00	400'000.00	430'000.00	Einweisungsbe hörde	Krankenkasse	Franchise, Selbstbehalt durch Insassen. Subsidiär durch Fürsorge	Eine prozentuale Differenzierung des Kostenträgers (Justizvollzug, Krankenkasse) ist nicht möglich. Grundsätzlich werden die Medikamentenkosten durch die Krankenkasse getragen. Rein vollzugsbedingte Untersuchungen (z.B. Drogenscreenings mittels Urinproben als Vorbedingung für Vollzugslockerungen) durch die Einweisungsbehörde.	
Total	890'042.00	966'474.00	919'426.00	989'503.00	1'316'048.00					

* keine Abgabe von Medikamenten / pas de remise de médicaments

** keine Antwort / données non communiquées

*** nicht nachweisbar / pas chiffrable

Anhang 12 : Kosten für Abgabe von Drogen oder Medikamenten
Annexe 12 : Coûts de remise de drogue ou de médicaments

Kantone / cantons	Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Bemerkungen / Commentaires	
	2007	2008	2009	2010	2011		
AG	**	**	**	**	**	In der Justizvollzugsanstalt Lenzburg wird keine Drogenabgabe vorgenommen. Die Kosten für Medikamente hat der Gefangene zu bezahlen.	
AI	*	*	*	*	*	keine Vollzugseinrichtungen	
AR	***	***	***	***	***	Es gibt keine Drogenabgabe. Medikamentenkosten werden in der Regel von den Krankenkassen getragen.	
BE	Anstalten Thorberg	41'400.00	38'900.00	18'100.00	31'300.00	69'400.00	Thornberg : nur Methadonabgabe
	Anstalten Witzwil	27'700.00	36'500.00	47'700.00	10'500.00	14'000.00	Die oben erwähnten Medikamente decken den Grundbedarf und Notfall-Erstbehandlungen. Weitere Kosten werden über die Krankenkassen der Gefangenen abgerechnet. Selbstbehalte werden grösstenteils durch die Gefangenen selbst oder Sozialdienste bezahlt. Die Abgabe von Methadon ist Krankenkassen anerkannt und somit durch die KK gedeckt.
	Anstalten Hindelbank	66'000.00	49'900.00	55'900.00	63'300.00	60'900.00	Im Aufwand sind alle Kosten für Medikamente und Methadon enthalten. Eine Unterscheidung ist nicht möglich, da das Methadon als normales Medikament eingekauft wird. Für eine Auswertung müsste anfangs Jahr definiert werden, was für Ergebnisse Ende Jahr ausgewertet werden möchte, damit die Kontierung (Trennung des Aufwandes) so gemacht werden könnte.
	Massnahmenzentrum St. Johannsen	17'700.00	28'800.00	24'300.00	24'400.00	26'200.00	Drogen werden keine abgegeben. Die Medikamente decken den Grundbedarf und Notfall-Erstbehandlungen. Weitere Kosten werden über die Krankenkassen der Insassen abgerechnet. Selbstbehalte werden meist durch die Insassen selbst oder durch die Sozialdienste bezahlt.
BL	***	***	***	***	***	Rechnungen gehen nur teilweise über Anstalten/Vollzugsbehörden, oft aber direkt zwischen Krankenkasse/Patient/Arzt. Kein "Controlling" darüber (braucht es auch nicht, bzw. nicht mehr als bei den anderen Patienten/Gesundheitskosten).	
BS	74'391.00	114'225.00	105'399.00	78'385.00	110'071.00		
FR	40'798.00	47'010.00	44'563.00	51'017.00	72'387.00	Depuis août 2010 ce sont les autorités de placement qui paient la méthadone Frs. 20.- par jour de détention pour la remise.	
GE	***	***	***	***	***	Nous sommes incapables de fournir un chiffre, car nous ne dissociions pas les frais médicaux somatiques des frais médicaux psychiatriques ou psychothérapeutiques. Certains frais médicaux sont parfois remboursables par les caisses maladies, pour autant que la personne dispose d'une assurance.	
GL	***	***	***	***	***		
GR	31'000.00	28'000.00	31'000.00	24'000.00	21'000.00	Nur die Kosten der Substanzen aufgeführt, die Personalkosten sowie auch die übrigen Kosten (Sachaufwand etc.) für die Drogenabgabe (Heroingestützte Behandlung; HeGeBe) nicht. Der Kostenteiler setzt sich gemäss Aufteilung der Weiterverrechnung an die Einweisungsbehörde und die Krankenkassen zusammen. Bei den Medikamenten werden die Kosten fast allesamt durch die Krankenkassen direkt übernommen, weshalb dieser Betrag von uns nicht ermittelt werden kann. Bei den oben aufgeführten Medikamentenkosten handelt es sich um Produkte, welche in kleinen Mengen durch den Anstaltsarzt oder durch den Gesundheitsdienst abgegeben werden. Auch das Verbandsmaterial etc. ist in diesen Zahlen enthalten. Die Personalkosten für die Medikamentenabgabe sind (Arzt/Gesundheitsdienst) nicht enthalten. Da es sich um Einzeldosis Abgaben an die Insassen handelt, werden die Kosten vollumfänglich durch die Justizvollzugsanstalten übernommen.	
JU	***	***	***	***	***	L'autorité de placement paie dans un premier temps les frais relatifs aux médicaments puis demande le remboursement auprès des caisses maladie.	
LU	**	**	**	**	242'157.00	Die Kosten für Drogenabgaben werden nicht separat erfasst. Die Kosten für Medikamente (inklusive ärztlicher Leistung), welche nicht im Rahmen des Straf- und Massnahmenvollzugs anfallen, werden bei den Vollzugs- und Bewährungsdiensten erst seit 2011 separat erfasst. In den beiden Gefängnissen werden die Kosten direkt den einweisenden Behörden, Sozialämtern und Krankenkassen weiterverrechnet. Nur die nicht individuell verschriebenen Medikamente wie gängige Hausmittel, Schmerztabletten, Erkältungsmittel, etc. werden über die Anstaltsrechnungen bezahlt und nicht weitergegeben. Die Kosten dafür belaufen sich auf wenige tausend Franken pro Jahr.	
NE	**	**	**	**	**		

Kantone / cantons		Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Bemerkungen / Commentaires
		2007	2008	2009	2010	2011	
NW		***	***	***	***	***	Wie in den Konkordatsrichtlinien festgelegt, werden diese Kosten in erster Linie durch die Krankenkasse übernommen. Bei Insassen in Untersuchungshaft, werden die Kosten für Medikamente und ärztliche Leistungen der einweisenden Behörde verrechnet. Für Insassen im Strafvollzug (inkl. vorzeitiger Straf- und Massnahmenvollzug) werden pro Tag und Insasse Fr. 6.-- zu Lasten der Institution verrechnet, d.h. es werden nur Arzt-(Medikamenten) Rechnungen im Betrage von über Fr. 180.-- pro Monat weiter verrechnet, sofern die Kosten nicht durch die Krankenkasse übernommen werden.
OW		*	*	*	*	*	In kleinem Gefängnis in Sarnen gibt es keine therapeutischen, psychiatrischen und psychologischen Behandlungen. Insassen, die intensiv ärztlich betreut werden müssen und regelmässig Medikamente und Drogen benötigen, kommen nicht in das Gefängnis Sarnen, weil hier dazu keine ausreichende ärztliche Betreuung gewährleistet ist.
SG		***	***	***	***	***	Die Kosten werden nicht separat erfasst. Solche Kosten werden gewöhnlich von der Krankenkasse finanziert. Wir haben die Kosten für medizinische Leistungen (eingeschlossen Arzthonorare) erfasst, die vom Justizvollzug getragen werden müssen. Diese betragen 2007 Fr. 230'166, 2008 Fr. 153'949, 2009 Fr. 181'215, 2010 Fr. 271'135 und 2011 Fr. 213'952.
SH		14'910.00	8'634.00	12'111.00	34'371.00	12'280.00	
SO	Untersuchungs- Gefängnisse Solothurn/Olten	50'000.00	50'000.00	50'000.00	50'000.00	50'000.00	In den Untersuchungsgefängnissen werden ausschliesslich Methadonprogramme bei Gefangenen (im Durchschnitt ca. 3) fortgesetzt. Beim ermittelten Wert handelt es somit um die Aufwendungen für die Substanz Methadon. Die Krankenkassen vergüten den auch ausserhalb der Gefängnismauern üblichen Betrag. Beim eingesetzten Betrag handelt es sich um einen Durchschnittswert. Die Kosten für Medikamente werden für jeden Gefangenen bei seiner persönlichen Krankenkasse zurückgefordert.
	Im Schache	20'000.00	20'000.00	20'000.00	20'000.00	20'000.00	Im Therapiezentrum "Im Schache" werden keine Substitutionsprogramme (Methadon, HeGeBe) durchgeführt. Bei den Aufwendungen für Medikamente handelt es sich um einen durchschnittlichen Erfahrungswert während den letzten Jahren. Die Kosten für die Medikamente werden für jeden Gefangenen bei seiner persönlichen Krankenkasse zurückgefordert.
	Schöngrün	150'000.00	150'000.00	150'000.00	150'000.00	150'000.00	In den Substitutionsprogrammen Methadon und HeGeBe (Heroin Gestützte Behandlung) befanden sich im Schnitt der letzten Jahre 10-15 Gefangene. Der Anteil der Gefangenen im HeGeBe ist seit 2007 stark zurückgegangen. Von denen durch das BAG ursprünglich 15 bewilligten Plätzen wurden in den letzten 5 Jahren im Schnitt nur noch 5 beansprucht. Beim Kostenverteiler handelt es sich um einen Erfahrungswert. Die Krankenkassen vergüten für beide Programme die gleiche Pauschale pro Insassen und Tag wie sie dies auch ausserhalb der Gefängnismauern tun. Es muss jedoch darauf hingewiesen werden, dass für diese Programme nicht nur reine Medikamentenkosten (Anteil ca. 30'000 Franken) entstehen, sondern auch Kosten für das Fachpersonal (365 Tage à ca. 4 Stunden pro Tag) das diese Substitutionen verabreicht. Diese Kosten werden in erster Linie durch ein erhöhtes Kostgeld finanziert. Bei den Aufwendungen für die Medikamente handelt es sich um einen durchschnittlichen Erfahrungswert während den letzten Jahren. Die Kosten für die Kassenpflichtigen Medikamente werden für jeden Gefangenen bei seiner persönlichen Krankenkasse zurückgefordert.
SZ		**	5'100.00	9'187.00	4'495.00	5'557.00	Es werden keine Drogen abgegeben, nur Methadon. Diese Kosten sind bei den Medikamenten mit eingerechnet. Es handelt sich um die Kosten des Kantonsgefängnisses Schwyz, Biberbrugg.
TG		***	***	***	***	***	Die Kosten lassen sich nicht ausfiltern, sie werden personenbezogen erfasst und nach Möglichkeit anderen Stellen (Krankenkasse) weiterbelastet.
TI		117'124.00	166'978.00	147'349.00	169'242.00	108'283.00	I dati riguardano solo le SC e non comprendono le istituzioni sanitarie. Nella voce "Remise de drogues" é indicata la spesa per l'acquisto di metadone; nella voce "Médicaments" tutto il resto.
UR		***	***	***	***	***	
VD		***	***	***	***	***	les coûts sont noyés dans les autres coûts médicaux et ne peuvent pas être identifiés spécifiquement dans notre comptabilité.
VS		***	***	***	***	***	La responsabilité pour le Valais incombe au Réseau Santé Valais par un contrat de prestation pour la médecine pénitentiaire. Pour les placements hors canton, les frais médicaux (médecins, hôpitaux, pharmacies, etc.) sont payés par les Etablissements pénitentiaires globalement pour l'exécution des peines et des mesures. Les coûts spécifiques ne sont donc pas identifiables.

Kantone / cantons		Bruttokosten (Sfr.) / Coûts bruts (Frs.)					Bemerkungen / Commentaires
		2007	2008	2009	2010	2011	
ZG	Strafanstalt Bostadel	74'391.00	114'225.00	105'399.00	78'385.00	110'071.00	
	Strafanstalt Zug	40'300.00	0.00	700.00	0.00	350.00	Kosten je nach Verfügbarkeit der Krankenkasse. Medikamente. Durchschnittswert.
	Justizvollzug	**	**	**	**	**	
ZH		330'000.00	330'000.00	330'000.00	400'000.00	430'000.00	Eine prozentuale Differenzierung des Kostenträgers (Justizvollzug, Krankenkasse) ist nicht möglich. Grundsätzlich werden die Medikamentenkosten durch die Krankenkasse getragen. Rein vollzugsbedingte Untersuchungen (z.B. Drogenscreenings mittels Urinproben als Vorbedingung für Vollzugslockerungen) durch die Einweisungsbehörde.
Total		1'095'714.00	1'188'272.00	1'151'708.00	1'189'395.00	1'502'656.00	

* keine Abgabe von Drogen oder Medikamenten / pas de remise de drogue ou de médicaments

** keine Antwort / données non communiquées

*** nicht nachweisbar / pas chiffrable

Anhang 13: Müssen die Insassen Radio- und TV-Empfangsgebühren selber bezahlen?

Annexe 13 : Les détenus doivent-ils payer eux-mêmes la redevance radio et télévision?

Kantone / cantons	ja / oui	nein / non	Betrag / montant	Bemerkungen / Commentaires
AG	1		Frs. 300.-/an	Die Gefangenen entrichten in der Justizvollzugsanstalt Lenzburg pro Monat CHF 25.-, womit auch die Radio- und TV-Empfangsgebühren finanziert werden.
AI	*	*	*	
AR	1		Frs. 330.-/an	Die Insassen bezahlen eine Miete für TV-Geräte in erwähntem Umfang.
BE	Anstalten Thorberg	1		
	Anstalten Witzwil	1	Frs. 237.25/Jahr	Pro Tag wird den Gefangenen Sfr. 0.65 verrechnet. Dies wird ab Freikonto bezahlt. Die Gefangenen können freiwillig das TV Gerät abgeben und bezahlen danach keine Miete mehr.
	Anstalten Hindelbank	1	Frs. 201.-/Jahr	
	Massnahmenzentrum St. Johannsen	1	Frs. 264.-/Jahr	Pro Monat werden dem Insassen CHF 12.00 für TV-Miete plus CHF 10.00 für Strom auf dem Freikonto belastet.
BL	1		Frs. 365.-/an	Gefängnisse: 1 Franken pro Vollzugstag; das finanziert nicht nur die Gebühren, sondern auch die TV-Geräte etc., dieser Bereich ist selbsttragend. MJZE Arxhof: keine TV auf den Zimmern, nur Gruppenraum/Cafeteria => keine Belastung an Insassen.
BS	1		Frs. 240.-/an	
FR		1		Les détenus (Prison centrale et Etablissements de Bellechasse) louent la TV aux établissements respectifs.
GE		1		
GL		1		
GR		1		Die Radio- und TV-Empfangsgebühren werden durch die Justizvollzugsanstalten bezahlt. Die Insassen beteiligen sich indirekt an den Kosten, indem sie pro Insassentag CHF 0,80 TV-Miete bezahlen müssen (Einnahmen total rund CHF 29'000.-/Jahr). Die Radio- und TV-Empfangsgebühren betragen im 2011 rund CHF 2'700.- Mit den durch die TV-Miete eingenommenen Beträgen werden der Betrieb, der Unterhalt sowie die Anschaffung von TV-Geräten vollumfänglich durch die Insassen bezahlt.
JU		1		
LU	1		zwischen Frs. 200.- und Frs. 365.-/Jahr	Denkbar ist im offenen Vollzug auch nur die Signalmiete ohne Gerät, wenn z.B. ein PC verwendet wird, dabei reduziert sich der Betrag auf Fr. 127.- p.a. Mit den Erträgen werden die Geräte und die TV-Netzgebühren vollständig bezahlt.
NE	**	**	**	
NW	1		Sfr. 1.20/Tag	
OW		1		
SG		1		Der Radioempfang ist teilweise über eingebaute Anlagen in beschränktem Umfang möglich und kostenlos. Fernsehgeräte können die gefangenen Personen mieten (Fr. 1.-/Tag). Damit werden die Kosten für Geräte sowie die Gebühren gedeckt.
SH	1		Sfr. 1.50/Tag	

Kantone / cantons		ja / oui	nein / non	Betrag / montant	Bemerkungen / Commentaires
SO	Untersuchungsgefängnisse Solothurn/Olten	1		Frs. 365.-/Jahr	Der private Besitz eines TV-Gerätes ist nicht gestattet. Dieses muss gemietet werden. Die Miete eines solchen Gerätes beträgt Frs. 365.- für zwölf Monate. In diesen Mietpreisen sind die Empfangsgebühren enthalten. Mittellosen Insassen und Ausschaffungshäftlingen wird das Gerät ohne Kostenfolge zur Verfügung gestellt.
	Im Schache	1		Frs. 300.-/Jahr	Der Gefangene darf mit entsprechender Bewilligung ein privates Musik-/Hi-Fi-Gerät nutzen. Der private Besitz eines TV-Gerätes ist nicht gestattet. Die Miete eines solchen Gerätes beträgt in den ersten 12 Monaten seines Aufenthalts Fr. 300.-, ab dem 13. Monat seines Aufenthalts Fr. 180.- im Jahr. In diesen Mietpreisen sind die Empfangsgebühren enthalten. Es ist äusserst selten, dass ein Insasse keinen Fernseher mietet.
	Schöngrün	1		Frs. 300.-/Jahr	Der Gefangene darf mit entsprechender Bewilligung ein privates Musik-/Hi-Fi-Gerät nutzen. Der private Besitz eines TV-Gerätes ist nicht gestattet. Die Miete eines solchen Gerätes beträgt in den ersten 12 Monaten seines Aufenthalts Fr. 300.-, ab dem 13. Monat seines Aufenthalts Fr. 180.- im Jahr. In diesen Mietpreisen sind die Empfangsgebühren enthalten. Es ist äusserst selten, dass ein Insasse keinen Fernseher mietet.
SZ			1		
TG		1		Sfr. 1.-/Tag	
TI		1		Frs. 228.-/anno	si tratta della partecipazione ai costi per l'abbonamento a via cavo, 19 franchi mensili.
UR		*	*	*	Da der Kanton Uri kein eigenes Gefängnis mit Standort in Uri hat, verweisen wir hier auf die Zahlen des Kantons Nidwalden, da Uri und Nidwalden zusammen ein Gefängnis in Stans betreiben.
VD		1		Frs. 30.-/mois	facturé au prorata du nombre de jours de détention. Facturé globalement pour la mise à disposition de la télévision, la redevance radio/TV et l'accès à un ordinateur. La proportion au sein de ce montant de la redevance dépend de la commune dans laquelle est situé l'établissement.
VS			1		La redevance est payée par les Etablissements pénitentiaires. Une location pour la TV est facturée Frs. 1.-/jour pour les détenus en exécution de peine.
ZG	Strafanstalt Bostadel	1		Sfr. 240.-/Jahr	TV-Miete inkl. Gebühren
	Strafanstalt Zug	1		Sfr. 365.-/Jahr	Beitrag ist absolut kostendeckend
	Justizvollzug	**	**	**	
ZH		1		Sfr. 240.-/Jahr	

* keine Vollzugseinrichtungen / pas d'établissement d'exécution

** keine Antwort / données non communiquées

*** nicht nachweisbar / pas chiffrable

Anhang 14 : Durchschnittlicher Bruttoertrag der Anstalten durch Gefangenearbeit (2007 bis 2010)

Annexe 14 : Montant annuel brut moyen des recettes procurées par le travail des détenus aux établissements pénitentiaires (2007 à 2010)

Kantone / cantons	Bruttoertrag (Sfr.) / recettes brutes (Frs.) 2007-2010	Bemerkungen / Commentaires	
AG	fr. 5'300'000.00	Beim erwirtschafteten Bruttoertrag fehlen, da nicht weiter übertragbar, die Leistungen der Hauswirtschaft (Küche), der internen Wäscherei, des Bau- und Unterhaltsdienstes sowie des Reinigungsdienstes.	
AI	*		
AR	fr. 1'000'000.00	Die genannten 1 Mio. Franken sind die Bruttoerträge der Werkstätten.	
BE	Anstalten Thorberg	fr. 1'000'000.00	
	Anstalten Witzwil	fr. 4'250'000.00	
	Anstalten Hindelbank	fr. 932'000.00	Da keine innerbetriebliche Leistungsverrechnung gemacht wird, können diese Erträge nicht ausgewiesen werden.
	Massnahmenzentrum St. Johannsen	fr. 2'100'000.00	Das Arbeitsplatzangebot wird nach den Fähigkeiten und den therapeutischen Bedürfnissen der Insassen ausgestaltet.
BL	*	Gefängnisse : keine Arbeit im Sinne des StGB, sondern freiwillige "Heimarbeit". Es wird nur ein Unkostenanteil von 15-30% abgezogen, der übrige Teil geht an Insassen. Gesamtvolumen im Schnitt der letzten Jahre ca. 85'000 CHF. MJZE Arxhof: Es ist nicht berechenbar, welche Anteile der Erträge aus Waren/Dienstleistungen an Dritte den Insassen und welche den Mitarbeitenden (Lehrmeistern etc.) zuzurechnen wären. Schwerpunkt liegt auf Berufsausbildung, nicht auf Ertrag.	
BS	fr. 3'351'157.00		
FR	fr. 446'806.00	Il s'agit des prestations de service pour des tiers.	
GE	fr. 35'000.00		
GL	***		
GR	fr. 3'456'000.00		
JU	fr. 0.00		
LU	fr. 4'715'000.00	Die Strafanstalt Wauwilermoos ist mit dem offenen Strafvollzug vorwiegend im landwirtschaftlichen Bereich tätig und weist relativ grosse Umsätze aus, während der Grosshof eher im Montage- und Abpackbereich arbeitet. Die Bruttoerträge für Hauswirtschaft und Gebäudeunterhalt werden nicht erhoben.	
NE	**		
NW	fr. 98'000.00		
OW	*	Der Kanton Obwalden führt nur ein kleines Gefängnis, wo keine Gefangenearbeit möglich ist. Ebenso erfolgen in der Bereichen Hauswirtschaft und Gebäudeunterhalt keine Leistungen von Insassen.	
SG	fr. 6'836'000.00	Mit der Gefangenearbeit darf nicht in erster Linie eine Gewinnmaximierung angestrebt werden. Vielmehr geht es darum, die sozialen und beruflichen Fähigkeiten der gefangenen Personen im Arbeitsbereich so zu fördern, dass deren Chancen auf ein straffreies Leben nach der Entlassung verbessert werden. Ausserdem ist bei den Zahlen zu berücksichtigen, um welche Art Vollzugseinrichtung es sich handelt. Bei einem Massnahmenzentrum mit vielen Insassen, die psychisch gestört und damit meist wenig(er) leistungsfähig sind, geht es mehr um Agogik, Beschäftigung, Tagesstruktur als um leistungsorientierte Arbeit, die einen Ertrag abwerfen soll. Schliesslich wären die Zahlen ins Verhältnis zu setzen zur Anzahl der Insassen in den entsprechenden Arbeitsbetrieben.	
SH	fr. 86'319.00		

Kantone / cantons		Bruttoertrag (Sfr.) / recettes brutes (Frs.) 2007-2010	Bemerkungen / Commentaires
SO	Untersuchungsgefängnisse Solothurn/Olten	fr. 80'000.00	Der Ertrag ist vollständig abhängig von der Auftragslage aus der Privatwirtschaft.
	Im Schache	fr. 220'000.00	Die Gefangenen verfügen aufgrund ihrer psychischen Erkrankung bzw. Störung über eine sehr geringe Leistungsfähigkeit. Trotzdem werden Produkte (Setzlinge, Blumen, Windräder, Holzspielsachen) produziert. Zudem werden Dienstleistungen (zerlegen von Elektroschrott) erbracht. Durchschnittlich werden 60% der Insassen mit solchen Arbeiten beschäftigt. Durchschnittlich arbeiten 30% der Insassen in den Bereichen Hauswirtschaft und Gebäudeunterhalt. Diese Leistungen werden intern nicht verrechnet. Der administrative Aufwand für das Erfassen solcher Leistungen ist zu hoch. Am finanziell wirksamen Bruttoertrag würde sich auch nichts ändern.
	Schöngrün	fr. 1'700'000.00	20% der Insassen werden im Bereich Haushalt und Gebäudeunterhalt eingesetzt. Diese Leistungen werden nicht im Bruttobetrag eingeschlossen bzw. intern verrechnet.
SZ		fr. 20'000.00	
TG		fr. 146'000.00	
TI		fr. 135'761.30	
UR		*	Da der Kanton Uri kein eigenes Gefängnis mit Standort in Uri hat, verweisen wir hier auf die Zahlen des Kantons Nidwalden, da Uri und Nidwalden zusammen ein Gefängnis in Stans betreiben.
VD		fr. 4'172'157.00	Certains travaux d'intendance sont également valorisés dans les recettes mentionnées ci-dessus, mais ils ne peuvent pas être distingués dans notre comptabilité.
VS		fr. 800'000.00	Le montant annuel brut des recettes comprend les prestations des chefs d'ateliers.
ZG	Strafanstalt Bostadel	fr. 3'351'157.00	Die Tätigkeit in den Produktionsbetrieben beträgt rund 80% der erleisteten Arbeitstage (22'000 Tage), in den Dienstleistungsbetrieben Küche, Reinigung und Wäscherei werden die übrigen 20% Arbeitstage (rund 4'900 Tage) geleistet.
	Strafanstalt Zug	fr. 160'000.00	Ertrag ist schwierig nachweisbar.
	Justizvollzug	**	
ZH		fr. 10'400'000.00	
Total		fr. 54'791'357.30	

* keine Vollzugseinrichtungen / pas d'établissement d'exécution

** keine Antwort / données non communiquées

*** nicht nachweisbar / pas chiffrable

Anhang 15: Sind die Leistungen von Insassen in den Bereichen Hauswirtschaft und Gebäudenunterhalt in diesem Bruttoertrag eingeschlossen? Wenn ja, wie hoch sind diese berechnet?

Annexe 15 : Les prestations des détenus dans les domaines de l'entretien du bâtiment et de l'économie domestique sont-elles incluses dans le montant des recettes brutes ? Si oui, quel est leur pourcentage dans le calcul de ce montant ?

Kantone / cantons	ja / oui	nein / non	in % / en %
AG		1	
AI	*	*	*
AR		1	
BE	Anstalten Thorberg	1	
	Anstalten Witzwil	***	***
	Anstalten Hindelbank	1	
	Massnahmenzentrum St. Johanssen	1	
BL	***	***	***
BS		1	
FR		1	
GE		1	
GL	***	***	***
GR		1	
JU		1	
LU		1	
NE	**	**	**
NW		1	

Kantone / cantons	ja / oui	nein / non	in % / en %
OW	*	*	*
SG		1	
SH	1		
SO	Untersuchungsgefängnisse Solothurn/Olten	1	
	Im Schache	1	
	Schöngrün	1	
SZ		1	
TG	1		etw. 15%
TI		1	
UR	*	*	*
VD	***	***	***
VS		1	
ZG	Strafanstalt	1	
	Bostadel		
	Strafanstalt Zug	1	
	Justizvollzug	**	**
ZH	***	***	***

* keine Vollzugseinrichtungen / pas d'établissement d'exécution

** keine Antwort / données non communiquées

*** nicht nachweisbar / pas chiffrable

Anhang 16: Wie hoch ist in Ihrem Kanton der durchschnittliche Betrag (2007 bis 2010) für Arbeitsentgelt der Insassen (brutto)?

Annexe 16 : Quel est, pour votre Canton, le montant annuel brut moyen (2007 à 2010) de la rémunération des détenus ?

Kantone / cantons	Bruttoertrag (Sfr.) / recettes brutes (Frs.) 2007-2010	Bemerkungen / Commentaires
AG	fr. 900'000.00	Im Durchschnitt verdient ein Gefangener ca. CHF 26.- pro Arbeitstag. Der Stundenlohn liegt bei ca. CHF 4.-. Beim Arbeitsentgelt werden die Kosten für TV, Telefone, Medizinalaufwendungen, Ausbildungsanteile, Ausschaffungskosten, Wiedergutmachung etc. abgezogen. Dem Gefangenen sollten bei der Entlassung gemäss Konkordat ca. CHF 600.- pro Vollzugsjahr als Startgeld zur Verfügung stehen.
AI	*	
AR	fr. 300'000.00	
BE	Anstalten Thorberg	fr. 1'050'000.00
	Anstalten Witzwil	fr. 1'082'500.00
	Anstalten Hindelbank	fr. 639'000.00
	Massnahmenzentrum St. Johannsen	fr. 420'000.00
BL	fr. 330'000.00	Gefängnisse : freiwillige "Heimarbeit". Es wird nur ein Unkostenanteil von 20-30% (je nach Art des Auftrags und "Eigenaufwand" des Gefängnisses bezüglich dieses Auftrags) abgezogen, der übrige Teil geht an Insassen. MJZE Arxhof : ca. 270'000CHF/p.a.; Gefängnisse (Heimarbeit) = ca. 60'000 CHF/p.a.
BS	fr. 748'014.00	
FR	fr. 1'346'543.00	
GE	fr. 543'000.00	Le montant mentionné ne contient pas les frais de la détention provisoire exécutée à Champ-Dollon.
GL	***	
GR	fr. 668'000.00	
JU	fr. 8'200.00	
LU	fr. 850'000.00	Pro Arbeitstag werden Pekulien von bis zu Fr. 26.- ausbezahlt.
NE	**	
NW	fr. 69'000.00	
OW	*	Da es im kleinen Gefängnis in Sarnen keine Gefangenenarbeit gibt, gibt es dementsprechend auch kein Arbeitsentgelt.
SG	***	Die genauen Zahlen können ohne unverhältnismässigen Aufwand nicht erhoben werden. Wir halten uns aber selbstverständlich an die Vorgaben des Ostschweizer Vollzugskonkordats: Danach beträgt das Arbeitsentgelt in den Konkordatsanstalten seit 1.1.2010 im Durchschnitt Fr. 28.-/Tag (vorher Fr. 26.-/Tag). Bei besonderen Anforderungen oder ausserordentlich guter Leistung kann das Arbeitsentgelt auf max. Fr. 35.-/Tag (vorher Fr. 33.-/Tag) erhöht werden. Bei unverschuldeter Beschäftigungslosigkeit oder unverschuldeter Arbeitsunfähigkeit wegen Krankheit oder Unfall beträgt die Entschädigung wenigstens Fr. 5.-/Arbeitstag. Während Ausgängen und Urlauben sowie bei Arbeiten in den Gefängnissen sind die durchschnittlichen Ansätze deutlich tiefer.
SH	fr. 70'322.00	

Kantone / cantons		Bruttoertrag (Sfr.) / recettes brutes (Frs.) 2007-2010	Bemerkungen / Commentaires
SO	Untersuchungsgefängnisse Solothurn/Olten	fr. 110'000.00	Bei der Bemessung des Arbeitsentgelts werden die Richtlinien des Strafvollzugskonkordats der Nordwest- und Innerschweiz vom 5. Mai 2006 angewendet. Der durchschnittliche Arbeitsentgeltansatz von Fr. 26./Arbeitstag hat sich seit 1998 nicht verändert.
	Im Schache	fr. 210'000.00	Bei der Bemessung des Arbeitsentgelts werden die Richtlinien des Strafvollzugskonkordats der Nordwest- und Innerschweiz vom 5. Mai 2006 angewendet. Der durchschnittliche Arbeitsentgeltansatz von Fr. 26./Arbeitstag hat sich seit 1998 nicht verändert.
	Schöngrün	fr. 430'000.00	Bei der Bemessung des Arbeitsentgelts werden die Richtlinien des Strafvollzugskonkordats der Nordwest- und Innerschweiz vom 5. Mai 2006 angewendet. Der durchschnittliche Arbeitsentgeltansatz von Fr. 26./Arbeitstag hat sich seit 1998 nicht verändert.
SZ		fr. 9'000.00	
TG		fr. 181'000.00	Bei unverschuldeter Beschäftigungslosigkeit oder unverschuldeter Arbeitsunfähigkeit wegen Krankheit oder Unfall wird eine Entschädigung von wenigstens Fr. 5.-/Arbeitstag ausbezahlt, höchstens aber so viel, wie die eingewiesene Person zuletzt als Arbeitsentgelt erhielt. Während Ausgängen und Urlauben, bei Arbeitsverweigerung sowie während der Arrests (siehe Richtlinien OSK).
TI		fr. 1'015'063.75	
UR		*	Da der Kanton Uri kein eigenes Gefängnis mit Standort in Uri hat, verweisen wir hier auf die Zahlen des Kantons Nidwalden, da Uri und Nidwalden zusammen ein Gefängnis in Stans betreiben.
VD		fr. 2'592'419.00	Nous ne disposons que des coûts totaux de la rémunération des détenus avant jugement et des condamnés. La rémunération est nette de la participation de CHF 8.- aux frais d'exécution retenu aux condamnés (tarif concordataire).
VS		fr. 500'000.00	
ZG	Strafanstalt Bostadel	fr. 748'014.00	
	Strafanstalt Zug	fr. 130'000.00	
	Justizvollzug	**	
ZH		fr. 5'000'000.00	
Total		fr. 19'950'075.75	

* keine Vollzugseinrichtungen / pas d'établissement d'exécution

** keine Antwort / données non communiquées

*** nicht nachweisbar / pas chiffrable



Heroingestützte Behandlung (HeGeBe)

Zweck und Zielsetzung einer heroingestützten Behandlung im Strafvollzug

Die heroingestützte Behandlung in der JVA Realta ist ein ergänzendes Therapieangebot zu der aktuellen Drogenarbeit für schwerabhängige Strafgefangene. Die HeGeBe in der geschlossenen Lebenswelt einer Strafanstalt ermöglicht eine intensivere und in Teilen sozialpädagogisch ausgerichtete Arbeit mit Drogenabhängigen.

Behandlungsziele sind: Abstinenz von illegalen Suchtmitteln, Stabilisierung im psychischen, gesundheitlichen und sozialen Bereich, Verzicht auf Fortsetzung von risikoreichem Suchtmittelkonsum, Distanzierung von der Drogenszene und der illegalen Suchtmittelbeschaffung, Ausstieg aus der Drogenkriminalität, Reduktion von sozial auffälligem Verhalten und damit eine verbesserte Reintegrationsmöglichkeit in die Gesellschaft und günstige Legalprognose nach dem Strafvollzug.

Zielgruppe

Im Programm können Strafgefangene mit einer schweren Drogenabhängigkeit aufgenommen werden

- bei denen alle anderen anerkannten ambulanten und stationären Behandlungsmethoden versagt haben
- die sozial desintegriert sind
- die trotz Methadonsubstitution keine gesundheitliche, psychische und soziale Stabilisierung erreicht haben
- die vor Übertritt in den Strafvollzug bereits in heroingestützter Behandlung waren und diese während des Vollzuges weiterführen sollen oder für die eine Erstaufnahme in die HeGeBe Realta bei Vorliegen der nachfolgend genannten Aufnahmebedingungen sinnvoll ist

Aufnahmebedingungen

Folgende Voraussetzungen sind zwingend notwendig für eine Aufnahme in die HeGeBe Realta:

- (Mindestalter 18 Jahre)
- Nachgewiesene Heroinabhängigkeit von mindestens 2 Jahren
- Nachweis über mindestens zwei abgebrochene oder erfolglose Behandlungsversuche mit einer anerkannten ambulanten oder stationären Behandlungsmethode
- Defizite im medizinischen, psychologischen und sozialen Bereich, die auf den Drogenkonsum zurückzuführen sind

Zusätzlich durch den Strafvollzug bedingte Kriterien sind:

- schriftliche Einwilligung der einweisenden Vollzugsbehörde
- Fähigkeit und Bereitschaft, die Strukturen und Normen der Anstalt einzuhalten
- die Entlassungssituation lässt die Planung einer adäquaten Behandlungsfortsetzung zu

Vorabklärungen / Aufnahmeentscheide

Vorabklärungen sowie Prüfung der Indikationskriterien erfolgen durch die Betriebsleitung und die ärztliche Leitung. Gespräche mit dem Antragsteller erfolgen in der Regel in der JVA Realta. Indikationsstellung und Antrag für die Aufnahme erfolgt durch eine interdisziplinäre Indikationskonferenz bestehend aus Betriebsleitung und ärztliche Leitung. Aufnahme gesuche werden vom Kantonsarzt GR geprüft und zur Genehmigung an das Bundesamt für Gesundheit (BAG) weitergeleitet. Das BAG stellt eine entsprechende Patientenbewilligung aus.

Vernetzung / Zusammenarbeit

Die Komplexität einer Suchtmittelabhängigkeit bedingt ein Zusammenwirken verschiedener Fachleute. Eine intensive Zusammenarbeit mit den Sozialdiensten der Wohnsitzgemeinden, Drogenberatungen, Bewährungshilfen, Psychiatrisch-/therapeutischen Diensten, Haus- und Spezialärzten und der Aids-Hilfe ist Voraussetzung für eine umfassende und zielgerichtete Hilfe.

Kosten

Es werden die Kosten für den Normalvollzug berechnet mit einem zusätzlichen Behandlungskostenanteil von Fr. 37.00 pro Tag und Insasse. Die Krankenkassen leisten einen Beitrag von Fr. 46.50/Tag. Der Patient leistet einen Kostenbeitrag von Fr. 20.00/Monat.

Programmleitung

Betriebsleitung: Vera Camenisch Sozialdienst JVA Realta 7408 Cazis	Medizinische Leitung: Dr. med. Thomas Villmar Leitender Arzt Forensik Psychiatrische Klinik Beverin 7408 Cazis
----------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

OSTSCHWEIZER STRAFVOLLZUGSKONKORDAT

Gesundheitskosten im Straf- und Massnahmenvollzug

MERKBLATT

verabschiedet an der Konkordatskonferenz vom 24. Oktober 2008

1. Ausgangslage

Die Vollzugseinrichtungen haben die medizinische Versorgung der eingewiesenen Personen zu gewährleisten sowie für die Erhaltung und nach Möglichkeit für die Verbesserung ihrer physischen und psychischen Gesundheit zu sorgen. Dies ergibt sich aus dem in Art. 75 Abs. 1 des Schweizerischen Strafgesetzbuches (SR 311.0; abgekürzt StGB) verankerten Prinzip der besonderen Fürsorgepflicht (Betreuungsprinzip). Dabei haben alle medizinischen Leistungen den schweizerischen Standards ausserhalb der Vollzugseinrichtungen zu entsprechen (Äquivalenzprinzip)¹. Medizinische und psychiatrische Behandlungen, die Abgabe von Medikamenten sowie Spital- oder Klinikaufenthalte erfolgen, soweit sie notwendig und unaufschiebbar sind. Die Gesundheitsversorgung im Rahmen der obligatorischen Grundversicherung gemäss dem Bundesgesetz über die Krankenversicherung (SR 832.10; abgekürzt KVG) bildet Teil des absoluten Existenzminimums und ist in jedem Fall sicherzustellen.

Die Vollzugseinrichtungen haben deshalb zur Sicherstellung dieser medizinischen Versorgung das nötige medizinische Personal und die nötige medizinische Infrastruktur bereit zu stellen oder dafür besorgt zu sein, dass die entsprechende medizinische Unterstützung zeitgerecht von aussen beigezogen werden kann oder ausserhalb der Vollzugseinrichtung bereit steht.

2. Kostentragung

Nach Art. 380 Abs. 1 StGB tragen die Kantone die Kosten des Straf- und Massnahmenvollzugs. Nach Art. 13 des Konkordats vergütet der einweisende Kanton dem vollziehenden Kanton die Vollzugskosten sowie die Auslagen für Einlieferung und Entlassung. Die Strafvollzugskommission legt die Höhe des Kostgeldes fest und bestimmt, welche Leistungen mit dem Kostgeld abgegolten werden.

Mit dem Kostgeld abgegolten werden sollen die Aufwendungen

- der Vollzugseinrichtungen für die Bereitstellung der medizinischen Ressourcen und der für die medizinische Versorgung erforderlichen Infrastruktur (z.B. Arzt- und Krankenzimmer, Medikamentenschrank);
- für Transporte zu Ärzten ausserhalb der Vollzugseinrichtung, wenn die Vollzugseinrichtung nicht über einen medizinischen Dienst im Haus verfügt, sondern medizinische Unterstützung ausserhalb der Vollzugseinrichtung (Arztpraxis in der Nähe, psychiatrische Beratungsstelle o.ä.) beansprucht;
- für die Befragung zum medizinischen Zustand und zur Untersuchung bei Neueintritt einer eingewiesenen Person (Eintrittsuntersuchung);
- für die Unfallversicherung der eingewiesenen Personen bzw. für die Folgen von Unfällen während des Sanktionenvollzugs².

Nicht im Kostgeld enthalten sind die Kosten für

- medizinische Untersuchungen und Behandlungen von Krankheiten im Einzelfall;
- die Abgabe von kassenpflichtigen Medikamenten bei Krankheiten;
- krankheitsbedingte Einweisungen und Behandlungen in Spitäler und Kliniken.

¹ Äquivalenzprinzip: Die Gleichwertigkeit der medizinischen Versorgung innerhalb und ausserhalb der Vollzugseinrichtungen (vgl. dazu auch die Richtlinien der Schweizerischen Akademie der medizinischen Wissenschaften); ausgenommen sind die freie Arzt- und Spitalwahl.

² Vorbehalten bleibt eine Kostenbeteiligung der eingewiesenen Person an den Versicherungsprämien.

Soweit es nicht um die Folgen von Unfällen während des Sanktionenvollzugs und um eindeutig vollzugsbedingte Erkrankungen geht, handelt es sich dabei um Kosten, die nur indirekt mit dem Sanktionenvollzug zusammenhängen. Ein erheblicher Teil solcher medizinischer Leistungen ist sogar eindeutig auf gesundheitliche Probleme zurückzuführen, die schon vor dem Sanktionsantritt bestanden. Gerade Zahnbehandlungen (sofern Zahnschäden nicht auf einen Unfall während des Vollzugs zurückzuführen sind) wären in aller Regel auch nötig geworden, wenn die betroffene Person nicht in einen strafrechtlichen Sanktionenvollzug hätte eingewiesen werden müssen.

3. **Krankenversicherung**

Nach Art. 3 Abs. 1 KVG und Art. 1 Abs. 1 der eidgenössischen Verordnung über die Krankenversicherung (832.102) muss sich jede Person mit Wohnsitz in der Schweiz³ nach den Art. 23 bis 26 ZGB für Krankenpflege versichern. Dieses Krankenversicherungspflichtobligatorium gilt auch für Personen im Straf- und Massnahmenvollzug. Die Kantone sorgen für die Einhaltung der Versicherungspflicht und die vom Kanton bezeichnete Behörde weist Personen, die ihrer Versicherungspflicht nicht rechtzeitig nachkommen, einem Versicherer zu (Art. 6 KVG). Die Krankenkassenprämien gelten nicht als Sozialhilfe- bzw. Unterstützungsleistung (Art. 3 Abs. 2 lit. b ZUG; Ziff. B.4.1. der SKOS-Richtlinien). Art. 24 ZGB stellt sicher, dass ein zivilrechtlicher Wohnsitz (im Gegensatz zum unterstützungsrechtlichen Wohnsitz) immer gegeben ist.

Versicherungspflichtige Personen

Die Vollzugseinrichtung sorgt für die gesetzlich vorgeschriebene Krankenversicherung der eingewiesenen Personen: Sie klärt bei Eintritt ab, ob ein Krankenversicherungsschutz besteht und meldet versicherungspflichtige Personen ohne Versicherungsschutz der Wohnsitzgemeinde bzw. der für die Kontrolle der Versicherungspflicht zuständigen kantonalen Behörde. Sie orientiert die Einweisungsbehörde über ihre Abklärungen.

Hat die versicherte Person fällige Prämien oder Kostenbeteiligungen trotz Mahnung nicht bezahlt und wurde im Betreibungsverfahren ein Fortsetzungsbegehren bereits gestellt, so schiebt der Versicherer die Übernahme der Kosten für die Leistungen auf, bis die ausstehenden Prämien, Kostenbeteiligungen, Verzugszinse und Betreibungskosten vollständig bezahlt sind (Art. 64a Abs. 2 KVG). In solchen Fällen hat die Wohnsitzgemeinde oder allenfalls eine kantonale Behörde für unerhebbare Prämien und Kostenbeteiligungen Ersatz zu leisten, um den Leistungsaufschub zu beseitigen. Sind die ausstehenden Prämien, Kostenbeteiligungen, Verzugszinse und Betreibungskosten vollständig bezahlt, so hat der Versicherer die Kosten für die Leistungen während der Zeit des Aufschubes (nachträglich) zu übernehmen (Art. 64a Abs. 3 KVG). Besteht nach kantonalem Recht keine Pflicht zur Nachzahlung von Prämien und Kostenbeteiligungen und wird auf diese Nachzahlungen verzichtet, hat die Wohnsitzgemeinde als Sozialhilfebehörde für die Behandlungskosten aufzukommen.

Notfallbehandlungen ausgenommen, klärt die Vollzugseinrichtung die Finanzierung von medizinischen Leistungen vorgängig ab. Ist die Finanzierung über die Krankenkasse unklar oder ungewiss, holt sie Kostengutsprachen bei der Sozialhilfebehörde ein. Auf deren Verlangen legt sie unter Hinweis auf den Verwendungszweck des Arbeitsentgelts⁴ offen, welche Guthaben die eingewiesene Person auf ihrem Sperr- und Freikonto zur Verfügung hat. Ist die Finanzierung weiter nicht gesichert bzw. wird eine Kostengutsprache nicht erteilt, obwohl eine medizinische Behandlung nach Beurteilung des ärztlichen Dienstes oder der beigezogenen Ärzte notwendig ist, wird die Einweisungsbehörde um Kostengutsprache ersucht. Die Behandlung darf nur und erst erfolgen, wenn die Finanzierung geklärt ist. Bei Notfallbehandlungen informiert die Vollzugseinrichtung den Kostenträger sobald als möglich.

Bezahlt die eingewiesene Person bzw. ein Angehöriger die Krankenkassenprämie, rechnen der ärztliche Dienst bzw. die beigezogenen Ärzte ihre Leistungen direkt mit der Krankenkasse

³ Nach einer Weisung des Bundesamtes für Sozialversicherung vom 19.12.2002 unterstehen auch Sanspapiers, die sich im Sinn von Art. 24 ZGB in der Schweiz aufhalten, der Versicherungspflicht gemäss KVG. Die Krankenversicherungen sind verpflichtet, solche Personen aufzunehmen.

⁴ Ziff. 4 der Richtlinien der Ostschweizerischen Strafvollzugskommission vom 7.4.2008 über das Arbeitsentgelt in Strafvollzugsanstalten.

ab. Für Selbstbehalte hat die eingewiesene Person aufzukommen⁵. Ist sie dazu nicht in der Lage, ist der zuständigen Sozialhilfebehörde ein Kostenübernahmegesuch einzureichen, da Gesundheitskosten, soweit diese nicht von der obligatorischen Krankenversicherung übernommen werden, sowie Selbstbehalte und Franchisen Teil des absoluten Existenzminimums sind (vgl. Ziffer B.4.1 der Richtlinien der Schweizerischen Konferenz für Sozialhilfe [SKOS]).

Bezahlt eine Behörde die Krankenkassenprämien, rechnen der ärztliche Dienst bzw. die beigezogenen Ärzte ihre Leistungen mit dieser Behörde ab. Diese sorgt für die Abrechnung mit der Krankenkasse.

Bis zur Klärung bzw. Wiederherstellung des Versicherungsschutzes kommt die Vollzugseinrichtung vorsorglich für die medizinischen Leistungen auf. Erst wenn feststeht, dass für medizinische Leistungen entgegen der ursprünglichen Annahme kein externer Kostenträger vorhanden ist, kann die Einweisungsbehörde um Kostenübernahme ersucht werden.

Personen ohne Versicherungspflicht

Personen ohne Wohnsitz und ohne Krankenkasse meldet die Vollzugseinrichtung der Einweisungsbehörde. Diese hat zu entscheiden, ob sie die eingewiesene Person selber versichert, ob sie für medizinische Leistungen direkt aufkommt oder ob sie die medizinischen Leistungen an einen anderen innerkantonalen Kostenträger⁶ zur Bezahlung weiterleiten kann.

Notfallbehandlungen ausgenommen, holt die Vollzugseinrichtung vorgängig eine Kostengutsprache der Einweisungsbehörde ein. Bei Notfallbehandlungen informiert die Vollzugseinrichtung die Einweisungsbehörde sobald als möglich.

Bei Personen ohne Versicherungspflicht rechnen die Vollzugseinrichtung bzw. der ärztliche Dienst bzw. die beigezogenen Ärzte ihre Leistungen mit der Einweisungsbehörde periodisch ab⁷. Angesichts des administrativen Aufwands, der mit der Weiterverrechnung verbunden ist, ist es der Vollzugseinrichtung überlassen, ob sie bei Kleinbeträgen auf die Weiterverrechnung verzichtet.

4. Spitalkosten

Erfordert der Gesundheitszustand der eingewiesenen Person deren Verlegung in ein Spital oder eine Klinik zur stationären Behandlung, so holt die Vollzugseinrichtung - Notfälle ausgenommen - die Zustimmung der einweisenden Behörde und eine Kostengutsprache der Krankenkasse, der sozialhilferechtlich zuständigen Behörde oder der Einweisungsbehörde ein. Bei Notfällen werden Einweisungsbehörde und Kostenträger baldmöglichst orientiert.

Die Sozialhilfebehörden beschränken den Versicherungsschutz in der Regel auf den Wohnkanton. Die Krankenkassen finanzieren über die Grundversicherung nur die tieferen Kantons- einwohnerartarife. Hat die eingewiesene Person im Anstaltskanton keinen Wohnsitz, ist sie nach Weisung der Einweisungsbehörde entweder in ein Spital oder eine Klinik des Wohnsitzkantons einzuweisen oder die Einweisungsbehörde hat für den Differenzbetrag Kostengutsprache zu leisten.

Diese Regelung ist aus Sicht des Vollzugs unbefriedigend, weil sie aus Kostengründen zu Einweisungen in Spitäler und Kliniken ausserhalb des Anstaltskantons führt und so die Zusammenarbeit und der Informationsaustausch erschwert sind und ein Transportaufwand entsteht. Nach Art. 41 KVG sind die Versicherer aber nur verpflichtet, die stationären Tarife des Wohnkantons zu bezahlen und eine Vereinbarung der Kantone über die Gleichstellung der Insassen des Straf- und Massnahmenvollzugs mit den Kantonseinwohnern könnte die Versicherer nicht binden. Zu empfehlen ist deshalb, dass die Einweisungsbehörde bei Bedarf den Versicherungsschutz auf die ganze Schweiz ausweitet und den entsprechenden Prämienzuschlag bezahlt.

⁵ In Ausnahmefällen, namentlich bei deliktorientierten Therapien zur Verbesserung der Legalprognose, können Franchise und Kostenbeteiligung ganz oder teilweise von der Vollzugseinrichtung oder der einweisenden Behörde übernommen werden.

⁶ Z.B. eine kantonale Fürsorgedirektion.

⁷ Entweder zusammen mit den Kostgeldern oder quartalsweise.